

# Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13628 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 20 - LUNDI 21 NOVEMBRE 1988

## Les tensions nationalistes dans les pays de l'Est

### Plusieurs centaines de milliers de Serbes manifestent à Belgrade

#### Du Kosovo aux pays baltes

Du Kosovo aux pays baltes et aux républiques caucasiennes, en passant par la minorité hongroise en Transylvanie roumaine, l'Europe de l'Est connaît actuellement de graves tensions nationalistes. Elles sont d'origines diverses, mais le pouvoir socialiste doit faire face à des situations éminemment explosives.

C'est tout spécialement le cas à Belgrade, où un million de Serbes étaient invités à manifester, samedi 19 novembre, pour défendre les intérêts de « leur » République face aux revendications autonomistes de deux de ses provinces. La veille, plus de cent mille Albanais du Kosovo — l'une de ces provinces — étaient descendus dans les rues de leur capitale, Pristina, pour protester contre l'exclusion de la direction régionale du parti de deux de leurs compatriotes. C'est la première fois qu'une manifestation albanaise de cette importance a lieu au Kosovo depuis les troubles de 1981, qui avaient fait plusieurs morts. Il ne semble pas qu'il y ait eu cette fois de violence, mais l'on conçoit l'inquiétude que ce précédent inspire aux autorités yougoslaves.

Plusieurs centaines de milliers de Serbes devaient participer, le 19 novembre, à Belgrade, à un meeting de solidarité, d'unité et de fraternité. Le chef de la Ligue des communistes de Serbie, M. Slobodan Milosevic, devait prendre la parole au cours de ce rassemblement. Au Kosovo, pour la première fois depuis 1981, les Albanais de souche sont descendus en masse dans les rues de Pristina, jeudi et vendredi.

La situation est de nouveau tendue en Yougoslavie, après la période de calme relatif qui avait suivi la réunion du comité central de la Ligue des communistes, au mois d'octobre, à Belgrade.

Cette fois encore, c'est le conflit qui oppose la Serbie à ses deux provinces autonomes, la Voïvodine et surtout le Kosovo, dont elle désire reprendre l'entier contrôle, qui est à l'origine de l'agitation.

A Pristina, capitale du Kosovo, les Albanais de souche, qui représentent près de 90 % de la population de la région, se sont mobilisés, jeudi et vendredi, par dizaines de milliers pour manifester leur solidarité avec deux de leurs dirigeants révoqués par le

comité central local, M<sup>re</sup> Kacusa Jasari et M. Azem Vllasi. Ils se sont également élevés contre les projets d'amendement de la Constitution fédérale de 1974 qui éroderaient leur « autonomie ».

Le chef du parti serbe, M. Slobodan Milosevic, qui s'est fait le porte-parole d'une politique de fermeté de sa république à l'égard du Kosovo, devait prononcer, samedi 19 novembre, un discours important lors d'un meeting de masse à Belgrade.

Près d'un million de personnes devaient participer à cette manifestation, la plus imposante jamais organisée en Yougoslavie depuis la guerre.

(Lire nos informations page 3.)

## Les suites de l'enquête sur les attentats de 1986

### L'inculpation du juge Boulouque secoue la magistrature

La magistrature manifeste un vif émoi après l'inculpation, le 18 novembre, pour violation du secret de l'instruction dans l'affaire des attentats de septembre 1986, du juge Gilles Boulouque. Après cette décision, l'avocat de Fouad Ali Salahi, l'un des inculpés, envisage de déposer une requête en suspension légitime. S'il était fait droit à cette requête, le dossier serait retiré au magistrat instructeur parisien.



(Lire nos informations et l'article de GEORGES MARION page 16)

## Le budget adopté

Grâce à l'abstention des communistes, la loi de finances a été approuvée en première lecture par l'Assemblée nationale.

PAGE 6

## La répression en Afrique du Sud

Mécanisme du mouvement anti-apartheid.

PAGE 5

## Exécutions en Iran

Onze proches de l'ayatollah Montazeri exécutés.

PAGE 4

## « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jack Lang, invité dimanche à 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 16.

## Les experts face à la conjoncture internationale

### Une bonne année, pleine de risques

Alors que le dollar connaît un accès de faiblesse depuis l'élection de M. Bush à la présidence des États-Unis, les hauts fonctionnaires des pays industriels se sont réunis à Paris pour la première fois depuis le 8 novembre. En réunion du « groupe des Dix », mercredi 16 novembre, en comité de politique économique à l'OCDE les deux jours précédents, ils ont dressé un bilan de la situation économique. Décidés à prouver leur bonne entente à des marchés financiers très nerveux, ils sont tombés d'accord pour se féliciter d'une vive croissance. Mais un double souci demeure, l'inflation qui risque de s'accroître et les déséquilibres mondiaux qui perdurent.

La douce euphorie née après deux années de vive croissance comporte un risque majeur : endormir les esprits et faire oublier les dangers qui pèsent sur la conjoncture internationale. En quelques mois, les économistes sont passés d'une analyse morose où le ralentissement de l'activité pouvait se transformer en récession pure et simple à un tableau des plus engageants. L'OCDE (1) en offre le plus récent exemple. Il y a un an, les experts de l'Organisation annonçaient une modeste expansion de 2,5 % pour cette année. Ils envisagent désormais 4 % en moyenne dans les pays industriels et au moins 3 % l'an prochain.

On peut ironiser sur des spécialistes plus à l'aise dans l'analyse a posteriori que dans les prévisions. Reconnaissons que certains élé-

ments sont difficiles à quantifier. Quelle part accorder aux efforts, réels ou supposés, pour réduire les tensions, dégrèver, alléger le poids de l'impôt, favoriser la flexibilité de la main-d'œuvre ? Pensées de l'importance de tels éléments dans la poursuite de la croissance, certains gouvernements préconisent l'introduction dans le tableau de bord de surveillance mis en place avec le Fonds monétaire international (FMI) d'indicateurs d'ajustement structurel. Un terme barbare qui retiendra l'attention et mobilisera l'énergie des statisticiens avant de trouver une définition acceptable.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(Lire la suite page 13.)

(1) Organisation de coopération et de développement économique réunissant vingt-quatre pays industriels.

## Accord d'impression de Monde-Amaury-Hachette

### Un pari gagné

par ANDRÉ FONTAINE

PROPRIÉTAIRE de longue date de ses moyens d'impression, la société éditrice de notre journal ne tire pratiquement aujourd'hui, dans ses deux imprimeries de la rue des Italiens et de Saint-Denis, que le Monde et les autres publications, périodiques ou pas, du groupe. Autrement dit nos rotatives ne tournent guère plus qu'au tiers de leur capacité. Ce n'est évidemment pas assez pour une entreprise qui a fait de sa totale indépendance financière un article essentiel de son credo. Il faut donc marquer d'une pierre blanche l'accord qui a été conclu le 18 novembre entre le Monde, le groupe Amaury et Hachette.

Cet accord, qui jette les bases d'un véritable partenariat industriel entre trois des princi-

aux groupes de presse français, permettra en effet aux rotatives de l'usine dont nous avons la construction à Ivry-sur-Seine de tourner pratiquement à temps complet. Pour commencer, dès que sera achevée, au printemps prochain, l'installation de la seconde rotative commandée à la société suisse Wifag, 400 000 exemplaires du Parisien y seront tirés chaque jour en plus de la totalité de la production du Monde et de ses périodiques.

A elle seule cette décision suffirait à justifier le pari que nous avons pris à l'été 1986, alors que nous émergeions à peine de la grave crise financière et morale où notre journal avait failli sombrer.

(Lire la suite page 7.)

## Le prochain vol spatial franco-soviétique

### Des robots et des hommes

Dans une semaine, le cosmonaute français Jean-Loup Chrétien doit rejoindre la station spatiale soviétique Mir pour un séjour de près d'un mois. Cette mission pose à nouveau la question de l'utilité des vols habités.

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, présidait le CNES en 1980, quand il fut envisagé de renoncer à l'envoi d'hommes dans l'espace et de s'en remettre à des robots.

Il explique pourquoi l'homme est indispensable en orbite pour certaines missions actuelles, mais aussi pourquoi, avec de nouvelles missions, sa présence pourrait devenir une nécessité permanente.

par Hubert Curien  
ministre de la recherche  
et de la technologie

Très bientôt, Jean-Loup Chrétien sera lancé dans l'espace pour la deuxième fois, en compagnie de cosmonautes soviétiques. Patrick Baudry a navigué naguère à bord de la navette spatiale américaine. Ces événements ne passent pas inaperçus : sont-ils aussi utiles que spectaculaires ?

J'ai en le devoir et le plaisir de négocier assidûment avec les responsables des programmes spatiaux en Union soviétique tout autant qu'aux États-Unis d'Amérique ces excursions spatiales françaises et d'apporter ainsi la preuve d'une conviction que je me suis attaché à fonder sur un faisceau d'arguments tout autant scientifiques que techniques que politiques.

Le temps n'est plus aux enthousiasmes spatiaux inconditionnels. Il faut raisonner, comparer, compter ses écus. L'homme dans l'espace est-il plus efficace ou moins onéreux que le robot ?

La réponse n'est pas si simple, car les tâches qui peuvent être confiées aux cosmonautes sont en fait de natures fort diverses : travailler dans une station-laboratoire, réparer des satellites défectueux, observer la terre ou les astres, ou encore assembler en orbite de grandes structures.

Un laboratoire habité dans l'espace ? L'homme y sera quasi irremplaçable aussi longtemps qu'il s'agira de mettre au point un processus nouveau par essais successifs et intelligemment corrigés, mais dès que pourra commencer une production plus routinière, le robot sera sans doute un opérateur sûr et plus économique.

(Lire la suite page 9.)

J. D. NASIO

ENSEIGNEMENT  
DE  
CONCEPTS  
CRUCIAUX  
DE LA



PSYCHANALYSE

RIVAGES

La prudence observée par M. Gorbatchev face à ces différents mouvements a, jusqu'à présent, été payante. A l'affrontement le chef du PC soviétique préfère le dialogue, et c'est sagesse compte tenu des risques courus. Mais l'exercice est périlleux, car la recherche des compromis suppose des concessions, que tout le monde, dans les pays baltes, dans les républiques caucasiennes, aussi bien qu'à Moscou, n'est pas prêt à accepter.

De passage à Belgrade au printemps dernier, M. Gorbatchev, que l'on interrogeait sur les événements du Caucase, demandait qu'on lui cite un pays où il n'existerait pas de tensions nationalistes. Mais il n'imaginait peut-être pas alors que celles-ci prendraient une telle dimension.

M 0146 - 1121 0 - 6 00 F



3790146006000 11210

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Arabie Saoudite, 2,80 DA ; Argentine, 2,80 DA ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Chili, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; États-Unis, 60 p. ; France, 6 F ; Grèce, 200 dr. ; Hongrie, 200 H. ; Italie, 2.000 L. ; Japon, 2.400 ¥ ; Liban, 2.400 L.L. ; Luxembourg, 40 F. ; Pays-Bas, 12 fl. ; Portugal, 180 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 14 M. ; Suède, 1,80 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Taiwan, 1,80 S. ; USA, 1,80 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.



# Dates

Il y a vingt-cinq ans

## L'assassinat de John Fitzgerald Kennedy

Le ciel lui-même avait fini par se lever, comme s'était levé, un à un, les multiples obstacles suscités par cette « tournée texane » de John Fitzgerald Kennedy. Le Texas ! Un État qui avait fait bloc, tout d'abord, à l'élection en 1960 de ce tout jeune sénateur, parvenu par la gentrie bostonienne et ses intellectuels méprisants, ceux que le véritable enfant du pays, Lyndon Johnson, appelait, avec dégoût, les « Harvards ». Trois ans après, presque jour pour jour, c'est en président, cette fois, que John Kennedy parcourait les rues de Dallas. Bien que ténu comme une vieille mule de Texarcana, « l'État de l'étoile solitaire » se sentait-il gagné à son tour par le charme juvénile de celui qui faisait rêver l'Amérique en lui promettant de reculer « ses frontières » jusqu'à l'espace ? Toujours est-il que, ce 22 novembre, la foule était compacte pour accueillir le cortège présidentiel. Prête à tout pardonner, l'espace d'une matinée ensoleillée, à la silhouette un peu raide, tassée dans la grande limousine au côté d'une jeune femme vêtue de rose pâle qui agita la main, sa femme, « Jackie », une éclatante « first lady » de trente-quatre ans, vite devenue aux yeux du monde entier la plus sûre des ambassadrices de charme.

Oubliées les craintes des puissants pétroliers de voir s'instaurer les réformes fiscales tant redoutées et pourtant promises par le nouveau président ; oubliés aussi les préjugés et les haut-le-cœur d'un État conservateur devant les mesures libérales en cours qui prétendent émanciper encore davantage les « noirs » et les encourager à voter : ce matin, le Texas se veut bon enfant, et cela se voit. Soulagé, John Connally, le gouverneur de l'État, sourit. Son idée longtemps débattue d'un défilé dans les rues était, finalement, une réussite. A la télévision, si omniprésente dans cette présidence sophistiquée qui affiche le « style direct », la séquence serait parfaite avec tous ces ballons et ces drapeaux. M<sup>me</sup> Connally, assise comme son mari sur les strapontins de la limousine présidentielle, se penche vers John Kennedy : « Vous ne pouvez plus dire qu'on ne vous aime pas à Dallas ! » Dire que, quelques heures auparavant, un peu tendu, le président a confié à son conseiller spécial Kenneth O'Donnel : « Si quelqu'un voulait tirer sur le président des États-Unis, ce ne serait pas trop difficile. Tout ce qu'il faudrait faire serait de monter dans un immeuble élevé, avec un fusil muni d'une lunette télescopique, et personne ne pourrait empêcher un tel attentat. » Boutade ! Les services de sécurité veillent.

### L'horreur en direct

Justement, à l'intersection des rues Houston et Elm, l'agent Rufus Youngblood, posté sur le trottoir de la limousine qui entraîne le vice-président Lyndon Baines Johnson, jette un coup d'œil machinal sur la masse de briques rouges du dépôt de livres scolaires. L'horloge marque juste midi trente. L'heure prévue normalement pour arriver au banquet qui attend. Il faudrait revoir l'horloge. Mais le vice-président lui-même a l'air de prendre tellement à cœur cette parade « unitaire » dans un État où les démocrates passent plus de temps à régler leurs comptes entre eux qu'à préparer la prochaine échéance électorale, dans tout juste un an.

Lyndon Johnson avait bien enterré, lui, la hache de guerre — du moins officiellement — avec le « clan Kennedy ». Et il n'avait pas été facile pour le rude Texan d'oublier certaine soirée de juillet 1960, à la convention démocrate de Los Angeles, quand, la mort dans l'âme, le « clan » lui avait offert la vice-présidence comme un os à un vieux chien qui fait encore peur. John Kennedy, « Jack » pour ses amis, avait cru bon d'ajouter pour calmer la fureur de ses conseillers : « J'ai quarante-trois ans, et je ne vais pas mourir à la tâche. Aussi la vice-présidence ne veut-elle rien dire... » En guise de réponse, Johnson avait griffonné un mot avec cette simple phrase : « LBJ signifie à présent Let's back Jack (soutenons Jack). » Il n'empêche, à présent LBJ était dans la place, et les « Harvards » auraient bien besoin de lui pour se faire réélire.

Sur Elm Street, le cortège venait de virer brusquement pour amorcer la pente qui menait au pont de chemin de fer qu'il faudrait traverser. Réveillé dans ses rêves, LBJ eut l'impression d'entendre des pétards ! ». Devant, dans l'immense voiture inondée de soleil, le président qui saluait la main à son cou. Il vient d'être atteint d'une balle dans la nuque, aussitôt ressortie par la gorge. Il chancelle. Face à lui, le gouverneur Connally sursaute, atteint dans le dos, alors qu'il s'était retourné pour saluer la foule lui aussi. Le projectile lui a également traversé le poignet, avant de le blesser à la cuisse.

Et c'est soudain l'horreur, l'horreur « en direct », devant l'œil automatique des caméras qui ne perdent aucun détail, une seconde balle frappe John Kennedy à la tête, provoquant une blessure énorme, irrémédiable. Avec le jeune président qui s'affaisse sur les genoux de sa femme, c'est tout un pan de cet impalpable rêve américain qui s'effondre. Et les images, repassées jusqu'à l'écoeurement, de cet instant fatal deviendront dans l'incon-

scient un signal : l'assassin présumé était un homme élané, mesurant environ 1,75 mètre et âgé d'une trentaine d'années.

Les soupçons se portèrent très vite sur un employé du dépôt décrit comme « taciturne » et plutôt « essouffé » : Lee Harvey Oswald. D'ailleurs, n'a-t-il pas été aperçu quittant le dépôt trois minutes après les coups de feu ? L'arrestation d'Oswald donnera lieu à une véritable chasse à l'homme. D'autres témoins affirmeront que, intercepté par un agent de la police de Dallas, l'agent J.-D. Tippit, tout près de la pension de famille où il résidait, Oswald l'avait blessé mortellement en tirant sur lui à bout portant. Prenant la fuite, il s'enfuyait sans payer dans un cinéma voisin, le Texas Theatre, où il est finalement arrêté après une brève bagarre.

En dépit d'un interrogatoire serré, — plus de dix heures — Oswald niera tout en bloc : le meurtre de Tippit comme celui de Kennedy, allant jusqu'à affirmer farouchement qu'il n'est pas le propriétaire de la carabine Mannlicher Carcano retrou-

vé entre deux boîtes de livres justement au sixième étage du dépôt de livres. Alors que, dans l'enquête qui commence, l'appartenance de cette arme à Oswald est une des rares certitudes acquises.

La presse, qui campe en permanence dans les locaux de la police, n'a pas été la dernière à réagir. Elle s'acharne sur cet assassin présumé, si commode pour rassurer l'opinion en état de choc : orphelin, Oswald est le parfait rejet d'une certaine société conformiste et bien pensante. Enfance difficile, scolarité difficile, instabilité qui lui vaut des passages fréquents entre les mains des psychiatres. Oswald croit avoir trouvé sa voie un temps chez les marines. En décembre 1956, au cours d'une période d'entraînement à San Diego, il se fera même féliciter pour avoir marqué un record de 210 tirs avec un fusil M1, soit deux points au-dessus du minimum requis pour être classé tireur d'élite.

Mais tandis que l'Amérique s'interroge sur ce jeune assassin de vingt-quatre ans, converti au marxisme au point d'avoir émigré en Union soviétique et d'avoir tenté de se suicider parce qu'on le menaçait d'expulsion, un nouveau coup de théâtre éclatait : le 24 novembre au matin, alors que, peu après 11 heures, Oswald sort du bureau de la prison municipale pour monter dans la voiture qui doit l'amener à la prison du comté, où il avait été jugé plus prudent de le transférer, un petit homme vêtu de sombre surgit dans la lumière des caméras, là encore au rendez-vous. A la main, il tient un Colt 38, il tire. Grimaçant, Oswald s'effondre. Au Parkland Hospital, où il est transporté à son tour, il ne reprendra pas connaissance. Son meurtrier, Jack Ruby, ténancier de boîte de nuit, rubicond et jovial, qui ne refuse jamais un verre aux amis, surtout s'ils sont de la police, dira simplement : « J'ai tué Oswald dans un moment de

### Le rêve brisé

C'était faire peu de cas de nombreuses invraisemblances : les témoins d'abord, qui avaient vu « d'autres tireurs » postés dans « d'autres endroits » ; les photos de l'autopsie qui ne correspondaient pas nécessairement aux impacts des balles, tels que la télévision avait permis de les observer sur le coup. De plus, était-on bien sûr que le trop influent Oswald, dont les fréquentations cubaines étaient au moins aussi prouvées que ses anciennes amours soviétiques, n'avait pas été utilisé à son insu ? Après tout, la tentative ratée de la baie des Cochons pour envahir Cuba avait laissé des cicatrices. Y compris parmi les exilés cubains de Floride, qui rêvaient d'en découdre. Sans parler de la Mafia, liée jusqu'au cou à la CIA dans les tentatives de déstabilisation du régime castriste, et qui, sous l'influence de l'intransigent Robert « Bob » Kennedy, le nouvel attorney général, se savait promise à court terme à une chasse aux sorcières. Enfin pourquoi n'avait-on pas vraiment fouillé dans le passé du débonnaire Jack Ruby, un « minable », certes, mais aussi un ancien de Chicago, où il avait partie liée avec deux lieutenants de Sam Giancana, un des « parrains » les plus puissants du moment ? Et que faisait-il dans les sous-sols de la prison de Dallas ?

A toutes ces questions, aucune réponse n'a été apportée, et il fallut deux commissions spéciales de la Chambre des représentants pour reconnaître à la fin du mois de décembre 1978 que l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy « avait probablement été le résultat d'une conspiration ». Le crime était parfait.

Et même si cette « tragédie télévisée », selon les mots d'Edgar Morin, ne trouve jamais son épilogue, elle aura permis aux Américains de sublimer, quitte à le faire un peu trop, dans leurs souvenirs le rêve brisé de ce jeune président assassiné. D'oublier des années plus tard, en regardant les photos souvenirs de ces funérailles grandioses et « mondiales » télévisées où d'aucuns crurent voir le hiératique général de Gaulle pleurer sur le passage du pur-sang noir sellé sans cavalier — hommage au guerrier foudroyé — qui accompagnait le cercueil tiré par six chevaux, qu'ils avaient connu peu après leurs pires émeutes raciales, les affres du Vietnam et la honte du Watergate.

Au soir du 22 novembre, attentif près de son vieux poste de radio qui égrenait, seconde par seconde, les péripéties du drame de Dallas, un homme en particulier se sentit abandonné, un homme qui avait « rêvé » lui aussi : Martin Luther King. A son fils de six ans, « Marty », en larmes, qui s'étonnait de l'épouvantable injustice faite « à notre meilleur ami le président Kennedy », le pasteur King, resté longtemps silencieux, finit par répondre : « C'est ce qui va m'arriver à moi aussi... ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS.



LARRY MARSH

cient collectif le symbole de la faille, et la porte inéluctablement ouverte au déclin. En quelques secondes, le destin du pays le plus puissant du monde sembla ne plus tenir qu'à un fil, le fil ténu de la vie de John Kennedy, dont le poulx disparait entre les mains des médecins du Parkland Memorial Hospital, où il a été transporté dans la plus grande confusion. A 13 heures, sa mort est officielle. Et les caméras de se détourner en un instant pour se porter sur l'aéroport de Love Field, où la tragédie nationale que traverse l'Amérique s'efforce de trouver une fin officielle : choqué, le vice-président vient de prêter serment dans le compartiment central du Air Force One présidentiel. Le juge qui l'assiste est un magistrat fédéral du district, c'est aussi une femme, Sarah T. Hughes. A bord se trouve une autre femme au regard vide, les mains crispées sur son tailleur taché de sang. Officiellement, elle n'est plus que « Jackie » Kennedy, la veuve, qui a tenu à ramener avec elle le corps de son mari assassiné, qui fut le trente-cinquième président des États-Unis d'Amérique.

### Chasse à l'homme

Et tandis que, à 17 h 58 — rien n'est plus précis que la comptabilité d'un mythe — le nouveau président atterrit à la base militaire d'Andrew, commençant l'enquête et l'enquête qui, vingt-cinq ans après, n'a toujours pas répondu avec satisfaction à la plus simple des questions : qui a tué John Fitzgerald Kennedy ?

D'abord l'enquête. Dans les minutes qui suivirent les coups de feu, plusieurs témoins oculaires dirent avoir remarqué une silhouette armée d'un fusil au sixième étage du dépôt de livres scolaires. Un quart d'heure plus tard, la police diffusait

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléfax MONDPAI 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :  
Daniel Varner

Correspondant en chef :  
Claude Salas

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléfax MONDPUB 286 136 F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-2037

Microfilm et Index du Monde  
Renseignements au (1) 42-47-98-81.

### Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 35-15 - Tape LEMONDE

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

| Tarif  | FRANCE  | BOULG.  | SUISSE  | AUTRES PAYS |
|--------|---------|---------|---------|-------------|
| 3 mois | 354 F   | 389 F   | 504 F   | 607 F       |
| 6 mois | 672 F   | 762 F   | 972 F   | 1 337 F     |
| 9 mois | 954 F   | 1 089 F | 1 404 F | 1 952 F     |
| 1 an   | 1 260 F | 1 380 F | 1 800 F | 2 530 F     |

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne  
tarif sur demande.

Pour vous abonner  
RENOUVEAU CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse effectués en  
provision : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

### "GRAND JURY" RTL - Le Monde

# JACK LANG

dimanche 18h15

animé par  
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

# RTL

avec André PASSERON  
et Emmanuel DE ROUX (Le Monde)  
Paul-Jacques TRUFFAUT  
et Jean-Pierre TISON (RTL)



## La visite à Paris du numéro un hongrois

### M. Mitterrand poursuivra ses contacts avec l'Europe de l'Est en se rendant prochainement à Prague et à Sofia

Le président François Mitterrand entend consacrer davantage à l'Europe de l'Est. Il était donc naturel qu'il choisisse l'occasion de la visite à Paris du numéro un hongrois, M. Karolyi, pour annoncer officiellement qu'après Moscou, la semaine prochaine, il se rendrait en visite officielle à Prague les 8 et 9 décembre, puis à Sofia, les 18 et 19 janvier.

« Le rapprochement des Européens séparés est l'une des grandes affaires de la fin de ce siècle et du début de l'autre », a estimé au cours d'une conférence de presse M. Mitterrand. On peut s'imaginer ces efforts de rapprochement commençant par la Tchécoslovaquie et la Bulgarie, deux pays qui ne sont pas précisément fait remarquer ces derniers temps pour leur volonté d'ouverture, mais le président n'a pas exclu de retourner en Hongrie par exemple, où il est déjà allé en 1982. La Roumanie, qui détient actuellement la palme d'or en Europe en matière de violation des droits de l'homme, ne figure pas au programme. « Je refuse d'admettre d'autres interdictions que ceux que je

me fixe à moi-même de me rendre dans un pays ou dans un autre », a toutefois précisé M. Mitterrand.

Le président a indiqué que la question de la Transylvanie et des minorités nationales en Roumanie avait été abordée avec M. Grosse, un sujet qui déchaine les passions des Hongrois depuis plusieurs mois. M. Mitterrand a laissé deviner « dans quel état d'esprit » le dirigeant magyar l'avait entretenu de cette affaire et n'a pas jugé « nécessaire » de rendre compte du contenu de leurs conversations. Mais, a-t-il reconnu, « le problème peut se poser de la défense des droits de l'homme et de celle des minorités qui doivent être traitées comme toute communauté humaine doit l'être. Aujourd'hui, je n'ai pas l'intention de rentrer dans ce débat, mais il ne me paraît pas indifférent ».

Quant aux relations bilatérales franco-hongroises, les deux dirigeants ont souligné voir se développer leur modeste niveau, particulièrement dans le domaine économique et commercial. « Tout dépend de l'élan qu'on y donne », a noté M. Mitterrand, après avoir fait

attendre son hôte près de trois quarts d'heure pour cause de tournée dans la Nièvre.

« On part de loin, donc il y a beaucoup à faire et on peut faire beaucoup. Mais il faut faire l'Europe, et je suis donc optimiste », a ajouté M. Grosse, qui devait quitter Paris samedi soir après avoir notamment reçu, à l'ambassade de Hongrie, la communauté émigrée, une formule inaugurée lors de sa visite à New-York et renouvelée à Vienne au début du mois.

Par ailleurs, M. Karolyi Grosse a déclaré « très impressionné » par les entretiens qu'il a eus vendredi 18 novembre au CNFF. Évoquant les perspectives de coopération commerciale franco-hongroise (voir encadré), il a notamment mentionné les « capacités intellectuelles importantes » qu'offre la Hongrie.

SYLVIE KAUFFMANN.

## HONGRIE

### Budapest proteste contre l'interpellation d'un de ses diplomates en Roumanie

Le ministre hongrois des affaires étrangères a protesté vendredi 18 novembre contre la « sérieuse provocation » de la police roumaine dont a été victime, selon lui, un diplomate hongrois en poste à Bucarest, a annoncé la radio hongroise.

Selon la radio, la police roumaine a arrêté le conseiller commercial hongrois à Bucarest, M. Karoly Gyoerly, dans la soirée du 14 novembre, et l'a retenu dans un commissariat de cette ville jusqu'à l'aube du 15 novembre. M. Gyoerly a été accusé par les autorités roumaines d'avoir « distribué des tracts contre les dirigeants roumains », d'avoir volé la voiture qu'il conduisait et d'avoir provoqué un accident de la circulation, a indiqué la radio.

Selon le ministre hongrois des affaires étrangères, toutes ces accusations « sont dénuées de tout fondement ».

Le diplomate hongrois, dont le véhicule a été fouillé, a été libéré après une intervention du consul puis de l'ambassadeur de Hongrie à Bucarest, a encore indiqué la radio. (AFP.)

## URSS : les revendications nationalistes baltes

### Le Parlement lituanien a opté pour la prudence

Vilnius (AFP, AP). — Les députés du Soviet suprême (Parlement) lituanien ont opté pour la prudence et rejeté, vendredi 18 novembre, à l'unanimité trois articles d'un projet de nouvelle Constitution pour la Lituanie allant tous dans le sens d'une plus grande souveraineté de cette République balte par rapport à Moscou.

Suivant les recommandations des dirigeants du Parti communiste local, ils ont notamment refusé le projet d'article 70, qui était presque identique à celui adopté par le Parlement estonien mercredi soir. Ce dernier s'arrogeait un droit de veto sur l'application des lois soviétiques en Estonie. Son vote avait entraîné la saisie par le Kremlin de la commission des lois du Parlement soviétique. Il est jugé « inconstitutionnel » à Moscou. Les députés lituaniens ont finalement refusé de suivre les Estoniens dans leur épreuve de force avec le pouvoir central. L'article 70 prévoyait que les lois soviétiques n'entraient en vigueur en Lituanie que lorsqu'elles ne contrediraient pas la Constitution lituanienne « ou quand elles

[auraient] été confirmées par le Soviet suprême local ».

Le rejet de ces trois articles a entraîné le départ de la salle du Parlement des représentants de la direction du Sajudis, présents comme observateurs, qui cachaient difficilement leur dépit. Ils ont exprimé leur intention de « s'adresser au peuple et de se consulter avant de prendre une décision ». Le Sajudis est le mouvement de tendance anticomuniste constitué légalement le mois dernier pour soutenir les réformes. C'est lui qui avait présenté ce projet de nouvelle Constitution. Les projets d'articles 11 et 37 ont également été rejetés à l'unanimité à min levée. Le premier concernait la propriété de la République sur les principaux moyens de production, le second affirmait que tous les citoyens de la Lituanie devaient pouvoir jouir de leurs droits constitutionnels.

Les parlementaires lituaniens ont, en revanche, adopté un arrêté prévoyant la création d'une commission dirigée par le premier secrétaire du parti communiste local, M. Algirdas Brazauskas, et qui sera chargée d'examiner le projet de Constitution de la Lituanie avant de le présenter au « Jugement de la communauté » en janvier ou février. Les députés demandent, d'autre part, que le Soviet suprême de l'URSS crée une commission composée de représentants de toutes les Républiques fédérées afin de préparer de nouveaux amendements à la Constitution de l'URSS. La nouvelle Constitution soviétique doit, en principe, être votée le 29 novembre à Moscou.

Seuls sujets de satisfaction pour le Sajudis : l'adoption de la langue lituanienne comme langue d'Etat et la reprise comme drapeau national du drapeau rouge, vert et jaune de la Lituanie indépendante de l'entre-deux-guerres. Ce drapeau a aussi été hissé à la façade du Parlement.

● Condamnation à mort d'un des meurtriers de Soumgaït. — Akhmed Akhmedov, vingt-quatre ans, l'un des trois Azeris accusés d'avoir participé aux massacres antijéruisants de Soumgaït de février, et jugé à Moscou, a été condamné à mort vendredi 18 novembre par la Cour suprême d'URSS, a annoncé à l'AFP un porte-parole arménien, M. Kouran Nagepian. A Erivan, capitale de la république d'Arménie, plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté dans les rues, vendredi, réclamant notamment que soient jugés « les vrais coupables » du massacre de Soumgaït. — (AFP.)

## Cerveaux bon marché

Pour implanter son entreprise, Michel Karady hésitait entre « les pays méditerranéens », l'Irlande et la Hongrie. Il lui fallait une main-d'œuvre intellectuelle de bon niveau, francophone et bon marché. C'est finalement la Hongrie qui l'a emporté, avec une différence de un à huit, voire de un à dix, entre les salaires des intellectuels hongrois et français.

Pour Michel Karady, professionnel français du marketing et lui-même d'origine hongroise, l'aventure de Mediagnois RT (SA en français), société mixte franco-hongroise destinée à devenir à la fois une banque de données sur la publicité de la presse française et une banque de données rédactionnelles, « gigantesque index de six cents titres français », a commencé ainsi fin 1987. Son raisonnement était simple : « En France la main-d'œuvre compétente pour déjouer les publications et informer les données n'est pas disposée à accepter ces emplois, sauf les étudiants qui, par définition, ne restent pas. En Hongrie, nous avons recruté des professeurs de faculté qui gagnaient 10 000 forints (moins de mille francs) par mois. Nous les payons de 20 à 25 000 forints ».

A quelques semaines de la finalisation des contrats, Mediagnois, société anonyme au capital de 7,5 millions de francs, française à 51 % et hongroise à 49 %, emploie déjà de 150 à 160 personnes, dont une centaine de diplômés, tous acquis à la pratique du français, « tantôt par le biais de séjours de coopération en Algérie ou dans d'autres pays, tantôt par tradition francophone familiale ».

Le partenaire hongrois, la société publique Comporg, finance les salaires. Le partenaire français, Fédité-Investissement (composé à 25 % de l'UEI, banque d'affaires du Crédit agricole, et à 75 % d'un investisseur privé, Gilles Berthuis de la Salle), apporte l'équipement informatique (Macintosh et Bull), qui doit être payé en devises. En vertu de la législation hongroise, la nouvelle société mixte est exemptée d'impôt pendant cinq ans. « Nous faisons nos affaires en devises, puisque nous vendons le produit exclusivement sur des marchés occidentaux. Quant aux bénéfices, nous en faisons ce que nous voulons », affirme M. Karady, quarante-sept ans, directeur général de Mediagnois.

S. K.

## TURQUIE : grève de la faim dans les prisons

### Les détenus politiques demandent l'abrogation du nouveau règlement disciplinaire

ISTANBUL de notre correspondant

La grève de la faim menée par quatre mille prisonniers « politiques » dans différentes prisons de Turquie pour l'amélioration de leurs conditions de détention a atteint, pour certains d'entre eux, son trentième jour. L'état de santé de plusieurs grévistes hospitalisés à Eskişehir, foyer du mouvement, quinze à Diyarbakir — est inquiétant. En 1984, un mouvement semblable s'était terminé par la

mort de quatre détenus, et en février de cette année une autre action déclenchée pour obtenir l'astorisation de parler kurde, la langue maternelle de la plupart des détenus dans la prison de Diyarbakir, avait coûté la vie à un gréviste de la faim.

Les détenus demandent l'abrogation du règlement disciplinaire du 1<sup>er</sup> août 1988, en particulier la suppression de l'uniforme carcéral et des chaînes utilisées pour lier les prisonniers entre eux lors de leurs transports, la fin de l'arbitraire dans l'application des peines et des sanctions, l'arrêt des passages à tabac, le droit de parler kurde et l'amélioration des soins médicaux. Regroupés en association depuis l'année dernière, des parents de grévistes se sont joints au mouvement dans les locaux du Parti populaire social-démocrate (opposition) à Diyarbakir.

L'attitude du gouvernement dans cette affaire tranche avec le libéralisme dont le premier ministre avait fait preuve lors de la grève de février. La dureté du règlement du 1<sup>er</sup> août a été d'autant plus vivement ressentie qu'elle semblait contraire aux promesses de dialogue faites antérieurement. Il semble toutefois que les protestations et les mises en garde contre « une attitude qui risque de transformer les prisons en fosses communes » émanant des différents barreaux du pays, de l'Association turque des droits de l'homme, de l'ordre des médecins, l'ont convaincu de modifier l'attitude gouvernementale : le ministre de la justice s'est engagé, vendredi 18 novembre, à apporter des améliorations au règlement disciplinaire incriminé, en particulier en rendant facultatif le port de l'uniforme.

MICHEL FARRÈRE.

## YOUGOSLAVIE : plus de cent mille personnes dans les rues de Pristina

### Les Albanais du Kosovo manifestent leur soutien à deux de leurs dirigeants évincés

BELGRADE de notre correspondant

La situation dans la province autonome du Kosovo s'est considérablement aggravée les 17 et 18 novembre. A Pristina, la capitale régionale, des dizaines de milliers d'Albanais ont défilé dans les rues pour exprimer leur soutien à M. Kacusa Jasari et à M. Azem Vllasi, deux de leurs représentants évincés de la direction du Parti du Kosovo. A l'issue d'une réunion mouvementée, le comité central avait décidé, en effet, de relever la population totale du Kosovo, trois millions de personnes, de trois millions et d'écarter M. Vllasi du bureau de la présidence. On leur reprochait d'être « objectivement responsables des menées « nationalistes et séparatistes » albanaises qui ont entraîné plus de trente et un mille Serbes et Monténégrins à quitter le Kosovo depuis 1981.

Les décisions du comité central ont suscité immédiatement de vives protestations au sein de la communauté de souche albanaise, qui représente entre 85 % et 90 % de la population totale du Kosovo. Dans la matinée du 17 novembre, trois mille mineurs étaient déjà arrivés de Kosovska-Mitrovica à Pristina pour réclamer le maintien des deux dirigeants à leurs postes respectifs et manifester leur attachement à la Constitution de 1974 qui reconnaît au Kosovo de larges pouvoirs et en fait pratiquement un Etat autonome dans le cadre de la République de Serbie.

Les manifestations se sont poursuivies toute la journée du 18 novembre. Vers midi, cinquante mille personnes — ouvriers, paysans et élèves — se sont réunies dans le grand stade de la ville. M. Jasari et M. Vllasi y ont brièvement pris la parole, pour remercier la foule de sa sympathie témoignée à leur égard. Mais ils ont aussi déclaré que ce genre de rassemblement n'était pas « bon » et exhorté leurs compatriotes à rentrer chez eux. Toutefois, dans l'après-midi, il y avait plus de cent mille personnes dans les rues de Pristina, brandissant des drapeaux de la Yougoslavie, de la Ligue des communistes ainsi que des drapeaux albanais. Une fois de plus, M. Jasari et M. Vllasi ont été acclamés.

### Une intervention de M. Milosevic

Dans la soirée de vendredi la direction collégiale de l'Etat s'est réunie à Belgrade en séance extraordinaire pour examiner la situation. Elle a pris des « mesures relevant de ses compétences » qui n'ont pas été précisées et a invité la direction du Kosovo « à en faire autant ». Tandis que la nuit, les manifestants étaient encore nombreux dans les rues de la capitale régionale et l'atmosphère était tendue.

Le ministère fédéral de l'intérieur est arrivé ensuite à Pristina, où est stationnée depuis plusieurs mois une unité spéciale de la milice. Jusqu'à présent, ce détachement n'est pas

intervenu. Les événements sont constamment diffusés en direct par la télévision.

Vivement intéressé par l'agitation au Kosovo, la population de Belgrade connaît un véritable climat de fièvre, en raison du meeting dit de « solidarité, d'unité et de fraternité » qui devait avoir lieu samedi 19 novembre à partir de midi dans la capitale. Préparé depuis plusieurs semaines, ce rassemblement doit se dérouler sur une immense pelouse, située entre la rive droite du Danube, la rive gauche de la Save, et l'autoroute Belgrade-Zagreb, près du siège du comité central de la Ligue des communistes et du bâtiment du conseil exécutif fédéral. Plusieurs centaines de milliers de personnes devaient participer à cette manifestation, la plus importante jamais organisée depuis la guerre. D'une tribune spécialement construite pour cette occasion, la foule devait entendre plusieurs orateurs, dont M. Slobodan Milosevic, le président du Parti serbe.

PAUL YANKOVITCH.

## RFA : nouveau président du Bundestag

### Mme Rita Süßmuth est une vedette de la vie politique allemande

BONN de notre correspondant

Il aura fallu une semaine de consultations, d'approches et de refus successifs pour trouver un remplaçant à M. Philipp Jenninger à la présidence du Bundestag. Le choix du chancelier Kohl s'est finalement porté sur Mme Rita Süßmuth, ministre de la jeunesse, de la famille et de la santé. Cette universitaire de cinquante et un ans, titulaire d'une chaire de pédagogie à Dortmund, poursuit sa carrière d'étoile filante dans le ciel politique ouest-allemand.

Nommée en 1985 par le chancelier Kohl, sa désignation avait fait sensation. Son passé de militante chrétienne-démocrate dans les organisations périphériques de la CDU (Union des femmes et commission pour la famille) n'avait jamais attiré sur elle les feux de la rampe. A Bonn, personne ne la connaissait. Elle devait son portefeuille à M. Rainer Geissler, secrétaire général du parti chrétien-démocrate, qui l'avait précédée au ministère de la famille. Ce stratège de la formation de M. Kohl avait eu du flair : en quelques mois, Mme Süßmuth réussit à s'imposer comme un membre clé et un des atouts du gouvernement Kohl.

Au baromètre de la popularité, elle figure dans le groupe de tête des personnalités politiques de la République fédérale. Elle bénéficie d'une cote élevée auprès des femmes et des jeunes grâce à des prises de position courageuses. Depuis qu'elle dirige son ministère, elle a dû se battre, en première ligne, sur des sujets de société brûlants tels que l'avortement ou la prévention du SIDA. Elle s'en est sortie avec habileté et

persuasion, non sans puiser dans son registre de pédagogue professionnelle.

On l'a vue notamment se livrer à de violentes passes d'armes avec l'ex-secrétaire d'Etat bavarois, M. Peter Gauweiler, à propos de la lutte contre le SIDA. Tandis que la Dame de Bonn misait sur l'information et appelait à la raison et à la mesure, son contradicteur munichois préconisait la répression et l'exclusion. La stratégie de Mme Süßmuth a finalement payé puisque les mesures qu'elle recommandait sont entrées en vigueur au niveau national, obligeant les ultras de Bavière à faire cavalier seul dans leur région.

Même schéma sur l'avortement : le ministre de la famille a repoussé les assauts des milieux conservateurs, qui voulaient multiplier les obstacles pour les femmes désirant avorter.

### L'issue du scrutin paraît acquise

« C'est une décision difficile que de quitter la fonction qui vous plaît », a commenté Mme Süßmuth vendredi soir, mais président le Bundestag est un grand honneur. Son élection à la tête du Parlement ouest-allemand aura lieu mardi prochain. L'issue du scrutin est d'ores et déjà acquise.

« C'est une proposition acceptable », a déclaré M. Hans-Jochen Vogel, président du groupe social-démocrate, à l'annonce de la nomination de Mme Süßmuth par les députés CDU. A ses yeux, elle paraît de toute façon avec une a priori favorable puisque son époux est membre du SPD. Peut-on imaginer candidate plus consensuelle ? — (Interim.)

d Kennedy

de  
RTI



## Proche-Orient

IRAN : la poursuite de la répression

### Onze personnalités proches de l'ayatollah Montazeri ont été exécutées

Contrairement à ce à quoi on aurait pu raisonnablement s'attendre, le cessez-le-feu dans le Golfe n'a pas mis fin à la politique de répression.

Les exécutions de Moudjahidins du peuple commencent en août après l'échec de l'incursion en territoire iranien de l'Armée de libération nationale de Massoud Radjavi, financée et équipée par l'Irak, se poursuivent sans relâche. Elles semblent même s'être récemment intensifiées, un communiqué de l'organisation publiée à Bagdad évoquant des « centaines de prisonniers politiques fusillés ou pendus ces dernières semaines ». La répression, qui vise également les organisations de gauche - Touché ou Fedayins du peuple, - s'est étendue depuis le début d'octobre aux religieux non conformistes du séraï islamique proches de l'ayatollah Montazeri, le successeur désigné de l'imam.

Des dizaines d'arrestations ont eu lieu début octobre dans les cercles religieux et politiques de Qom et de Téhéran, sans qu'aucune raison ait été fournie pour justifier ces mesures qui d'ailleurs n'ont pas été annoncées officiellement. Onze des personnes arrêtées, dont cinq religieux et six laïcs liés aux centres

théologiques de Qom, ont été exécutés sans autre forme de procès. Parmi les suppliciés figure un ancien député du Majlis, l'hodjatolislam Fatollah Oummid Nadjafabadi, l'un des principaux conseillers politiques de l'ayatollah Montazeri.

Très actif parmi les désobéissants (moussazifines), il avait occupé, après la révolution de 1979, les fonctions de juge auprès du tribunal révolutionnaire d'Ispahan, où il s'était distingué par son action en faveur des couches défavorisées. Il s'était alors attiré l'hostilité des anciens représentants du régime du chah en organisant l'expulsion systématique de leurs biens. Arrêté en 1986 avec Mehdi Hachemi, le frère du gendre de l'ayatollah Montazeri et principal chef de file d'une « révolution islamique mondiale » pure et dure, exécuté en septembre 1987, il n'avait eu la vie sauve que grâce à l'intervention personnelle du dauphin de l'imam.

Les quatre autres religieux exécutés, les hodjatolislam Hussein Arab, Charafeddine Machkour, Ghayour et Khavari Langeroudi, faisaient également partie du cercle des intimes de l'ayatollah Montazeri, ainsi que les six laïcs, pour la plupart d'anciens commandants des gardiens de la révolution, linéaires de la suite de l'affaire Mehdi Hachemi.

Ces exécutions semblent constituer une mise en garde du pouvoir à l'ayatollah Montazeri, qui, prenant au sérieux son rôle de successeur désigné de l'imam, avait adressé le 1<sup>er</sup> octobre une série de directives aux principaux responsables du pays où il dressait un réquisitoire sévère contre l'action gouvernementale depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Il se faisait ainsi l'écho des doléances d'un public déçu que la paix avec l'Irak n'ait entraîné un assouplissement du régime.

Dans ces directives, dont la publication fut censurée par les médias officiels, Montazeri attribuait la stagnation dans le pays aux responsabilités de Téhéran, qu'il accusait d'« insouciance, d'incapacité et de manque d'imagination ». Il mettait en cause l'action des gardiens de la révolution, de la Fondation des martyrs et autres institutions révo-

lutionnaires « responsables de la paralysie et de la désorganisation de la vie économique ». L'ayatollah prônait une certaine libéralisation de l'économie, affirmant que « même les pays socialistes se sont rendus compte de leurs erreurs et ont opté pour une politique d'ouverture dans ce domaine ». Plus grave encore, il suggérait que les responsables du pouvoir, « tous ceux qui ont fait de l'étatisme un dogme stérile », soient démis de leurs fonctions et remplacés par de nouvelles personnalités susceptibles de faire preuve d'« ouverture d'esprit ».

#### La « transparence »

Le dauphin de l'imam s'en prenait également aux services de renseignement, aux comités et autres organes de sécurité, soulignant que « rien ne peut être obtenu par une répression aveugle et la multiplication des peines de mort », autant de mesures opposées à l'islam, « la religion du pardon et de la tolérance » et qui sont en train d'« aggraver l'isolement politique du pays ». Il proposait en outre une amnistie générale « sans équivoque » qui permettrait aux deux millions d'Iranais qui ont fui leur pays après la révolution de regagner l'Iran « afin qu'ils puissent participer à la reconstruction de l'économie en lui insufflant un nouveau dynamisme ».

Le successeur désigné de l'imam suggérait enfin la « transparence » de l'action gouvernementale, affirmant que les Iraniens constituent un « peuple adulte » et « ont le droit de savoir ce qui se trame en haut lieu ». « Les responsables iraniens, ajoutait-il, doivent cesser d'agir comme s'ils étaient au-dessus des lois. Les journaux doivent refléter les points de vue des différentes tendances qui existent dans le pays et les opposants légaux devraient avoir leur mot à dire dans les affaires du pays ».

Autant d'exigences apparemment jugées inacceptables par le pouvoir, qui, une fois de plus, semble avoir choisi la répression arbitraire pour réduire au silence les voix discordantes.

JEAN GUEYRAS.

## Asie

SRI-LANKA : insurrection au Nord, terrorisme au Sud

### Un pays pris en otage

A la veille des élections qui se dérouleront samedi 19 novembre dans l'est du Sri-Lanka, les autorités, redoutant de nouvelles violences, ont décrété une série de mesures de couvre-feu, variables selon les régions. Ces mesures interviennent après le meurtre, vendredi, de trois policiers par des membres du mouvement extrémiste cinghalais, le Janatha Vimukthi Peramanna (JVP). Les élections en cours sont conformes à l'accord de paix indo-sri-lankais de juillet 1987 et visent à constituer un conseil autonome qui donnerait des pouvoirs à la minorité tamoule. Le JVP et le mouvement séparatiste des Tigres sont opposés à cette consultation. (AFP.)

Déjà secoué au nord, et maintenant à l'est, par le sanglant mouvement séparatiste des Tigres tamouls, avec son lot de massacres quotidiens, le Sri-Lanka doit aujourd'hui faire face à une autre insurrection, tout aussi violente, et qui menace le cœur même du pays. Le sud de l'île, où vit la majorité cinghalaise, est quasiment pris en otage par une organisation terroriste extrémiste cinghalaise, le JVP (Janatha Vimukthi Peramanna, Front de libération populaire).

S'imposant par la terreur, le JVP et son chef Rohana Wijeweera exécutent de sang-froid ceux qui font obstacle à leurs ambitions, forcent à la pointe du fusil les populations désarmées, un jour à faire grève ou à manifester, un autre à boycotter les élections sous peine de mort. Les forces, dites de l'ordre, sont incapables de le maintenir ; pi, elles portent une lourde part de responsabilité dans le sang qui coule.

Un mois à peine avant l'élection présidentielle du 19 décembre, qui doit désigner un successeur au président J.R. Jayewardene, au pouvoir depuis 1977, le Sri-Lanka est à la dérive, plongé dans la crise la plus grave depuis son indépendance. Le régime a, au début du mois, en livrant les touristes étrangers à quitter au plus vite le pays en raison des menaces que fait peser le JVP.

Or, le tourisme demeure l'une des principales ressources en devises de Colombo. Disposant déjà d'un impres-

sionnant arsenal répressif, le gouvernement vient de décréter que l'incitation à la violence ou au meurtre, l'organisation de réunions illégales, les violences physiques pour contraindre des tiers à participer à un mouvement, voire la possession de tracts allant dans ce sens, seront désormais punis de la peine de mort.

Malgré toutes ces mesures ne suffisent pas face à un terrorisme bien implanté et déterminé. Comme il y avait été contraint l'an dernier pour faire face à l'insurrection tamoule, le gouvernement de Colombo devra compter sur l'assistance des forces indiennes pour tenter de maintenir l'ordre pendant la campagne qui opposera trois candidats, le premier ministre actuel, M. Ranasinghe Premadasa, l'ancien chef du gouvernement et leader du Parti de la liberté (SLFP), M. Sirimavo Bandaranaike, et un représentant de la gauche.

La campagne a toutefois mal commencé : menacés de mort par le JVP s'ils assistaient aux meetings ou s'ils se rendaient aux urnes, les électeurs boudent. Les employés, ouvriers et fonctionnaires, sont soumis au même sort, et les a-t-on contraints à se croiser les bras pendant plusieurs jours, paralysant l'économie du pays.

#### Infiltrés partout

Qu'est-ce qui fait courir le JVP ? En 1971, il avait lancé une insurrection gauchiste réprimée dans le sang par M. B. Libéré après son arrivée au pouvoir par M. Jayewardene, qui espérait pouvoir utiliser à son profit la haine qu'il vouait à « M. B. », M. Wijeweera reprit son lent grignotage de la société sri-lankaise. La signature, en 1987, de l'accord indo-sri-lankais permettant le stationnement de troupes indiennes au nord de l'île pour lutter contre les Tamouls fut mise à profit par le JVP, qui avait troqué

son idéologie de « gauche » pour l'ultranationalisme cinghalais. Il effectua alors un rapprochement tactique avec son ennemi d'hier, M. Bandaranaike, elle aussi opposée à l'intervention indienne.

Depuis cette époque, le JVP est responsable d'au moins six cents assassinats, essentiellement de partisans du gouvernement - ayant même réussi il y a un an à lancer une bombe en plein conseil des ministres, - mais aussi de militants de gauche favorables à un accord avec les Tamouls. Leur chef, M. Vijaya Kumaratunga, l'acteur le plus célèbre du pays et le propre gendre de « M. B. », fut abattu en février.

Menant un jeu diabolique, Rohana Wijeweera a ainsi manipulé les politiciens traditionnels des deux bords qui s'étaient crus assez habiles pour l'utiliser. Le SLFP et l'UNFP (parti gouvernemental) vivent désormais sous la banne des menaces du JVP. Petite organisation d'environ deux mille membres, le JVP s'est infiltré partout dans le clergé bouddhiste, l'administration, la police et même l'armée, et il utilise la pègre pour ses basses œuvres.

Il sait aussi se servir de la population comme d'un pion, soulevant un jour son indignation devant les atrocités auxquelles se livre la police contre ses partisans, le terrorisant un autre pour parvenir à ses fins - c'est-à-dire obtenir la démission des tenants du système actuel afin de s'emparer du pouvoir.

Il n'y a plus de « voie démocratique » possible, vient de déclarer M. Wijeweera au *Sunday Times* de Colombo. Le rapport des forces est tel que le JVP n'a guère de chances de renverser le régime. L'Inde voisine risquerait en outre d'intervenir militairement, comme elle l'avait déjà fait en 1971. Mais ce mouvement clandestin, prêt à tout, est en train de conduire le Sri-Lanka au bord de l'anarchie.

PATRICE DE BEER.

## JAPON

### Tandis que l'empereur agonise...

TOKYO de notre correspondant

Au début, ils étaient en chemise et en costume léger. Aujourd'hui, ils sont emmitouflés et se protègent de la pluie ou du froid de la nuit dans de petites tentes de campeurs : deux mois sont passés. Mais vingt-quatre heures sur vingt-quatre, une centaine de journalistes, photographes et caméramans restent en faction aux portes du palais impérial, attendant la nouvelle.

Depuis le 19 septembre, date du premier vomissement de sang, l'empereur Hirohito est dans un état désespéré : il a reçu près de 20 litres de sang et ne pèse plus que 25 kilos. La dernière biographie remonte au 9 novembre. Avec son lacanisme habituel, l'agence impériale a admis, vendredi 18 novembre, que l'empereur était « faible ». En fait, il ne parlerait pratiquement plus, ou de manière inaudible, et il serait désormais, selon certains rumeurs, dans un état de demi-conscience.

En termes financiers, la « couverture » de la maladie de l'empereur est un gouffre, compte tenu du peu d'informations recueillies par les médias : de laconiques bulletins de santé à partir desquels les journalistes n'essaient même plus de tirer un commentaire original, tant ils se répètent, ou des photographies des allées et venues aux portes du palais qu'aucun journal ne publie tant elles se ressemblent.

Au bord du trottoir, les journalistes discutent entre eux ou lisent des bandes dessinées, tandis que dans les voitures les chauffeurs, assoupis, font tourner le moteur pour se chauffer, ce qui a provoqué des protestations de l'agence de l'environnement, car les gaz d'échappement font déborder les plantes des jardins avoisinants. Par rotation, quelque mille journalistes et reporters sont mobilisés. La plupart ne rentrent pas chez eux et habitent dans les hôtels des environs du palais.

La chaîne de télévision nationale, NHK, maintient en permanence une équipe de cent cinquante personnes, une vingtaine de voitures et six cars de transmission autour du palais, ce qui lui revient à plus de 10 millions de yens par jour (500 000 F). Les frais des cinq chaînes privées de la région de Tokyo sont un peu inférieurs mais néanmoins considérables. Les journalistes des quotidiens et agences de presse ont à leur disposition des voitures, qui forment de longues files près des portes du palais. La plupart appartiennent à des sociétés de location avec chauffeur : coût, 80 000 yens (4 000 F) par vingt-quatre heures.

La longue veille des journalistes qui bivouaquent aux portes du palais de l'empereur et à celles du palais du prince héritier s'est soldée en deux mois par deux morts (crises cardiaques) et deux dépressions nerveuses.

PHILIPPE PONS.

## PAKISTAN

### Mme Benazir Bhutto aurait reçu des assurances de l'armée

Pour la seconde fois en quatre jours, 48 millions d'électeurs pakistanais se rendent aux urnes samedi 19 novembre. Il s'agit, cette fois-ci, d'être les représentants des quatre assemblées provinciales du pays. Ce vote, tout comme celui intervenu mercredi dernier pour le renouvellement de l'Assemblée nationale, oppose principalement le Parti populaire pakistanais de Mme Benazir Bhutto à l'Alliance démocratique islamique.

KARACHI de notre envoyé spécial

Cette fois, « l'essai » de Benazir Bhutto semble être « transformé » : le général Aslam Beg, chef d'état-major de l'armée, a téléphoné jeudi 17 novembre au chef du Parti du peuple pakistanais (PPP) pour la féliciter de sa « victoire électorale » et affirmer que le pouvoir sera transféré pacifiquement au nouveau Parlement.

Cette information n'a pas été confirmée par le PPP, mais, dans la journée de vendredi, au cours d'une nouvelle conférence de presse, Benazir Bhutto a elle-même indiqué qu'elle avait reçu des assurances. A la question de savoir si elle était maintenant convaincue que les chefs de l'armée l'accepteraient comme premier ministre, elle répondait : « Oui. Je ne peux pas en dire plus actuellement. » Mme Bhutto a, d'autre part, affirmé que le chef de l'Etat par intérim, M. Ghulam Ishaq Khan, était « tenu par la Constitution » et qu'il ne pouvait faire autrement que de l'appeler à former un gouvernement. « Il n'a pas le choix », a-t-elle ajouté.

Enfin, s'agissant de la majorité à l'Assemblée nationale, Benazir Bhutto a indiqué que le PPP disposait maintenant d'une majorité absolue (115 sièges) non pas en ayant passé des accords avec tel ou tel candidat, mais parce que plusieurs d'entre eux ont rejoint le PPP.

L. Z.

## Le Monde

### INNOVATIONS 88

#### PASSEPORTS POUR L'AVENIR



Le point sur les principales innovations de l'année, leurs enjeux technologiques, leurs applications industrielles, leurs conséquences économiques et sociales.

**DÉCOUVERTES.** Étonnant : un ordinateur qui imite le fonctionnement du cerveau. Révolutionnaire : une nouvelle science associant l'électronique au monde vivant, la bionique, permet de réaliser des organes humains artificiels.

**APPLICATIONS.** La télévision de demain, une technologie complexe et coûteuse pour des écrans plats et une image haute définition. Le formidable pari du chakumeu à eau : découper les matériaux les plus durs et conquérir les entreprises.

**MODERNISATION.** Deux Français sur trois ont une mauvaise opinion des nouvelles technologies : un danger pour les entreprises ?

**PALMARÈS.** Indit : les sociétés françaises qui consacrent le plus d'argent à la recherche et à l'innovation. La carte de France de la recherche.

UN MAGAZINE TOUT EN COULEURS

72 pages. Gratuit avec

Le Monde

Mardi 22 daté mercredi 23 novembre 1988

## LIBAN

### Le gouvernement chrétien apporte « son appui » à l'Etat palestinien

Le gouvernement israélien a poursuivi, vendredi 18 novembre, son offensive politique contre l'OLP. Après la presse étrangère (le Monde du 19 novembre), c'est l'ensemble du corps diplomatique que M. Shimon Pérès a convoqué pour lui expliquer le rejet israélien des décisions prises à Alger par le Conseil national palestinien. Celui-ci, a estimé le ministre des affaires étrangères, n'a « fait que compliquer les choses dans la région ». Parallèlement, le nombre de pays ayant officiellement reconnu l'Etat palestinien proclamé à Alger n'a cessé de croître pour atteindre trente-quatre vendredi. (AFP.)

BEYROUTH de notre correspondant

Le gouvernement libanais, du moins l'un des deux, a accordé « son appui » à l'Etat palestinien proclamé par l'OLP, « conformément au principe de l'autodétermination, notamment au droit du peuple palestinien à un règlement équitable de sa cause ». Mais la dualité du pouvoir exécutif à Beyrouth empêche que le Liban ne soit répertorié parmi les pays ayant, à ce jour, reconnu le nouvel Etat. Des deux gouvernements, ce n'est d'ailleurs pas celui qu'on pense qui a, le premier, procédé à cette reconnaissance, puisqu'il s'agit du gouvernement du général Aoun, qui exerce le pouvoir dans le secteur chrétien.

Opérant en secteur musulman, le gouvernement pro-syrien de M. Selim Hoss s'est, jusqu'à présent, cantonné dans une prudente expectative, bien que Damas ait approuvé le principe de l'établissement de l'Etat palestinien.

Bien qu'apparemment paradoxale, cette double attitude cadre parfaitement avec les positions actuelles des deux parties antagonistes au Liban. Après avoir été, durant de longues années, l'ennemi acharné des Palestiniens, le camp chrétien s'est retrouvé, à partir de 1984, en état d'alliance objective avec M. Arafat contre l'adversaire commun syrien.

Cela étant, force est de souligner que l'Etat palestinien, qui fixerait politiquement et militairement, sinon démographiquement, les Palestiniens sur leur terre, donc hors du Liban, a, dès le début, été une revendication et un leitmotiv des chrétiens du Liban, qui ont tout de suite considéré avec faveur et admiration la révolte des territoires occupés, quels que soient leurs propres liens avec Israël. De plus, l'approbation de l'initiative palestinienne est à rapprocher de l'appui que reçoit le gouvernement du général Aoun de la part des régimes arabes antisyriens, notamment de l'Irak.

Quant au camp musulman, son attitude n'est pas homogène. La masse des chiites est profondément hostile aux Palestiniens de tous bords, tandis que M. Jumblatt, d'une part, les sunnites, de l'autre, ne relient pas vraiment leurs liens avec M. Arafat, en contradiction avec la politique de leurs protecteurs syriens.

LUCIEN GEORGE.



## Amériques

CANADA : l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis au cœur du débat électoral

### La grande croisade du libéral John Turner

M. John Turner, le leader libéral de l'opposition canadienne, a accusé, vendredi 18 novembre, le premier ministre britannique, Margaret Thatcher, d'être « néo-colonialiste » pour avoir défendu le traité de libre-échange américain-canadien contre lequel il a basé toute sa campagne. Défendant l'accord, M. Thatcher avait déclaré au *Washington Post*, lors de sa visite à Washington, cette semaine, que la non-ratification du traité « serait un très grave revers ». Propos interprétés par les libéraux canadiens comme « une ingérence » intolérable dans les affaires intérieures de leur pays.

OTTAWA  
de notre envoyé spécial

Le Canada est en proie à un phénomène d'« anglophobie de masse ». Tel est le diagnostic d'un journaliste qui, durant un mois, vient de parcourir les dix provinces de son pays avant les élections législatives du 21 novembre. A la une de l'*Ottawa Citizen*, jeudi 17 novembre, il a résumé ainsi son point de vue sur les réactions de l'électorat : « Un matin, nous nous sommes dressés dans le lit, dégoûtés d'effroi à l'idée que nous n'étions pas préparés à la grande question : personne ne nous avait dit que le libre-échange était si important ».

Est-ce si grave ? L'opposition libérale a, en tout état de cause, réussi à le laisser croire. Selon elle, si les Canadiens reconduisent Brian Mulroney et les conservateurs au pouvoir lors des législatives du 21 novembre, ils auront, dans un référendum déguisé, voté oui à l'accord de libre-échange conclu par le premier ministre avec les Etats-Unis et ils auront opté de ce fait pour une politique d'« abandon », mettant en péril l'indépendance du pays. Acceptant bon gré mal gré le défi d'un pareil référendum, les conservateurs répliquent en affirmant que l'accord avec le grand voisin va, selon leur devise « dans le bon sens », et représente la seule chance d'assurer « l'avenir du Canada ». Mais depuis les dates fatidiques des 24 et 25 octobre dernier, les conservateurs sont, en fait, sur la défensive.

En deux soirs, au cours desquels ont eu lieu les deux seuls débats télévisés (l'un en anglais, l'autre en français) opposant les principaux protagonistes, tout a basculé. A la surprise générale, d'où un réveil déçu de M. John Turner, le leader libéral, donné quasiment « battu » jusque-là, qui s'est livré contre l'« accord Mulroney-Reagan » à une furieuse entreprise de démolition, parvenant à ébranler à la fois l'assurance du premier ministre et la relative quiétude de l'électorat. Après des semaines d'une campagne sans vraie passion, M. Turner a fait mouche : les libéraux ont opéré une remontée spectaculaire dans les son-

dages, au point de devancer un moment les conservateurs, qui jusque-là dominaient confortablement la situation. Depuis, M. Mulroney et son parti se sont ressaisis et les deux principales formations seraient à égalité. Le nouveau Parti démocrate de M. Edward Broadbent (social-démocrate) étant, pour sa part, en position d'arbitrer le duel, probablement en faveur des libéraux, s'il devient nécessaire de former un gouvernement minoritaire ou de coalition.

Quel revirement inespéré pour M. Turner ! Jamais les libéraux n'avaient été aussi divisés, tandis

Américains, jusqu'à maintenant tout au moins.

M. Turner a réussi un tour de force en quelques heures. Il a décollé une tempête sous le crâne du Canadien moyen. La bouffée d'anxiété avec laquelle s'est réveillé, le 26 octobre au matin, n'est pas près de s'atténuer. Toute la classe politique reconnaît qu'un climat de « peur » s'est installé. Et les libéraux d'enfoncer le clou en prédisant que, si l'accord est signé, l'ensemble des « programmes sociaux » auxquels les Canadiens sont si attachés sera menacé. M. Mulroney a dû aller jusqu'à

M. Francis Fox, ancien ministre libéral, fait observer que son parti dans le passé a été longtemps le champion du libre-échange quand les conservateurs, eux, étaient protectionnistes.

Si le monde canadien paraît tourner à l'envers, l'attitude des Québécois ajoute beaucoup à la perplexité générale. « Le problème est bien mélangé », (compliqué), disent-ils avec un brin de malice.

La plupart des Canadiens français défendent en effet l'accord. Ce sont les anglophones, ou la majorité d'entre eux, notamment dans la province de l'Ontario, qui sont les plus critiques et les plus inquiets. M. Adrienne Clarkson, personnalité du milieu de l'édition, fait valoir que l'accord risque de provoquer une « trop grande pression psychologique » et d'entraîner peu à peu le Canada « vers une intégration culturelle et même politique » avec les Etats-Unis. M. Lisa Bissonnette, une « figure » de la presse québécoise, lui répond qu'il n'y a pas longtemps, c'étaient les anglophones qui incitaient vivement les Québécois à rejeter le séparatisme en disant : « Ne vous révoltez pas sur vous-mêmes », un conseil qui « doit être aujourd'hui retourné à l'envoyeur ».

Bien que confronté à un croissant déficit de population par rapport au reste du Canada — ce qui affaiblit sa cause — le Québec joue actuellement l'ouverture. Les Québécois estiment être protégés par la « barrière de la langue » et n'ont pas à défendre, eux, leur identité face aux Américains. M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec, rejoint par de nombreuses personnalités dont certaines ont un passé « séparatiste », soutient fermement l'accord de libre-échange, et pourtant il est libéral. Dans un nouvel appel à la raison, il a déclaré jeudi : « Il est temps dans ce débat trop chargé d'émotion que le réalisme remplace la peur. Le Québec serait-il en passe de devenir une place forte des conservateurs eux qui étaient peu implantés, au contraire des libéraux ? »

Il est vrai aussi que chez les Canadiens français, M. Mulroney retire apparemment les bénéfices de l'accord constitutionnel dit du « Lac Meech », qui a été conclu sous sa houlette en avril 1987 entre toutes les provinces et qui reconnaît que le Québec forme au sein du Canada une « société distincte ». Son sens du compromis a fait merveille dans la « Belle Province ». Et puis, M. Mulroney a un avantage certain. Il est le plus francophone des dirigeants anglophones qui se méfient même un peu de son côté « populiste ». Enfin, il est né au Québec et peut se flatter d'être « un p'tit gars de la baie Comeau ». Aussi jeudi, M. Mulroney a-t-il répété qu'« on n'affirme pas sa souveraineté nationale en se cachant derrière des barrières protectionnistes ».

FRANCIS CORNU.



que, de surcroît, les caisses du parti, couvert de dettes, étaient presque vides. M. Turner, que l'on disait à court d'idées, s'est retrouvé subitement à la tête d'une croisade. Préalablement, l'« accord » n'avait pas suscité d'intérêt majeur et voilà que soudain lui est consacré l'essentiel des déclarations des hommes politiques et des commentaires de la presse.

#### Une bouffée d'anxiété

Et la discussion déborde largement le cadre de l'économie puisqu'on ne cesse de lire ou d'entendre des mots comme « patriotisme », « valeur nationale », « âme ». Une telle terminologie était apparemment réservée aux francophones, si soucieux de préserver leur identité propre ; or, cette fois, c'est au tour des anglophones de l'employer et eux-mêmes n'en reviennent pas. Il est vrai que se montrer patriote n'est pas très canadien. De Terre-Neuve à Vancouver, on n'a pas coutume, comme on le fait aux Etats-Unis, de proclamer son « allégeance » ou de saluer le drapeau le matin sur le coin de la langue à l'œil (jusqu'en 1965, le Canada n'avait d'ailleurs pas de drapeau bien à lui et si les Canadiens cherchaient à se définir, c'était en tant que « non-Américains » — ce qui ne veut pas dire « anti-

embrigader sa vieille mère pour tenter de démentir les craintes concernant les pensions de retraite. Les libéraux ajoutent que le chômage va augmenter, et même que « la culture canadienne » et les industries qui en dépendent (édition, télévision, cinéma, etc.) sont en péril.

La dénonciation ou la défense de l'accord ont éclipés tous les autres sujets : la défense (la modernisation de la marine avec l'achat éventuel de sous-marins à propulsion nucléaire, peut-être français), l'environnement (les pluies acides venues des Etats-Unis), le toujours délicat problème linguistique ou encore l'avortement. Et du coup, les dirigeants conservateurs de confesser qu'ils n'ont pas assez expliqué le détail de l'accord, ses avantages comme ses inconvénients. « Il est vrai, dit un proche collaborateur de M. Mulroney, que nous n'avons pas su à temps empêcher l'opposition et une partie du public de dire n'importe quoi ».

#### Perplexité générale

Ainsi, la confusion règne-t-elle au Canada. Les contradictions et paradoxes ne manquent pas. M. Mulroney, tout le parti se baptise officiellement « progressiste conservateur » ne se déclare-t-il pas contre un accord de libre-échange en 1983, tandis que M. Turner était pour auparavant ? Enfin,

## Afrique

AFRIQUE DU SUD : prélude à la mise hors la loi du mouvement contre l'apartheid ?

Quatre dirigeants du Front démocratique uni reconnus coupables de trahison

La justice sud-africaine vient sans doute de porter le coup de grâce au mouvement contre l'apartheid le plus important. Le Front démocratique uni (UDF), considéré par Pretoria comme la « façade légale » du Congrès national africain, passé à la guérilla. Quatre dirigeants de cette formation sont reconnus coupables de trahison pour avoir semé le trouble dans les municipalités noires afin de rendre le pays ingouvernable. Ce verdict paraît ouvrir la porte à une mise hors la loi pure et simple de l'UDF, déjà réduite à l'impuissance en février.

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Au terme d'un procès de plus de trois ans, onze dirigeants de l'UDF ont été reconnus coupables, vendredi 18 novembre, par la Cour suprême de Pretoria, d'avoir suscité la révolte des townships (banlieues noires) qui avait débuté le 3 septembre 1984 dans le triangle du Vaal, au sud de Johannesburg. Quatre d'entre eux, dont trois secrétaires généraux, MM. Popo Molefe, Moses Chikane et Patrick Tladi, ont été condamnés de trahison et sont, de ce fait, passibles de la peine de mort.

Sept autres ont été reconnus coupables de terrorisme. Huit autres ont été acquittés sur les dix-neuf qui avaient initialement à répondre des charges de trahison, de

terrorisme, de subversion et de cinq meurtres (ceux de conseillers municipaux tués par la foule lors de la flambée de violence suscitée par des hausses de loyer qui s'étaient rapidement étendues à tout le pays).

Ce procès, connu sous le nom de Delmas, du nom d'une petite ville où il avait débuté en octobre 1985, est en fait celui de l'UDF, une coalition de sept cents organisations créées en août 1983 et soupçonnées d'être la branche interne de l'ANC (Congrès national africain), interdit en Afrique du Sud. Le président de la Cour s'est évertué à démontrer que l'objectif de deux mouvements était identique : « fomentation d'un climat révolutionnaire ».

Il a souligné que les accusés n'étaient pas poursuivis pour « leurs convictions », mais pour « leurs actions », à savoir : « incitation au soulèvement et tentative de renverser le gouvernement par la force ». « Il s'agissait, a-t-il précisé, d'une véritable déclaration de guerre contre l'Etat » dans le but de détruire le système. Enfin, il a estimé que l'UDF se proposait pour le « transfert du pouvoir au peuple », lui reprochant de n'avoir pas dénoncé la violence, même s'il s'y était opposé en principe.

Dans ce procès, tous les événements majeurs qui ont secoué le pays il y a quatre ans ont été disséqués, tous les mots d'ordre, les communications, les slogans, ont été analysés, afin de démontrer le caractère subversif de l'UDF. Procès-fléuve, avec un dossier de 25 000 pages, 437 journées d'audience, 280 témoins entendus au sujet d'un soulèvement auquel le président a dénié tout caractère de spontanéité. La révolte avait coïncidé avec l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, créant des Chambres séparées pour les Indiens et les Métis en ignorant la majorité noire.

Malgré sa longueur, ce procès a suscité un intérêt international. Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, et Terry Waite, envoyé de l'archevêque de Canterbury, actuellement détenu en otage au Liban, s'étaient rendus à des audiences. De son issue dépend l'avenir de l'UDF, qui risque désormais d'être mis hors la loi par le pouvoir (après que celui-ci lui eut interdit d'exercer toutes activités le 24 février dernier, il n'en restait pas moins légal). Les autorités attendent de ce jugement la légitimation de leur action et le cautionnement d'une politique répressive face à ce qui a été maintes fois présenté comme une menace subversive et communiste contre les structures politiques et économiques du pays.

Le verdict sera rendu le mois prochain après les plaidoiries sur les circonstances atténuantes qui doivent débiter le 5 décembre. Par un hasard de l'histoire, il sera rendu dans la même salle que la loi, il y a plus de vingt-quatre ans, la condamnation à la prison à vie de Nelson Mandela et de sept de ses coaccusés.

MICHEL BOLE-RICHARD.

#### La recherche de la paix en Angola

La Havane et Luanda ont approuvé l'accord de Genève

Cuba et Luanda ont approuvé, vendredi 18 novembre, l'accord de principe conclu le 15 novembre à Genève par l'Angola et l'indépendance de la Namibie. L'approbation cubaine a été communiquée aux Etats-Unis, qui agissent en tant que médiateurs, a indiqué l'agence Gannett. Un communiqué du ministère angolais des affaires étrangères fait état de son aval du « calendrier annexé pour le retrait total et par étapes des forces internationalistes cubaines en Angola ».

Pour sa part, le ministre sud-africain des affaires étrangères a publié un communiqué indiquant qu'il donnerait prochainement la réponse de Pretoria et que, dans l'immédiat, « le gouvernement se penche sur cette affaire importante et lourde de conséquences pour toute l'Afrique australe ».

En principe, Cuba, l'Angola et l'Afrique du Sud doivent se retrouver à Brazzaville, le 29 novembre, pour signer un protocole d'accord sur le retrait de cinquante mille soldats cubains et sur l'application du plan de paix des Nations unies pour la Namibie. — (AFP.)

## Diplomatie

La Conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe

### La France précise sa position sur le désarmement conventionnel

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré vendredi 18 novembre, la nécessité de ne pas « déléguer purement et simplement aux deux puissances ou aux deux puissances qui y ont le plus de poids » la conduite des futures négociations sur le désarmement conventionnel en Europe. « Les Européens ont leur propre vision des choses que personne d'autre ne peut exprimer à leur place », a déclaré M. Dumas devant la session européenne de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), en soulignant les « intérêts spécifiques de l'Europe en matière de défense et de désarmement ».

Le chef de la diplomatie française a rappelé que, pour Paris, la négociation sur la stabilité conventionnelle en Europe, qui doit suivre la conclusion de la conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), « s'inscrit dans le cadre de la CSCE, c'est-à-dire dans le dialogue politique, économique et culturel des trente-cinq pays de ce forum ».

De son côté à Vienne, le chef de la délégation française à la CSCE M. Gilles Curien, a rassuré vendredi les pays occidentaux à propos du débat franco-américain relancé ces derniers jours à ce sujet. Il a affirmé que la France n'avait nullement l'intention de retarder les travaux de la CSCE.

Cette question, « très importante, fondamentale » pour la France, a

été réexaminée « au plus haut niveau de l'Etat » à Paris, et des « communications ont été faites à différentes capitales », a indiqué M. Curien. « L'objectif demeure que tous les Etats participants à la CSCE puissent, non seulement poursuivre la mise en place d'un régime de mesures de confiance, mais également prendre part, le jour venu, au désarmement proprement dit. Cette option doit demeurer ouverte. Les modalités de ce choix appellent réflexion », a poursuivi M. Curien.

Moscou. — M. Vadim Zagladine, secrétaire du comité des affaires étrangères du Parlement soviétique et conseiller de M. Gorbatchev, a déclaré, vendredi 18 novembre, que 52 Soviétiques considérés en Occident comme des prisonniers politiques étaient actuellement détenus ou assignés à l'œil intérieur, un chiffre qui dépasse les précédentes estimations officielles soviétiques.

Cette déclaration a été faite à l'issue d'un séminaire de quatre jours sur les droits de l'homme, auquel assistait une délégation de quatorze membres du Congrès américain.

Ces modalités, a-t-il encore ajouté, « devront refléter sans ambiguïté le lien entre la coopération pour la stabilité et la CSCE ». La première se déroule à vingt-trois (les seize pays de l'OTAN et les sept du pacte de Varsovie) et la seconde à trente-cinq (les vingt-trois plus douze neutres et non alignés). Les Etats-Unis souhaitent accorder une très large autonomie à la négociation militaire et vider les échanges d'information prévus avec les neutres et non alignés de leur substance pour en faire un pur exercice formel, craint-on du côté français.

Le 3 novembre, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, avait reconnu l'existence de 11 prisonniers politiques incarcérés et de 25 autres détenus dans des hôpitaux psychiatriques.

La délégation américaine avait produit mardi une liste de 800 cas relevant des atteintes aux droits de l'homme, parmi lesquels 200 cas de prisonniers politiques. La plupart des autres cas cités concernaient des refusniks (juifs n'ayant pas l'autorisation d'émigrer) et des Soviétiques mariés à des ressortissants améri-

cains. Vendredi, les parlementaires soviétiques, dans un document, ont apporté une réponse sur 273 cas concernant essentiellement les refusniks, et promis une réponse « favorable » sur les cas pendents, « conformément aux réglementations existantes ».

M. Steny Hoyer, coprésident démocrate de la délégation du Congrès américain, a souligné que les objections des Américains à l'organisation d'une conférence sur les droits de l'homme à Moscou en 1991 ne seraient levées que si tous les cas non réglés étaient résolus. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS : la nouvelle loi anti-drogue

### La peine de mort sera requise contre les gros trafiquants

Le président Ronald Reagan a signé, vendredi 18 novembre, ainsi qu'il l'avait annoncé, une sévère loi anti-drogue qui renforce les sanctions contre les utilisateurs de stupéfiants mais, surtout, requiert la peine de mort contre les gros trafiquants et les personnes reconnues coupables de meurtre dans une affaire liée à la drogue.

Au cours d'une cérémonie à la Maison Blanche à laquelle assistait son épouse Nancy, qui a fait de la lutte anti-drogue un combat personnel, M. Reagan a estimé que cette loi donnait « une nouvelle épée et un nouveau bouclier » à ceux qui lut-

tent pour « éliminer le fléau de la drogue ».

Le projet de loi avait été approuvé en extrême à la fin de la session parlementaire, le 22 octobre dernier. Il était devenu le symbole de la volonté commune du Congrès et de la Maison Blanche d'en finir avec « l'ennemi numéro un » (la drogue) que les Américains dans leur grande majorité, durant la campagne, ont estimé être leur « principale préoccupation », un poste de « czar anti-drogue » va être également créé au sein du cabinet, poste auquel le président élu George Bush aurait, paraît-il, pensé pour son vice-président Dan Quayle.

Par ailleurs, en raison des contraintes budgétaires, seuls 500 millions de dollars ont pour l'instant été attribués par le Congrès à la lutte anti-drogue pour l'année fiscale 1989 sur 1,5 milliard de dollars prévus par la loi. — (AFP.)

● COLOMBIE : torrent de boue meurtrier. — Un torrent de boue charriant des arbres et des rochers a

lavé, le vendredi 18 novembre, la ville colombienne d'Utiaca, à 115 kilomètres à l'ouest de Bogotá, faisant cinq morts dont deux enfants, et détruisant une centaine d'habitations. Au moins 40 % des constructions d'Utiaca, une ville agricole de six mille habitants, ont été détruites. — (AFP.)

● Huit ans de prison pour Mario Biaggi, l'ancien représentant de New-York. — L'ancien parlementaire américain, représentant de New-York, Mario Biaggi, a été condamné, vendredi 18 novembre, à huit ans de prison pour avoir extorqué 50 000 dollars en liquide et 3 millions de dollars en titres à la société Wedtech.

M. Biaggi, soixante et onze ans, gradé de la police de New-York, devenu homme politique et militant actif de l'unification de l'Irlande, a démissionné de la Chambre des représentants en août dernier après avoir été reconnu coupable d'avoir touché de fortes sommes de Wedtech pour lui faire obtenir des contrats avec le Pentagone. — (Reuters.)







# Politique

Les réactions après l'élargissement des indépendantistes canaques d'Ouvéa

## M. Jacques Chirac : une disposition « très contestable »

La libération de vingt-six militants indépendantistes d'Ouvéa, intervenue jeudi soir 17 novembre, en application de la loi référendaire, a suscité, vendredi, diverses protestations.

A droite, M. Jacques Chirac « ne peut que regretter la conséquence d'une disposition très contestable de la loi référendaire », qui a permis « la remise en liberté des personnes inculpées à la suite de l'attaque de la brigade de Fayaoué, le 22 avril 1988 ». Le maire de Paris « salue la mémoire de ces militaires victimes de leur devoir, lâchement assassinés, alors qu'ils accomplissaient une mission d'intérêt général et de protection » et « assure leurs familles de sa profonde sympathie ».

A l'extrême droite, le député aux DOM-TOM du Front national, M. Roger Holsinger, ancien député, a exprimé son « indignation » et sa « tristesse » en disant : « Il s'agit d'une prime gratuite aux assassins de demain qui ne manqueront pas de trouver dans la lâcheté de nos gouvernants des raisons supplémentaires pour exiger l'indépendance ».

Pour sa part, le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a dénoncé ce qu'il a appelé « le subterfuge juridique » qui a permis cette remise en liberté et qui « viole, au-delà des textes, les principes de la justice ».

PRÉCISION : Lors du vote des crédits du ministère de l'Industrie (Le Monde du 17 novembre), une erreur de manipulation de clé a fait apparaître M. François d'Aubert comme s'étant abstenu. Le député UDF de la Mayenne précise que son vote était « contre ».

La justice qui sont acquis non seulement dans la Constitution mais dans le cœur des hommes. Ces terroristes libérés seront reçus comme des vainqueurs de la France et ils constitueront autant d'éléments d'agitation pour troubler la paix civile que le référendum n'en aura donc pas établie », a-t-il ajouté. Le chef de file de l'extrême droite a rendu hommage « à la mémoire de ceux qui sont tombés en service commandé pour la France et qui sont aujourd'hui humiliés et bafoués ».

### « Un redoutable précédent »

Le secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans, M. Yvon Briant, qui avait, comme le Front national, appelé à voter « non » au référendum du 6 novembre, a affirmé que les militants ainsi libérés « sont maintenant à pied d'œuvre pour rallumer la guerre civile. Beaucoup de Français ne voulaient pas croire que voter « oui » c'était remettre en liberté les indépendantistes assassins de gendarmes. Les voici aujourd'hui déchaînés et existant l'ancien député du Val-d'Oise, au lieu du geste de fraternité, on a fait faire aux électeurs celui de la honte. Le gouvernement doit savoir qu'il est désormais directement responsable des faits et gestes d'individus dont il est maintenant la caution ».

« Ma réaction est à la fois une réaction d'indignation et de tristesse », a indiqué, de son côté, M. Jacques Chanson, l'avocat de deux des familles des quatre gendarmes tués le 22 avril, à Ouvéa, par un « com-

mando » du FLNKS. Indignation, car il s'agit de la mise en liberté de gens qui sont encore poursuivis pour complicité d'assassinat et assassinat, et tristesse, car, pour des raisons de politique politicienne, on préfère libérer des assassins. Comme l'on dit à juste titre les familles des gendarmes tués à Noël, les assassins seront dans leurs familles alors que les enfants des gendarmes seront seuls ».

Le frère de l'un des victimes, M. Hubert Leroy, a ajouté : « Ce n'est vraiment pas un exemple pour nos enfants. Comment leur expliquer que des gens qui massacrent des gendarmes puissent être sortis de prison comme cela ? Les Français qui ont voté « oui » au référendum, pour 99 %, ne savaient pas qu'ils libéraient les assassins des gendarmes. C'est l'écœurement, et les gens qui ont voté ce référendum ne doivent pas être fiers aujourd'hui ».

Pour l'Association professionnelle des magistrats (APM), il s'agit d'un « redoutable précédent qui voit le pouvoir législatif s'immiscer dans l'exercice de la justice, au mépris précisément des règles de la séparation des pouvoirs et de l'égalité devant la loi qui constituent les fondements bicentennaires de notre démocratie ». L'APM « s'indigne de ce qu'une disposition le permettant ait pu figurer dans un projet de référendum soumis au vote des Français ».

Selon le président de l'Union nationale des personnels de la gendarmerie, M. Paul Desjean, cette « mesure de clémence injustifiée » laisse à penser, « une fois de plus, que les sacrifices des gendarmes n'intéressent personne ».

## Les représentants du FLNKS en colère

### « Ils sont arrivés comme des bêtes, on les a fait repartir comme des colis... »

Les représentants du FLNKS à Paris fulminant, vendredi 18 novembre, contre le retour précipité à Ouvéa imposé la veille par le gouvernement à leurs camarades des leur sortie de prison. En leur nom, M. Jimmy Dunié, natif lui-même d'Ouvéa et président du Comité des familles, constitué au printemps pour aider les indépendantistes emprisonnés en métropole, ne mâchait pas ses mots. Ni à l'encontre des socialistes ni à l'égard du numéro deux du FLNKS, M. Yéwéné Yéwéné, venu à Paris pour veiller à l'organisation des opérations de transfert. Il nous a déclaré : « Parmi les prisonniers, il y avait mon cousin germain et un neveu, et je n'ai même pas pu les voir. D'autres parents de nos frères étaient venus spécialement de Nouméa pour être là quand ils sortiraient, et ils n'ont même pas pu les embrasser. C'est dégoûtant ! Ils sont arrivés comme des bêtes, et on les a fait repartir comme des colis, comme des colis ! Ce ressemblait à une expulsion et je ne l'accepte pas ! »

Cela fait sept mois qu'avec le Comité des familles nous travaillons pour aider ces hommes et le mouvement de solidarité qui s'est créé en France a été extraordinaire jusqu'à la révélation de ce qui s'est passé. Les amis de ces hommes nous ont aidés à recueillir plus de 450 000 francs. Tous ces gens se faisaient une joie d'avoir un contact avec nos frères à leur libération ; c'était la moindre des choses. Les socialistes ne l'ont pas voulu. Lorsqu'ils n'étaient plus au pouvoir, entre 1986 et 1988, ils

accordaient beaucoup d'attention à ce que nous disions. Depuis qu'ils sont revenus au pouvoir, ils n'ont jamais daigné nous associer à quoi que ce soit. Nous représentons pourtant les familles d'Ouvéa... Or nous avons été totalement écartés par le gouvernement, qui a aussi tenu à l'écart le maire d'Ouvéa sous prétexte qu'il est membre du FLNKS, alors qu'à Ouvéa les histoires de courants n'ont plus aucune importance... Le porte-parole parisien du FLNKS ajoutait : « Yéwéné Yéwéné, lui, a été manipulé par le gouvernement ; il a trahi la cause des prisonniers qui passe par la solidarité avec les Français mobilisés pour eux. « Yéwéné » est venu ici pour des raisons politiques, dans la perspective des prochaines élections provinciales, parce que le gouvernement pense qu'il doit être le président de la future province des Îles Loyauté, mais il ne trouvera sur son chemin, et ce que je dis là je vais aller le dire aussi au congrès du FLNKS... »

Les jeunes indépendantistes canaques, regroupés vendredi derrière M. Dunié, rue de la Glacière, acquiesçaient. Leur amertume était accentuée par une frustration : ils avaient prévu de célébrer samedi soir une cérémonie coutumière en l'honneur de leurs camarades libérés et en présence des « maraîchers » et « péreniers » qui leur avaient prodigué des encouragements au cours de leur détention.

A. R.

## Les élections municipales à Marseille

### M. Vigouroux reçu à l'Élysée

M. Robert Vigouroux, candidat à sa propre succession à la mairie de Marseille contre la décision du Parti socialiste qui a désigné M. Michel Pezet pour conduire les listes, doit être reçu par M. François Mitterrand le 21 novembre. Le maire de Marseille a, une nouvelle fois, confirmé sa candidature le vendredi 18 novembre, au moment où le service de presse de l'Élysée annonçait qu'il serait reçu par le chef de l'État. Aussi bien à la présidence de la République que dans l'entourage de M. Vigouroux, on affirmait que ce rendez-vous était prévu « de longue date ». M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Élysée, était à Marseille le 17 novembre (Le Monde du 19 novembre).

M. Edmonde Charles-Roux, veuve de Gaston Defferre, a confirmé son soutien au maire en déclarant qu'elle votera « vigourouxiement ». M. Bernard Tapie a évoqué les « bonnes relations » qu'il entretenait avec M. Vigouroux, mais a exclu, « dans l'état actuel des choses », de figurer sur ses listes pour les élections de mars prochain.

A l'extrême droite, M. Gabriel Domenech a annoncé, vendredi, qu'il conduira les listes du Front national à Marseille. M. Domenech a indiqué qu'il avait « reçu de Jean-Marie Le Pen l'investiture pour conduire ces listes » et que sa campagne d'affichage, sur le thème « Sauver Marseille », commencerait aussitôt. L'ancien député a précisé que M. Le Pen, cependant, « considère que la situation peut évoluer de telle façon qu'il puisse être amené à venir à Marseille ».

● BREST : le maire sortant RPR se représente. — M. Georges Karvat (RPR) a décidé de conduire « la liste de la majorité municipale » pour les élections de mars prochain. Le maire de Brest, à qui la commission nationale d'investiture du RPR avait demandé « l'unanimité » de prendre cette décision, va devoir convaincre ses partenaires UDF qui estimaient encore ces jours derniers que le rapport de forces RPR-UDF avait tourné à leur avantage et revendiquaient donc la tête de liste.

# Communication

Accord d'impression « le Monde »-Amaury-Hachette

## Le texte du communiqué

« Au terme de négociations menées depuis plusieurs mois, les groupes de presse Le Monde, Amaury et Hachette ont arrêté, le 18 novembre, les décisions suivantes :

« a) Hachette confirme l'ensemble de ses engagements envers la SA Le Monde Imprimerie, créée par la SARL Le Monde pour l'exploitation de l'imprimerie ultra-moderne en cours d'achèvement à Ivry-sur-Seine. Hachette conservera la participation de 34 % qu'il détient dans le capital du Monde Imprimerie ;

« b) Les Éditions Amaury confieront au Monde Imprimerie, pour une période minimale de dix ans, l'impression quotidienne de quatre cent mille exemplaires en moyenne annuelle du Parisien, au format 47 x 32 dit « berlinois » ;

« c) Les Éditions Amaury procéderont aux investissements nécessaires pour permettre d'imprimer dans le même format dans l'usine de Saint-Ouen du groupe Amaury le reste du tirage du Parisien et, dans une phase ultérieure, de l'Équipe ;

« d) Les trois groupes susmentionnés confirment leur volonté de promouvoir avec tous les intéressés la décentralisation en province, en nombre adapté, de centres d'impression et fac-similé au format berlinois ».

## Un communiqué de la Société des rédacteurs du « Monde »

Le conseil d'administration de la Société des rédacteurs, principal porteur de parts de la SARL Le Monde, accueille avec satisfaction la conclusion positive des négociations avec les groupes Amaury et Hachette quant à l'utilisation de l'imprimerie du Monde à Ivry et aux projets de développement d'un réseau d'imprimerie en province relégués par fac-similé.

Il félicite tous les artisans de cet accord, qui va dans le sens de la constitution autour du Monde et de ses partenaires d'un puissant pôle industriel d'édition. Il considère que cette décision est de nature à accélérer la modernisation, dans l'indépendance rédactionnelle de chacun des titres concernés.

## Un pari gagné

(Suite de la première page.)

Il s'agissait de consacrer un très gros investissement — 320 millions de francs — dans une imprimerie ultra-moderne utilisant un format très voisin de celui auquel nos lecteurs sont habitués (1). Pari audacieux — bien que le financement en fût assuré en toute hypothèse — dans la mesure où il était engagé sans la moindre certitude que viendrait nous rejoindre un partenaire.

Dès que l'on parlait de partenariat ou de client, intervenait en effet la question du format. La plupart des autres quotidiens nationaux utilisent, pour leur diffusion en province, le système de télétransmission des clichés dit de fac-similé. Comme on n'a pas réussi jusqu'à présent à inventer des rotatives à format variable, on ne peut y recourir, pour le moment, que pour des journaux de format voisin de celui du Figaro, ou de celui de Libération, dit « tabloïd » équivalent à un Figaro ou un France-Soir plié en deux.

Nous avons, pour cette raison, longtemps hésité à consacrer le format actuel du Monde. Mais les études de marché auxquelles nous avons procédé nous ont convaincus qu'il constituait un élément essentiel de son succès, dans la mesure où il était seul à permettre le classement rigoureux des richesses qui constituent l'une des forces de notre titre. Restait à persuader d'autres de se joindre à nous. Pour cela nous avons mis sur la qualité de l'outil mis en place. Notre imprimerie d'Ivry sera la première imprimerie nationale à permettre un tirage en offset couleur en plusieurs cahiers, avec des caractéristiques techniques, notamment en matière d'information, qui en feront l'une des plus performantes du monde.

Le groupe Hachette, qui songeait à lancer un quotidien populaire, a été le premier à mesurer les avantages qu'il pouvait retirer de l'utilisation de nos nouvelles presses. C'est dans ces conditions qu'en mars 1987 il a été amené à entrer à hauteur de 34 % dans le capital

de la nouvelle société Le Monde-Imprimerie SA, dont la SARL Le Monde conservait pour sa part 66 %. Lorsqu'à la fin de cette même année Hachette a renoncé à sortir ce quotidien, il a été convenu que cette participation serait maintenue provisoirement, le temps de voir si un autre titre pourrait être intéressé par une impression à Ivry. C'est alors que s'est engagée avec le groupe Amaury, éditeur du Parisien, la négociation qui vient d'aboutir.

Ce nouvel accord ne vise pas seulement l'impression du Parisien. Hachette confirme sa participation au capital du Monde-Imprimerie et au financement de ses investissements. Le Parisien, de son côté, va moderniser son imprimerie de Saint-Ouen pour lui permettre d'utiliser le même format que celui du Monde. Nos trois groupes expriment leur volonté de parvenir par la suite à la mise en place d'un réseau de fac-similé à ce format.

Le Monde n'a donc pas seulement franchi hier une étape décisive dans la consolidation de son indépendance financière, qui est la clé de l'indépendance tout court. Il aura été le pionnier de la rénovation industrielle sans laquelle il aurait été impossible de constituer un groupe de presse fondé non sur l'hégémonie, mais sur la libre association, à la dimension de ses concurrents nationaux ou européens.

Un tel résultat n'aurait pas été obtenu sans la compétence et la ténacité des négociateurs du Monde ni sans la volonté d'aboutir de nos partenaires. Mais il faut aussi rappeler, notamment à ceux qui ironisent volontiers sur nos structures si particulières, que c'est l'unité des porteurs de parts de la SARL Le Monde et de son personnel qui nous a encouragés à y aller sans peur. S'il fallait une preuve de la santé et de la cohésion retrouvées de l'entreprise, la voilà bien.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Format dit « berlinois », soit 47 cm x 32 cm, le format actuel du Monde étant de 50 cm x 33,5 cm.

## LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

TIENS ! Un débat, un vrai. Lancé non pour départager, sur des « effets d'image », des candidats en quête de suffrages, mais pour traiter un sujet quasiment tabou. Une de ces sempiternelles interrogations sur les « états d'âme du centre, ou sur les mystères de l'abstention, mais une question aiguë, dérangeante, voire malvenue : que fait la gauche de sa victoire ?

Cela aurait pu être formulé gentiment avec les précautions d'usage, et, aussi, plus discrètement. L'interpellation aurait été d'autant mieux accueillie, dans ces conditions, qu'on ne l'aurait pas entendue. Thierry Pfister a choisi un autre genre, celui de la lettre ouverte et du pamphlet, pour dire à « la génération Mitterrand » qu'elle marche « à côté de ses pompes ». L'auteur, lui, met carrément les pieds dans le plat ; certains lui reprochent d'y aller avec des gros sabots.

Il a déjà eu l'occasion de répondre que, pour se faire entendre dans l'actuel environnement médiatique, il ne fallait pas hésiter à parler « deux tons au-dessus ». Thierry Pfister, qui fut l'un des proches conseillers de Pierre Mauroy lorsque celui-ci était premier ministre, lance donc un cri d'alarme avec l'intention délibérée d'émerger du bruit de fond du discours ambiant.

Le débat qu'il ouvre est relayé par les médias intéressés à l'amplification de cette critique interne de la gauche au pouvoir, intrigués par la virulence de l'interpellation et, éventuellement, par sa force et sa portée. Thierry Pfister trouve là, sinon des alliés, du moins des supports, au risque de nuire à ses amis politiques, pas seulement ceux qu'il traite si durement.

La génération Mitterrand est celle qui, derrière le président de la République, a retrouvé depuis le mois de mai toutes les prérogatives du pouvoir. Selon Thierry Pfister, elle se décompose en réalité en trois strates, chacune d'entre elles étant liée à des événements politiques : la Résistance et l'après-guerre pour la plus ancienne, celle des « charbonniers », où figure François Mitterrand ; l'Algérie, le syndicalisme étudiant et le ressourcement de 1968 pour celle des « moccasins », dans laquelle on situe Michel Rocard ; la mobilisation contre le racisme, pour les droits de l'homme, ou dans le cadre du néo-corporatisme étudiant, pour celle des « baskets », incarnées notamment par Harlem Désir et Isabelle Thomas.

L'auteur s'adresse à ces trois composantes de « la génération Mitterrand » avec un faible pour la dernière — « les seuls vraiment sympathiques car encore authentiques » — bien qu'il ne la ménage pas plus que les deux autres.

Au-delà de portraits au vitriol et d'attaques très personnelles, se trouve une analyse de la gauche au pouvoir en train de trahir les siens et ses propres valeurs.

Les siens, qui ne se retrouvent pas « dans l'alliance hétéroclite des gauchistes reconvertis et des républicains sans illusion » ou dans « un rapprochement qui, au nom du culte de la modernité,

## La victoire en déchantant

prend soin de contourner l'ensemble du mouvement ouvrier organisé et notamment le vieux fonds social-démocrate français ».

Ses valeurs, parce qu'elle s'installe, selon Thierry Pfister, dans le mensonge là où il faudrait la transparence ; parce qu'elle tombe dans l'idolâtrie ; parce qu'elle accepte les manipulations sociales et qu'elle perd ses convictions à l'épreuve du pouvoir et dans le confort des palais ministériels.

On n'aura là qu'un reflet amoindri de l'indignation morale de l'auteur qui se réclame de l'éthique de la gauche et se fait l'avocat « au risque de paraître archaïque » « des besoins de la social-démocratie, des cocus de l'union de la gauche ».

Passé le temps de la surprise que procure une telle lecture, on peut comprendre la spontanéité de certaines critiques qu'elle appelle mais, en mesure aussi la relativité des lors qu'elles ne s'en tiennent qu'à la forme et à la violence du propos, à la pertinence de telle ou telle accusation. Il est dans la nature du pamphlet d'être excessif.

A la réflexion, il est plus intéressant de constater que ce réquisitoire émane d'un membre de la famille, de quelqu'un qui se veut l'interprète d'une vraie base sociale et d'une authentique tradition culturelle. C'est, au minimum, le signe que la gauche socialiste, si longtemps enfermée dans ses propres débats et déchirements, est tombée dans l'excès

inverse. Perdrait-elle le sens de ses propres valeurs et, franchi le cap du pouvoir, serait-elle vouée à se taire en se contentant, comme le lui reproche Thierry Pfister, de gérer technocratiquement, après avoir renoncé « à modifier les équilibres sociaux » ? Ce ne serait pas la première fois.

Intéressante aussi est l'analyse de « la dérive socialiste » que dénonce l'auteur, parce qu'il craint qu'elle ne soit fatale au socialisme. Appelés à la rescousse pour cause de crise, la gauche se comporterait, selon lui, comme si elle n'était là que pour faire le travail des autres, à condition de ne rien changer. Même en politique étrangère, estime-t-il, la France est à la traîne de ses partenaires. Les socialistes français qui, autrefois, donnaient des leçons de gauche aux autres partis de l'Internationale socialiste, se trouvent aujourd'hui à l'extrême droite de celle-ci. Ils occultent des débats essentiels, sur le nucléaire, l'environnement, le désarmement, la répartition du pouvoir dans la société, l'emprise de l'argent sur la communication. « De l'apologie du marché au discours sécuritaire, du culte du consensus à la révérence faite à la technocratie, l'abandon, écrit-il, est impressionnant ».

Enfin — et c'est, sans doute, la question posée la plus intéressante à défaut de recevoir une réponse complète — l'auteur se demande pourquoi la victoire électorale du PS s'est transformée en défaite idéologique ? Il rappelle que la fragilité du PS est ancienne et qu'elle procède de l'incapacité « à s'implanter en profondeur dans le tissu français », et de constituer une véritable social-démocratie au lieu de se perpétuer sous la forme d'un club d'élus. La deuxième gauche (de la CFDT au PSU) n'a pas davantage, assure-t-il, tenu ses promesses, en dérapant vers l'anarcho-syndicalisme et l'autogestion, son dernier avatar étant peut-être « la société civile » tant à la mode.

Cependant, les socialistes sont parvenus au pouvoir. Thierry Pfister leur en veut d'en rester là, de ne pas s'en servir comme il faudrait et, souvent, comme ils avaient promis de le faire. De ne pas l'utiliser pour donner sa consécration politique et durable à « vieux fonds social-démocrate » qui se cherche toujours et se perd parfois. La question mériterait d'être posée, avec passion et, surtout, comme l'on dit, depuis la gauche elle-même.

\* Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes, par Thierry Pfister. Albin Michel, 200 pages, 59 F.



## Au congrès FO du personnel pénitentiaire Des gardiens de prison très jaloux de leurs prérogatives

Réuni en congrès du 15 au 18 novembre à Couiza (Aude), le Syndicat national pénitentiaire FO des personnels de surveillance a réuni, après onze ans de fonction, son secrétaire général, M. Jacques Vialette. Après le mouvement de grève des gardiens de prison qui, pendant deux semaines, a secoué le monde pénitentiaire à la fin du mois de septembre, le syndicat semble bien avoir repris sa

COUIZA (Aude)  
de notre envoyée spéciale

On avait pu croire Jacques Vialette, le « patron » des surveillants de prison FO, affaibli par la crise de l'automne. Lancé par la base, le mouvement de grève des gardiens de prison avait pris une ampleur qu'il n'était pas parvenu à contrôler. En privé, certaines sections n'avaient pas mâché leurs mots : leur « boss », comme disent certains, s'était montré trop conciliant et n'aurait pas dû signer si vite le protocole d'accord du 8 octobre avec M. Gilbert Bonnemaison.

De son côté, Jacques Vialette n'avait guère apprécié le jusqu'au-boutisme de certains gardiens, ni l'impression désagréable qu'il ne disposait plus, comme autrefois, d'une base disciplinée qui lui était tout acquise. Pourtant — est-ce le fruit d'une vingtaine de déplacements en province depuis la crise ? — il a magistralement repris en main son syndicat. Rédu — c'est son dernier mandat avant la retraite — avec 436 voix pour et 6 voix contre, Jacques Vialette a officiellement retrouvé tout son prestige. Même si certains grincent un peu des dents, l'ordre semble être revenu dans les rangs. Les règlements de comptes se sont faits dans la coulisse et les explications, parfois tendues, notamment dans la cour du charmant château des ducs de Joyeuse à Couiza où le congrès avait lieu.

Dès lors, le chemin était libre pour définir ou confirmer les positions du syndicat le plus puissant de la pénitentiaire et formuler un certain nombre d'avertissements aux pouvoirs publics. A côté des revendications catégorielles classiques (création de deux mille postes en 1990, semaine de trente-cinq heures, refonte de la grille indiciaire, possibilité de partir à la retraite à cinquante ans et non à cinquante-cinq...), les surveillants FO avancent d'autres exigences, qui ont trait à la sécurité dans les établis-

sements et, de manière plus générale, à la politique pénitentiaire. Partisan, sans état d'âme, de la peine de mort, en particulier pour les auteurs des crimes de haute sécurité, il est à l'origine des mutineries de l'hiver dernier (Saint-Maur, Beaune, Estinheim), il réclame la création d'unités ou de quartiers spécialisés pour les prisonniers les plus dangereux. Ils souhaitent aussi renforcer par des moyens techniques la sécurité dans les établissements, généraliser les miradors et bénéficier plus fréquemment de la présence des forces de l'ordre aux abords des établissements de province lorsque la situation devient tendue.

« L'ordre  
et les valeurs morales »

Mais il faut aussi, disent-ils, rétablir « l'ordre et les valeurs morales », mis à mal dans les prisons du fait d'une politique « laxiste » et fluctuante au gré des changements politiques. Dernier exemple en date : le mouvement des détenus de Poissy (le Monde du 16 novembre), recueilli en délégation par le directeur et le directeur régional. Le risque de voir s'instituer une syndicalisation des détenus accablant à une expression collective institutionnalisée fait frémir les surveillants FO. A leurs yeux, c'est le pouvoir interne au sein des établissements qui est en jeu.

Parti des Baume-et-Meris, dont le directeur est membre de la CFTD et non de FO, le mouvement des gardiens s'inquiète essentiellement de la multiplicité des associations socio-éducatives permettant aux détenus de disposer de « délégués ». S'ils dénoncent le risque du retour, par ce biais, d'un « calvaire », les surveillants estiment, en réalité, qu'à travers ces associations c'est le pouvoir qui change de camp. Libres de circuler comme ils l'entendent huit heures par jour dans la prison, ces détenus délégués constitueraient un risque. Il

pourrait aussi, selon les gardiens, en résulter un détournement des activités elles-mêmes, et notamment des ateliers d'information. A Couiza, chacun y allait de son anecdote : ici, les détenus piratant l'ordinateur du greffe avaient réussi à connaître à l'avance avec précision tous les transferts ; là, d'autres avaient mis au point une escroquerie aux chômeurs grâce à la confection de disquettes annonçant des offres d'emplois fictives ; ailleurs, c'est tout le système de sécurité de l'établissement qui avait été piraté.

« On ne parle plus d'amélioration des conditions de détention mais de reconnaissance de la crapule », dit un délégué de Saint-Maur. « Les associations sont le tremplin aux revendications des voyous », renchérit un Bordelais. Mais ce qui fait bondir tout le monde, c'est la rumeur toujours démentie au ministère — de création de parloirs sexuels et d'introduction de l'avocat au prétoire. A cet égard, la circulaire-programme de M. Pierre Arpaillange évoquant l'harmonisation du droit interne des prisons avec les législations européennes a soulevé un tollé. « Il faudrait veiller à ce que la voix des détenus ne couvre pas celle des surveillants », s'emporta un délégué vivement applaudi. « Nous ne devons plus accepter que les technocrates de la pénitentiaire décident en notre lieu et place », a tonné, pour sa part, Jacques Vialette.

Méfiant devant les méthodes de Gilbert Bonnemaison qui, pour élaborer son rapport, consulte à la fois la base et les syndicats (« On risque de recréer des coordinations en opposition avec les syndicats »), les surveillants FO laissent quelques mois aux autorités pour apprécier leur degré de bonne volonté.

Mais ces surveillants, à travers un mouvement dont ils n'avaient prévu ni l'ampleur ni la réussite, ont découvert leur pouvoir. Ils y ont pris goût. La trêve qu'ils ont concédée reste bien fragile.

AGATHE LOGEART.

## Gravement mis en cause dans l'hebdomadaire d'extrême droite

### Anne Sinclair et Philippe Alexandre engagent des poursuites contre « National-Hebdo » et François Brigneau

Les journalistes Anne Sinclair et Philippe Alexandre ont tous deux décidé d'engager des poursuites contre la publication *National-Hebdo* et le journaliste François Brigneau (1), après la publication dans le numéro daté du 10 novembre de cet hebdomadaire d'extrême droite d'articles les mettant en cause. En ce qui concerne Anne Sinclair, une procédure de citation directe pour « injures raciales » a été engagée devant le tribunal correctionnel de Paris et selon M. Bernard Jovanneau, l'avocat de la plaignante, des assignations seront adressées en début de semaine à l'hebdomadaire. Philippe Alexandre, qui de son côté a choisi pour avocat M. Christian Charrière-Bourazel, n'a pas fait

connaître la procédure qu'il entendait suivre. Ces plaintes font suite à deux articles écrits par François Brigneau. Dans le premier, sous la signature de Mathilde Cruz, un de ses pseudonymes, l'auteur s'en prend à la dénommée d'Anne Sinclair comme modèle de « Marianne » incarnant notamment « qu'elle naquit Schwarz à New-York » et qu'elle a épousé « Yves Lévy né (croit-on) à Budapest, d'un père de nationalité autrichienne et de mère hongroise ». « Tous cela, poursuit l'auteur, fait non seulement d'excellents Français, mais des modèles, des prototypes ».

Dans le second article, sa chronique « Journal d'un homme libre »,

François Brigneau, sous son nom, évoquant le magazine « 7 sur 7 » du 6 novembre précédent, écrit : « A 19 heures, Philippe Alexandre, marchand de bretelles à RTL, juf assis de tendance centriste, est reçu par la mamman, Huguette Sinclair, marchande d'œuvres d'art, membre du TFI, juive (moins assimilée) de tendance socialiste. Rares sont les émissions de l'époque boulangère azyne où le Front national, son président et ses amis, ne soient pas agressés ».

(1) François Brigneau avait déjà été condamné, le 15 février dernier, par la cour d'appel de Paris à 15 000 F de dommages et intérêts pour « injures à réputation raciale », envers Anne Sinclair.

## Le procès du Heysel à Bruxelles

### La mise en accusation du maintien de l'ordre

Après l'interrogatoire des vingt-quatre hooligans britanniques, le tribunal correctionnel de Bruxelles a commencé, ces derniers jours, celui des inculpés belges de la tragédie du 29 mai 1985 au stade du Heysel (le Monde du 2 novembre). Responsables du service d'ordre et membres du conseil municipal ont expliqué qu'ils n'étaient pas préparés à un match, pourtant considéré par tous les observateurs comme à très haut risque.

BRUXELLES  
de notre correspondant

« Je n'avais jamais vu un stade de football de ma vie ». Cet aveu du capitaine Johan Mahieu, l'un des responsables du service d'ordre lors de la tragédie du Heysel, trente-neuf mois avant la finale de la Coupe d'Europe de football entre la Juventus de Turin et le Liverpool Club de Liverpool, le 29 mai 1985 à Bruxelles, illustre l'incroyable légèreté avec laquelle les responsables belges s'étaient préparés à un match considéré par tous comme devant être à très haut risque.

Premier prévenu belge dans le prétoire, M. Albert Roosens, soixante-deux ans, ancien secrétaire général de l'Union belge de football, a insisté sur les nombreuses demandes — non satisfaites — qu'il avait faites pour que la sécurité du match soit assurée. De la levée des interdictions d'entrée des avions de l'aéroport de Bruxelles après 22 heures, pour que les supporters britanniques quittent la capitale le plus vite possible, à l'interdiction de la vente de bière aux abords du stade, en passant par l'installation d'un cordon de gendarmes le long des grilles séparant les supporters. « Cette demande, je l'ai retirée dix-huit fois, durant les réunions préparatoires. Sans résultat », a déclaré Albert Roosens devant le tribunal.

## Des gendarmes inexpérimentés

L'ancien président a ensuite révélé la manière peu orthodoxe dont les billets furent vendus. Une des causes du drame puisque des supporters italiens en grand nombre étaient en possession de billets réservés en principe aux spectateurs belges, neutres, et furent donc placés à côté des fanatiques de Liverpool. Ainsi, un certain M. Coels, vice-président à l'époque d'un club belge de football mais aussi agent de voyages, avait obtenu mille billets qui, par un détour étonnant via une compagnie d'assurance du syndicat agricole flamand, atterrirent dans une agence de voyages italienne.

Autre exemple : un notaire de Hasselt parvint à obtenir sept places qui lui cédèrent à un secrétaire marié à un Italien. Celui-ci expédia dans la péninsule les sept tickets. Sur les sept supporters qui font le voyage de Bruxelles, deux d'entre eux ont trouvé la mort le 29 mai !

« Pourquoi n'a-t-on pas laissé une zone vide entre les supporters », a demandé le président du tribunal. « Les clubs qui ont des besoins financiers énormes n'auraient jamais accepté », a

répondu M. Roosens, qui a précisé que la recette du match s'était élevée à 29 millions de francs belges (4,5 millions de francs français).

Le bourgmestre (maire) de Bruxelles, M. Hervé Brouhon, chef de la police municipale et en même temps propriétaire du stade, dira que, selon lui, rien de laissait présager des incidents avant le match et que « jamais de toute son histoire le Heysel n'avait été encadré par autant de forces de l'ordre ». Le bourgmestre a ensuite nié l'état de vétille du stade, pourtant dénoncé par de nombreux experts. « Jacques Georges, le président de l'UEFA, a déclaré M. Brouhon, avait admis en public avant la finale du 21 mai que le Heysel était l'un des stades les mieux équipés pour accueillir ce type de match ».

La tâche du capitaine de gendarmerie Johan Mahieu, trente-quatre

ans, devenait alors difficile. Le capitaine, qui n'avait jamais non plus assuré de mission effective de maintien de l'ordre, avait été désigné pour assurer la sécurité de ce match en tout vingt-quatre heures auparavant. Quant à son adjoint, il ne connaissait aucun des hommes avec lesquels il allait travailler. Lorsque les incidents ont tourné à la tragédie, le capitaine Mahieu se trouvait à l'extérieur du stade en train d'enregistrer l'arrestation d'un voleur à la tire. Il y rencontra son adjoint. Commentaire du président du tribunal : « Pendant tout ce temps, donc, le stade restait sans officier ». ? Confirmerait-il ce que révèle la Dernière Heure de Bruxelles : si les gendarmes étaient si peu nombreux au Heysel le 29 mai, c'est parce qu'aucun colonel n'avait envie de « monter au feu » ce jour-là ?

JOSÉ-ALAIN FRALON.

## Un militant du Mouvement pour la démocratie en Algérie devant les assises du Val-d'Oise

### Le vol à main armée correctif idéologique

Fouzi Boulouaguer, trente ans, est né à Paris. Sa mère est française et il n'a connu l'Algérie que pendant un an en 1978. Pourtant, il dira se sentir algérien que son principal souci sera de participer à l'installation de la démocratie dans son pays. En juin 1981, il rencontre Ahmed Ben Bella dont il deviendra le secrétaire-chauffeur-garde du corps. C'est lui qui se rendra en Suisse en novembre 1982 pour louer un chalet où l'ancien président de la République algérienne résidera après avoir quitté sa ville de Montmorency (Val-d'Oise). Coïncidence, peu de temps après le départ de M. Ben Bella, la police française perquisitionne dans la villa, découvre quelques armes, et le dirigeant du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) est déclaré indésirable en France.

Six mois plus tard, Fouzi rentre en France et poursuit son action dans le MDA dont il devient le responsable régional pour l'Île-de-France. Mais l'orientation du mouvement vers l'intégrisme musulman l'inquiète. A ses yeux, le responsable de cette « déviation » n'est autre que M. Bouhassène Souli, soixante-six ans, trésorier du MDA, originaire du même village que M. Ben Bella. Fouzi veut le « déstabiliser », et pour le « déstabiliser aux yeux du mouvement », il demande à un ami délinquant, Mohamed Dief, trente-deux ans, d'agresser le trésorier afin de lui voler sa sacoche. L'argent sera pour Dief et ses deux frères. Fouzi, lui, ne s'intéresse qu'aux documents. Le 5 avril 1985, l'opération a lieu mais les enquêteurs remontent facilement jusqu'à Fouzi, Dief et ses frères, qui comparaissent devant la cour d'assises du Val-d'Oise,

le 17 novembre, pour répondre du crime de vol à main armée et tentative d'extorsion de fonds. « J'ai agi pour tenter d'infléchir la ligne politique du mouvement qui tournait brutalement à l'intégrisme musulman le plus rigide », a soutenu Fouzi devant les jurés en expliquant : « Il s'agissait de le déconsidérer aux yeux de notre président pour approcher celui-ci et le convaincre de revenir à nos objectifs de démocratie ».

La présidente, M<sup>me</sup> Véronique Chéron, n'a pas semblé convaincue. Dans les écoutes téléphoniques ordonnées pendant l'enquête, il était surtout question d'argent. M. Georges Butor, substitut du procureur de la République, propose une autre solution, supposant que Fouzi aurait été animé par l'ambition et qu'il aurait surtout voulu éliminer un responsable national du MDA pour prendre sa place.

Mais pour M. Daniel Richard, défenseur de Fouzi, son client n'est qu'un « idéologue », et, en évoquant les événements qui ont secoué l'Algérie au début du mois d'octobre, il observe que « son seul tort est d'avoir eu raison trop tôt ».

Les jurés ont délibéré pendant cinq heures pour choisir parmi ces mobiles et, vendredi 18 novembre, ils ont condamné Mohamed Dief, également accusé d'un hold-up commis dans une poste à Montsoult (Val-d'Oise), à dix ans de réclusion criminelle. Pour sa part, Fouzi Boulouaguer a été condamné à quatre ans de prison dont quatre mois avec sursis, peine couvrant exactement sa détention préventive.

MAURICE PEYROT.

## ENVIRONNEMENT

### Pollution en Ukraine : 14 000 enfants évacués

Moscou. — Plus de quatorze mille enfants en bas âge ont été évacués de la ville ukrainienne de Tchernobyl où cent vingt-neuf cas d'une mystérieuse maladie ont été enregistrés, a rapporté, le vendredi 18 novembre, l'organe du gouvernement soviétique *Izvestia*.

L'hebdomadaire *Literaturny Gazer* (Gazette littéraire) avait indiqué, mercredi, que la plupart des enfants avaient été envoyés hors de l'agglomération, mais n'en avait pas précisé le nombre. Sur quinze mille enfants d'âge préscolaire, « il en reste moins d'un millier », écrit le *Izvestia*.

La mystérieuse épidémie touche en effet pour l'essentiel les jeunes enfants, qui perdent leur appétit, sont atteints de troubles nerveux et sont sujets à des hallucinations. La plus jeune victime de la maladie est pour le moment un bébé de cinq mois, la plus âgée un adolescent de quatorze ans.

Une dizaine d'établissements industriels ont été fermés, souligne le quotidien, mais la cause de cette épidémie est encore loin d'être déterminée. La thèse jusqu'alors retenue par les autorités est que le thallium, un métal rare, serait à son origine. Tchernobyl compte cent vingt-cinq mille habitants. — (AEP.)

## MÉDECINE

### Le mécontentement des pharmaciens

#### La pilule en vente libre dans le Bas-Rhin

STRASBOURG  
de notre correspondant

Une partie des pharmaciens du Bas-Rhin se sont engagés vendredi dans une « grève de la compétence » : ils acceptent de délivrer des pilules contraceptives sans ordonnance, alors que ce produit est inscrit au tableau A. Cette décision a été prise, mercredi 16 novembre, par une assemblée générale, à la veille de la manifestation parisienne à laquelle se sont joints plusieurs centaines de pharmaciens et personnels d'officine du département (le Monde du 19 novembre).

Vendredi, il était difficile de juger si cette grève originale — et illégale — était suivie : une journaliste strasbourgeoise a pu ainsi, dans deux pharmacies, se faire délivrer des boîtes de contraceptifs oraux sans prescription médicale. Elle a essuyé un refus dans une troisième. Certains pharmaciens ont expliqué qu'ils refusaient quand même de délivrer la pilule à des mineurs.

JACQUES FORTIER.

## RELIGIONS

### Mgr André Lacrampe devient prélat de la Mission de France

Mgr André Lacrampe, évêque auxiliaire de Reims, a été nommé par Jean-Paul II, le vendredi 18 novembre, prélat de la Mission de France, fonction qui était jusqu'à présent remplie par le cardinal Decourtray, président de la Conférence épiscopale. Cette nomination correspond à la volonté de mettre à la tête de la Mission de France un évêque plus disponible.

La Mission de France est un diocèse particulier fondé en 1941 par le

cardinal Suhard et l'assemblée des cardinaux et archevêques. Il compte deux cent cinquante-six prêtres en France exerçant leur ministère dans des régions rurales déchristianisées et dans les banlieues ouvrières des grandes villes. Vingt-cinq sont à l'étranger, notamment dans le tiers-monde.

Par ailleurs, le pape a nommé le même jour Mgr Guy Thomazeau, qui était vicaire général de Paris, évêque auxiliaire de Mgr Louis Cornet, évêque de Meaux.

(Né le 17 décembre 1941 à Agny-Vidalon (Hauts-Pyrénées), André Lacrampe a fait ses études au Prado et à l'université catholique de Lyon. Ordonné prêtre en 1967, il a été aumônier national de la JOC-JOCP (Jeunesse ouvrière chrétienne) de 1975 à 1979, avant d'être nommé vicaire épiscopal et curé de la cathédrale à Tarbes. Il était évêque auxiliaire de Reims depuis le 24 juillet 1983. André Lacrampe est aussi président du Comité épiscopal France-Amérique latine.)

## ÉDUCATION

● M. Michel-Jean Migeon chargé d'une mission sur l'apprentissage de la lecture. — M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation, a nommé vendredi 18 novembre, le recteur Michel-Jean Migeon à la tête d'une mission de réflexion sur l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul à l'école primaire. Les propositions du recteur Migeon devraient être connues avant la fin de cette année. Actuellement professeur à la faculté des sciences de Lille, M. Migeon était déjà l'auteur de « missions-lecture » dans les académies de Grenoble et de Lille où il a été recteur.

(Né le 5 décembre 1937 à Nogilly, Guy Thomazeau est diplômé de l'Institut d'études politiques, et licencié en théologie de l'Institut catholique de Paris. Ordonné prêtre en 1965, il a été aumônier de lycée, vicaire de paroisse à Paris, avant d'être nommé en 1981 curé de Saint-Pierre de Châtelet et vicaire général de Paris. Il devient, en 1987, vicaire général pour toute la zone nord-ouest de Paris.)

## EN BREF

● Peines réduites en cour d'appel pour des policiers violents. — Condamnés en première instance à des peines de prison ferme pour des actes de violence commis, au mois de février 1988, contre cinq jeunes gens lors d'une garde à vue, deux inspecteurs de police de Rouen, Claude Pouchin et Pierre Bohers se sont vu accorder le bénéfice du sursis par la cour d'appel de Caen. Claude Pouchin, condamné primitivement à un an de prison ferme (le Monde du 30 janvier), a vu sa peine ramenée à dix-huit mois de prison avec sursis. Pierre Bohers, condamné à dix mois de prison ferme, est sanctionné, en appel, d'une peine d'un an de prison avec sursis.

● Mort de Jean-Baptiste Andreani, l'ancien « empereur » des jeux à Paris. — Jean-Baptiste Andreani, l'ancien « empereur » des casinos de jeux à Paris, qui avait bâti sa fortune dans les années 40 sur le trafic des piastres en Indochine, est mort le 10 novembre à Phoenix (Arizona), au domicile de son fils Jean-Laurent.

A quatre-vingt-deux ans, il était le dernier survivant de la sanglante « guerre des jeux » qui mit aux prises plusieurs clans corse au début des années 60 à Paris. Vivant depuis plusieurs années dans une villa-forteresse à Saint-Laurent-d'Eze (Alpes-Maritimes), il avait été entendu en 1982, au lendemain de la

mort de Marcel Franciosi, abattu par des tueurs à gages. Lors d'une perquisition dans cette villa de Saint-Laurent-d'Eze, des inspecteurs des douanes avaient découvert 588 kg d'or d'une valeur de plus de 40 millions de francs. Inculpé d'infraction à la réglementation sur les devises étrangères, Jean-Baptiste Andreani avait été écroué pendant quelques semaines avant d'être remis en liberté et alors que son établissement de jeux le Grand Cercle, devait être fermé sur décision administrative et jamais rouvert depuis.

● Agression contre les vigiles d'un hypermarché en Seine-et-Marne : un mort, trois blessés. — Un vigile d'un hypermarché Carrefour de Villiers-en-Bière (Seine-et-Marne) a été tué à coups de couteau et trois autres personnes ont été blessées, dont deux grièvement, vendredi 18 novembre, par deux jeunes gens qui tentaient de s'emparer d'un sac de vol dans le magasin. Ces deux jeunes hommes, Jacques Le Gall, vingt et un ans, sans profession, et un mineur de dix-sept ans avaient été interpellés à l'une des caisses du supermarché et trouvés en possession de marchandises volées. Ils ont été placés en garde à vue, vendredi soir, dans les locaux du commissariat de police de Dammarie-les-Lys avant d'être défilés samedi au parquet de Melun.

Sports



★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



## ARCHITECTURE

« Châteaux-Bordeaux », au Centre Pompidou

## Ivresses !

Avec « Châteaux-Bordeaux », exposition sophistiquée sur le patrimoine architectural qui entoure l'un des vins les plus célèbres de France, le Centre Pompidou tient sans doute la plus populaire de ses manifestations de l'année.

Au Centre de création industrielle, l'un des quatre grands organismes du Centre Pompidou, les expositions se suivent et ne se ressemblent pas. Elles forment, en tout cas, le catalogue exhaustif des grandes et petites ambitions de la muséographie, de ses prodiges et de ses catastrophes. Ainsi, en moins d'un an, on aura vu se succéder trois formules presque contradictoires : mis en scène par Gregotti, « Le Corbusier », tout à la fois glacé, mécanique et bavard, aura donné satisfaction aux amis de l'architecture pour les « Années 50 ». Jean Nouvel, à l'opposé, s'est offert le luxe de recréer l'espace comme un panier à salade, ce qui a eu pour effet de restituer les greniers de sa jeunesse, de lui fournir une psychanalyse à bon compte, de traumatiser les prêteurs et de laisser tomber du panier une sacrée salade à Beaubourg. Voici maintenant Jean Dethier et son « Châteaux-Bordeaux ». Tambours...

Jean Dethier est en lui-même un catalogue. Grand prix 1987 de la promotion architecturale, il a successivement épinglé les grands prix nationaux de la même architecture, monté « Le temps des gares », fait un tabac avec le sujet le plus théorique qui soit, « Images et imaginaires d'architecture », après avoir réussi, véritable tour de force, à faire circuler, et même à faire passer, le message difficile et demi-mondiste de « L'architecture de la terre ». Une exposition qui a été présentée depuis dans une vingtaine de pays. Le même sort est apparemment promis à « Châteaux-Bordeaux », exposition, mystère, exposition fantôme, sur quoi l'on n'aurait pas donné 1 kopeck sans la garantie d'efficacité teintée de mégalo que représente Dethier. D'autant qu'il ne s'agit pas d'une exposition, au sens traditionnel du terme, c'est-à-dire accumulé et représentatif, mais d'une opération complexe dont les composantes essentielles sont un ancrage dans la réalité économique et la volonté de corriger les mauvaises habitudes prises par les tenants du patrimoine.

Jean Dethier a pris comme conseiller photographique le photographe Michel Guillard, l'un des fondateurs, avec le journaliste Jean-Paul Kaufmann, de la revue « L'Amateur de Bordeaux ». Guillard a sorti de son impressionnante photothèque - de quoi illustrer l'histoire des grandes et des misères de l'architecture et du vignoble bordelais. Car, avant d'être une célébration ou un projet pour l'avenir, « Châteaux-Bordeaux » est une terrible constat sur une région qui, parmi bien d'autres, n'a manifestement pas pris la pleine mesure de ce que représente son patrimoine : l'essentiel de son image de marque.

Jusqu'à la fin du siècle, les propriétaires de la région avaient, eux, bien compris ce que valait leur image. Ils avaient multiplié sur les



deux rives de la Gironde ces constructions à la fonction complexe qu'on appelle châteaux, et dont les images sont devenues mondialement célèbres par le truchement des écrivains des bouteilles. Véritables palais, comme le château du Bonlieu, laissé inachevé par l'architecte Victor Louis (l'auteur du Grand Théâtre de Bordeaux) et de la Comédie-Française, ou simples assemblages de chais, de hangars et de caves, les « châteaux » bordelais constituent une richesse qui n'est pas à mesurer seulement en termes d'architecture, mais en termes de continuité, de territoire, de signification. Ils n'avaient jamais fait l'objet d'études, ou tout au moins d'études connues, et pour pallier le manque de documents, la Société académique d'architecture, basée à Toulouse, a dû recréer l'histoire graphique et picturale d'une quarantaine d'édifices et d'ensembles.

## Mégalo manie

Nous passerons ici sur les altérations lamentables du paysage bordelais. Altérations auxquelles répondent naturellement le désintérêt total du département de la Gironde pour le projet Dethier, le soutien du bout des lèvres de la région et celui tout aussi enthousiaste de la ville de Bordeaux. Celle-ci prêtant l'avant-dernière des circonvolutions cérébrales d'un Boffill américanisé, et dramatiquement à la mode, pour repenser sa nouvelle rive gauche, le quartier de la Bastide. Or c'est justement face à ce nouveau quartier, parmi les entités du quel des Chartrons, que se trouve une des futures réalisations directement suscitées par l'exposition « Châteaux-Bordeaux ». On sait comme la capitale girondine est intelligemment coupée de son fleuve par la double ligne des installations portuaires désaffectées et de la voie express locale. La maison de négoce Cruse, qui cherchait à se redéployer, s'est vu suggérer là et l'occasion de rester au cœur de la ville et celle de recouvrer un des entrepôts abandonnés, ce pour quoi les architectes Bernard Reichen et Philippe Robert étaient tout indiqués (on leur doit, entre autres réussites, la grande halle de La Villette). Voilà du sérieux, et voilà une pertinente façon d'être un des tiers de l'opération Dethier.

Autre opération finaude, la manière de consultation que Fichon-Laguerrière a effectuée auprès de trois équipes déjà au parfum de l'essence du vin et de ses installations. L'Américain Patrick Dillon,

qui avait déjà étudié avec Boffill le concours du clos Pégase dans la Napa Valley, en Californie (concours gagné par Richard Meier), et le Français Jean de Gastine (collaborateur de l'Américain Frank Gehry) ont tiré de leur étrange union formelle les ressources d'un projet tempéré qui sent bon ses années 80 et qui sera construit. Fernando Montú, autre auteur de Bordeaux, avait émis pour la même consultation une hypothèse d'esprit plus moderne tout en montrant une excellente maîtrise de la fabrication du vin, de ses rites et de ses cycles.

Il est moins convaincant lorsque, aux côtés de cinq autres équipes, il propose un château purement imaginaire. Mais il est vrai qu'aucun des six projets ne donne satisfaction, les architectes, voyés dans la liberté qui leur était donnée, ayant oscillé entre une mégalo manie de bande dessinée et la déclamation post-moderne de citations en surmarché. On retient cependant, au lieu de la, au détour des dessins, de jolies formules dont feraient bien de s'inspirer les constructeurs de hangars bordelais avant de poursuivre la pollution de ce malheureux paysage, victime de son succès.

A son habitude, pour revenir au Centre Pompidou, Jean Dethier nous a montré, en fait d'exposition, une mise en scène assez séduisante pour être pédagogique, assez symbolique pour enchanter les amateurs de deuxièmes degrés. L'ami anglais y est partout, en fait, il hisse discret mais ferme, les joies secrètes du néo-classicisme sont utilisées pour faire passer les plus contemporains des discours. Il y a enfin tant de clin d'œil dans ce parcours chargé de sens que les borgeses seront sages de ne pas y répondre. Ils risquent de traverser « Châteaux-Bordeaux » en aveugles.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) L'Amateur de Bordeaux (trimestriel, 45 F), 53, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

\* « Châteaux-Bordeaux », Centre Pompidou (CCI), jusqu'au 20 février. Selon la nouvelle habitude du CCI, c'est un livre autonome et non un catalogue qui accompagne l'exposition. Ses droits ayant déjà été rachetés pour tous les pays amateurs de Bordeaux, il est évidemment appelé à faire un malheur (250 p., 400 ill., 330 F.). L'exposition est très largement sponsorisée par la Banque française du commerce extérieur, plusieurs entreprises et organisations viticoles et par quelque vingt-cinq châteaux bordelais ou moins connus qui ont eu la ferveur et la générosité d'aider cette entreprise.

## BIBLIOGRAPHIE

« Mémoires d'éléphant », de Gérard Oury

## Les femmes de sa vie

En 1934, Paul Poirot l'émancipé gâtait chez Rumpelmeyer et voit un film sur les Champs-Élysées. Paul Poirot était un ami de sa mère, comme Raoul Dufy et quelques autres personnalités artistiques de Paris de ce temps-là. Il est né en 1919, à l'aube des années folles et son père, Serge Tenenbaum, violoniste « russe comme Dostoiévski, et juif comme David Caressant sa harpe » s'était séparé de sa mère quand il avait trois ans. Elle, Marcelle Oury, inventa, pour gagner sa vie, la publicité rédactionnelle. Plus tard, Max-Gérard Tenenbaum se fit appeler Gérard Oury.

Ses Mémoires d'éléphant zigzaguent un peu dans le temps, comme si le livre avait été écrit la nuit, dans l'intimité d'une pièce chaude, en communication avec celles qui ne sont plus. Mouta la grand-mère maternelle et Marcelle Oury, ces deux femmes qui ont appris à Gérard à bâtir son existence, à aimer, à peser au plus juste le poids du bonheur, surtout quand il est menacé.

Après une jeunesse relativement dorée, la découverte d'une vocation d'acteur, Gérard Oury tombe brusquement dans l'âge adulte : exode de 1940, repli en zone libre, à Mar-

seille, puis à Monte-Carlo avant le refuge en Suisse. La famille risque l'arrestation, la déportation. S'y ajoutent la comédienne Jacqueline Roman, qui sera la mère de Danièle Thompson. Famille parfois séparée, jamais disloquée.

De cette histoire vraie, qui aurait pu tourner mal, Gérard Oury fait un roman picaresque, où l'on retrouve cette alliance de l'humour et de l'émotion qui a marqué ses meilleurs films. Auteur puis réalisateur, il a gagné une grande popularité, s'est lié d'amitié avec ses interprètes, Bourvil, Louis de Funès, Jean-Paul Belmondo, Yves Montand.

Mais, dans ce livre pudique et chaste, tout ramène à Mouta et à Marcelle, à Marcelle surtout. Car Gérard Oury nous conte l'itinéraire d'une vie guidée par les femmes.

Aucune mort n'interrompt la chaîne.

JACQUES SICIER.

\* Gérard Oury, Mémoires d'éléphant, éditions Olivier-Orbas, 338 pages, 1987, 98 F.

## PEINTURE

Au Centre culturel espagnol

## Les derniers jours de Joan Miro

Hommage est rendu à l'œuvre tardive de Miro, peintre et sculpteur. L'intention est bonne, l'exposition un peu moins réussie.

Le Centre culturel espagnol a une belle adresse et un bel hôtel particulier qui a bénéficié d'une ambitieuse restauration. Des salles d'exposition ont été aménagées dans le style « post-moderne » cher à l'époque. Blancherie et angles étranges sont de rigueur. Il se pourrait même que l'on ait perdu de la place, mais le résultat peut plaire cependant à qui aime les espaces simplement découpés.

Dans ces salles nouvelles, on célèbre la gloire de Joan Miro à l'aide de bronzes prêtés par le Centre d'art contemporain « Reine-Sofia » et de toiles venues de la Fondation Miro, de Palma. Nulle œuvre ancienne, aucune qui date de l'époque surréaliste, encore moins des débuts de l'artiste. Le Miro que l'on voit là, c'est celui des années 70 et 80, le Miro illustrissime des dernières années. Le Miro, autant le dire, qui fait du Miro.

Il le fait bien, le plus souvent. Si les œuvres sur papier, toile ou bois sentent quelquefois le système, les bonheurs de l'improvisation les sauvent souvent de la monotonie et de

la répétition. Les taches tombent juste, les couleurs coulent bien, les accidents ont d'heureuses conséquences, le hasard a la main si adroite que l'on finirait vite par ne plus croire au hasard. Avec peu de tons, mais les plus vifs, et peu de formes, mais les plus agressives, Miro compose des variations adroites, plus décoratives que poétiques sans doute, mais tellement décoratives, précisément.

Ses bronzes, comme ses peintures, ne surprennent pas. Comme Picasso, dont l'ombre se glisse entre les statues, comme Ernst et comme le Miro des années 50, le Miro des années 80 use avec une souveraine adresse du matériau trouvé et du calembour formel. Une femme s'obtient avec un bout de bois, un ustensile de cuisine, du plâtre, quelques coups de marteau et une fonte qui assure la cohérence de l'œuvre. Pseudo-fétiches, faux totems, poupées absurdes : l'artiste décline son primitivisme bricoleur sans une erreur, sans une nouveauté non plus. De l'excellent surréalisme en somme : du surréalisme classique, presque traditionnel et presque académique, les derniers chefs-d'œuvre d'un praticien hors pair. Mais non ses œuvres les plus émouvantes.

PHILIPPE DAGEN.

\* Centre culturel espagnol, 7, rue Quémén-Bauchart, du mardi au samedi, de 14 h 30 à 19 h 30, jusqu'au 11 décembre.

## Murs peints

A Drouot-Montaigne, le vendredi 18 novembre, Elément marin de Joan Miro, une fresque en ciment de plus de 6 mètres de long, représentant une sorte de mollusque blanc sur fond or, avec un œil tout rouge et une queue noire en forme de tête de hache a été adjugée 4 050 000 F à un industriel français. Ce dernier s'est également porté acquéreur de Figure (1,5 million de francs) alors qu'un second collectionneur français emportait Lune noire pour 150 000 F. Il y a tout juste cinquante ans, ces œuvres « en dur » avaient été peintes à même le mur d'une petite maison, à Varangéville en Normandie, haut lieu du surréalisme.

Miro ne reproduit ce genre d'expérience qu'en de très rares occasions, notamment pour le pavillon espagnol de l'Exposition des arts et techniques de Paris, en 1937. Le Faucheur y voisine avec Guernica de Picasso. Après la guerre, il animera également le mur d'un hôtel de Cincinnati ainsi que celui d'une des salles à manger de l'université de Harvard aux États-Unis.

Depuis plus de quinze ans, la cote du peintre catalan est en progression constante. Il est bien sûr représenté à la Fondation Miro, en Espagne, mais aussi dans les musées et collections privées américaines, japonaises et françaises.

A.S.

## MOIS DE LA PHOTO

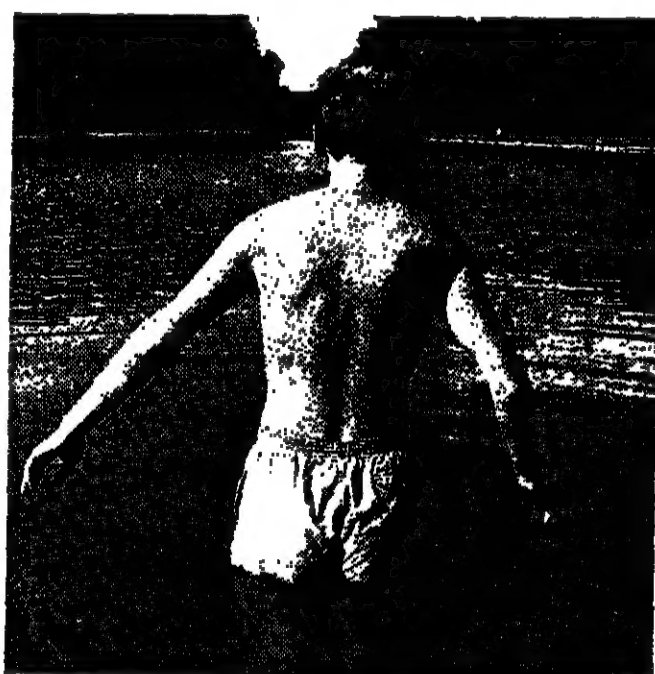
Chris Plytas à la galerie Régine Lussan

## Instants suspendus

Formé par la peinture et la sculpture, le Londonien Chris Plytas, trente-cinq ans, se voue totalement à la photographie depuis deux ans. Se réclamant peu de la tradition britannique, il lui préfère la « nouvelle objectivité » allemande des années 30, dont il a hérité le goût du cadre net, au format 6 X 6.

Faux reporter, Plytas opère en touriste. Attentif aux gestes et aux mouvements, il rend des détails infimes, les menus incidents des moments sans enjeu. Dramaturge de l'anodin, il ordonne le drapage des situations simples. Il se divertit des actes interrompus ou suspendus dont le sens échappe au regard. Le corps fragmenté, souvent saisi au point de rupture entre équilibre et déséquilibre, est un paysage en soi. Au repos, en extension ou bondissant dans l'espace, il est un révélateur d'expressions.

À l'image, rigoureusement cadrée, de cet inconnu de dos, pris à Courances, au sud de Paris, dans une propriété privée, lors d'un week-end au début de l'été 1987, cet instantané anodin est une énigme, un mystère en suspens. Ami d'un ami, l'homme en short est-il un nuyé en suris ?



Testant la température de l'élément liquide, va-t-il se retourner et regarder la rive ? Va-t-il se jeter à l'eau et disparaître à la vue ? Ou bien va-t-il briser le surface du miroir et, aspiré par son reflet qui lui tend les bras, être attiré par le fond ?

A tant de questions sans réponses, Chris Plytas répond avec humour par une photo sans

histoire. Comme l'indique avec clarté la légende, il s'agit tout simplement d'un homme sans âge et sans arrière-pensée en train le plus sagement du monde d'entrer dans l'eau.

PATRICK ROEGERS.

\* Chris Plytas, corps, enjeux, galerie Régine Lussan, 7, rue de l'Odéon, Paris-6, jusqu'au 2 décembre.

## VARIÉTÉS

Au Théâtre du Musée Grévin

## Marc Jolivet le lutin

Les porteurs du rire se font rares. A trente-huit ans, Marc Jolivet s'affirme avec un rire différent. Pas grinçant. Léger. Et fraternel.

Dans les années 70, Marc Jolivet, avec son frère Pierre, proposait un duo comique original. Comédiens, chanteurs, danseurs, tous deux apparaissaient comme des personnages de comédie musicale qui, avec une grande liberté de ton, jouaient sur une large gamme de sentiments, roulaient dans une folle galopante. Début des années 80, Pierre Jolivet choisit la réalisation de films et Marc Jolivet, avec son physique de lutin, fait cavalier seul. Il pratique

une forme d'humour peu commune, ni agressif ni grinçant, mais d'insolite et sans tomber dans la mièvrerie.

Des années de tandem avec son frère, Marc Jolivet a conservé les séquences musicales et les gags visuels. Mais il a multiplié aussi des sketches parfois en forme de fables, s'amusant avec les humeurs du temps et de la dérision, développant l'improvisation, avançant solidement vers une voie comique personnelle.

Au contact du public des cafés-théâtres, Marc Jolivet a épuré son personnage d'Auguste, de petit diable fourchu. Il a simplifié ses textes pour aller à l'essentiel. Et le voici qui éclate aujourd'hui sur la scène du Théâtre du Musée Grévin. Des sketches (les Lettres d'amour, les Mémoires d'un minitel, la Prévention de la morosité) alternent joyeusement avec des chansons (Ode au sommeil), des délires avec le public complice et un humour en demi-teintes. Marc Jolivet utilise à merveille les possibilités (balcon, loge) que lui offre la petite salle Grévin.

CLAUDE FLEOUTER.

\* Théâtre Grévin, 20 h 30.

## CORRESPONDANCE

## M. Sasakawa et le karaté

M. J. Delcourt, président de la Fédération française et de la Fédération internationale de karaté, nous a adressé la lettre suivante :

« [...] Le but de cette lettre est motivée par un article sur M. Sasakawa, paru dans le Monde du 10 novembre, à la page 21, et où je lis : « M. Sasakawa dispose grâce aux huit millions de membres que comptent ses organisations... Karaté... de ce qu'il nomme une armée... ». le reste de l'article laisse entendre que cette « armée » serait plus ou moins au service de la « pègre » ou de « l'extrême droite ».

Vous comprendrez que, en ma qualité de président exécutif de la Fédération internationale de karaté (dont M. Sasakawa est effectivement président d'honneur), reconnu par le Comité international olympique, je ne peux laisser passer sans réagir des informations qui, faute de précisions, sont tendancieuses et laisseraient planer un doute sur le sport que j'ai l'honneur de présider.

J'ai rencontré pour la première fois M. Sasakawa en 1969, il était alors président (d'honneur) de la Fédération japonaise de karaté, et s'est déplacé à Paris pour me rencontrer afin de créer une Fédération internationale de karaté. Nous avons signé un protocole d'accord, et cette Fédération, la World Union of Karate-Do Organizations (WUKO), a été créée en 1970, reconnue par

l'AGFIS en 1976 et par le CIO en 1983.

Dès le départ, nos rôles ont parfaitement été définis. M. Sasakawa n'occupait aucune autre fonction qu'honorable avec le titre de président du système anglo-saxon, et moi, chairman, c'est-à-dire le président exécutif de la WUKO.

Depuis 1970, je préside donc notre Fédération internationale, sans aucune intervention de M. Sasakawa, sauf, une fois tous les deux ans, une brève allocution de dix minutes, qu'il prononce à l'ouverture du congrès, et c'est strictement toute son activité dans le karaté. Quant à la fortune de M. Sasakawa, nous l'ignorons, le trésorier général de la WUKO n'a jamais touché un centime de subvention provenant de M. Sasakawa. Depuis l'origine, notre Fédération internationale ne vit, difficilement du reste, qu'avec les cotisations de ses cent dix-huit pays affiliés.

[C'est M. Sasakawa lui-même qui aime à parler des membres des associations dont il est le président comme de son « armée » — au sens figuré comme l'admettent les philétistes. Au Japon, il est de notoriété publique que certains des membres de ces associations sont liés à l'extrême droite, voire au « milieu » japonais. En ce qui concerne les donations faites par M. Sasakawa, nous avions précisé qu'il s'agissait des associations japonaises. Nous prenons acte du fait que la Fédération de karaté de M. Delcourt ne reçoit pas de financement de M. Sasakawa. — Ph. F.]

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ÉCONOMIE

IMAGES ET IMAGINAIRE DE LA GRECE ANTIQUE







# Economie

## La restructuration du secteur touristique

### Les Wagons-Lits refusent de vendre leurs hôtels à Accor ou à THF

Le conseil d'administration de la Compagnie internationale des Wagons-Lits a repoussé le 18 novembre les offres formulées par le groupe britannique Trusthouse Forte (THF) et par son concurrent français Accor pour le rachat des chaînes hôtelières Pullman, Altea, PLM Azur, Arcadia et Primo. Cette décision marque la fin provisoire des spéculations sur les querelles intestines entre les principaux actionnaires des Wagons-Lits et sur la volonté de tel ou tel d'entre eux de vendre par morceaux ce groupe centré sur les activités de tourisme.

Nés en 1872 et restés de nationalité belge, même si leur direction se trouve à Paris, les Wagons-Lits avaient traditionnellement quatre activités : une division ferroviaire (voitures-couchettes et restauration TGV), une division touristique (agences de distribution et voyagistes), une division restauration (restauration publique et collective avec Eurast) et une division hôtelière. Depuis son arrivée en septembre 1985, M. Antoine Veil, administrateur délégué de la compagnie avait ajouté à cet ensemble un cinquième métier, la location automobile, en rachetant en mars 1988 Europcar à Renault et en fusionnant celui-ci à parité avec InterRent du groupe Volkswagen pour en faire le numéro un européen de la location de voitures. Il avait, en outre, acquis TV Travel, l'un des dix premiers distributeurs de voyages américains ainsi que les deux premiers loueurs mondiaux de bateaux de plaisance, l'américain Moorings et le grec Kavos. M. Veil avait aussi mis en route une homogénéisation et une modernisation des différentes chaînes hôtelières qui nécessiteront plus de 200 millions de francs d'investissement.

A trois ans de la retraite de M. Veil, une réflexion avait été engagée par les trois principaux actionnaires des Wagons-Lits. La Caisse des dépôts et consignations française (28 % du capital), le groupe Bruxelles-Lambert (20,5 %) et le groupe suédois Robeco (12 %) réfléchissaient aux questions stratégiques suivantes : devons-nous rester sur nos dix divisions et, si oui, ne devrions-nous pas nous rallier avec des partenaires solides, par exemple Cook dans le tourisme ? Ou, au contraire, faut-il sacrifier un ou plusieurs secteurs pour nous recentrer sur les plus porteurs ? Serait-il préférable que nous évoluions vers une sorte de holding qui multiplierait les associations et les participations minoritaires ?

Deux événements sont venus perturber cette réflexion. M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, s'est impatienté de ne pas voir naître « le grand pôle de tourisme à base hexagonale » qu'il appelle de ses vœux. Il a donc fait entrer fin septembre son ami, M. Georges Pébereau, président de Marceau Investissement, dans le tour de table des Wagons-Lits en cédant 20 % du capital de la compagnie à une filiale commune Solitour (54 % pour la caisse et 46 % pour Marceau Investissement). Les déclarations « hexagonales » de M. Lion ont irrité les actionnaires « belges » qui n'ont pas vraiment sympathisé avec M. Pébereau — notamment M. Gérard Ekenazy du groupe Bruxelles-Lambert. De surcroît, M. Pébereau n'a pas d'expérience dans le tourisme.

Le deuxième événement a été la proposition du groupe britannique Trust House Forte (restauration et hôtellerie) de racheter les deux cent quarante hôtels que possèdent les Wagons-Lits à travers le monde. Aussitôt, le groupe français Accor, qui vient de raver à Trust House la huitième place mondiale dans l'hôtellerie, a sursauté. Devant cette avalanche de centaines de millions de francs, certains administrateurs belges ont été d'autant plus tentés qu'ils avaient admis à concurrence la cession de la rénovation des établissements Pullman, Altea et PLM Azur.

#### 210 millions de francs de bénéfices

Face aux déclarations qui s'annonçaient, M. Antoine Veil a dit qu'il refusait ce dépeçage. Il a fait valoir que le bénéfice de la compagnie s'accroît en 1988 de près de 27 % pour atteindre 1,3 milliard de francs belges (210 millions de francs) satisfaisant ainsi à ses promesses de doubler le bénéfice net par action en quatre ans.

De son côté, M. Robert Lion semble s'être persuadé que la vente des hôtels des Wagons-Lits irait à l'encontre de son désir de regroupement. L'évolution de la Compagnie sous la forme d'un holding n'aurait aucun sens pour la Caisse des dépôts, désireuse de peser sur les stratégies de ses filiales.

En définitive, le refus de céder les hôtels représente un succès pour M. Veil et surtout pour les sages qui estimaient urgent d'attendre que le conseil d'administration ait fait ses choix stratégiques. Ce qui ne veut pas dire que la Compagnie internationale des Wagons-Lits soit appelée à demeurer à l'arrêt.

ALAIN FAUJAS.

## Le prix des loyers à Paris

### Les plus anciens locataires sont les mieux lotis

A Paris, il vaut mieux être locataire depuis très longtemps de son appartement que d'avoir emménagé il y a quelques mois. Si l'appartement est plus grand (69 mètres carrés contre 44 mètres carrés) il est aussi moins cher (39 F au mètre carré, au lieu de 70 F). On s'en doutait un peu. Les loyers des appartements vides s'envolant, on ne cherche pas un appartement plus petit : il serait plus cher. On reste donc plus longtemps dans un grand appartement. Le tableau ci-dessous est extrait de l'étude publiée par l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (OLAP) que son président, M. Max Laxan, a présentée à la presse le vendredi 18 novembre. L'exploitation statistique de quarante mille références relevées et tenues à jour fournit une photographie statistique des loyers en février dernier.

Le loyer d'un studio (en moyenne 1 905 F et 76 F au mètre carré) est effectivement plus coûteux que celui d'un trois-pièces (4 044 F et 65 F au mètre carré), mais... moins coûteux que celui d'un très grand appartement (plus de dix pièces, 173 mètres carrés et 82 F au mètre carré). Neuf cents appartements de ce dernier type ont été loués depuis moins d'un an, sur un total de 89 900, ce qui semblerait confirmer l'appartenance de grand standing dans une capitale internationale.

#### Le coût de la pièce supplémentaire

Autre remarque des experts de l'OLAP : la « pièce supplémentaire » coûte d'autant plus cher que

le logement est déjà grand. Un deux pièces coûte 650 F de plus qu'un studio, mais le quatre pièces coûte 1 200 F de plus que le trois-pièces. C'est que la surface croît rapidement avec le nombre de pièces, couloir, placards, une autre salle d'eau, une entrée plus spacieuse. Et souvent l'appartement plus grand est situé dans un immeuble de meilleur standing ou dans un quartier plus prestigieux.

Le quartier compte beaucoup à Paris, on le sait. Le mètre carré d'un logement type (deux pièces, 40 mètres carrés, environnement moyen) vaut 45 F à Belleville, 58 F aux Ternes et 70 F aux Invalides.

En revanche, l'époque de construction de l'immeuble compte relativement peu, sauf pour le logement neuf en raison du renchérissement du coût de la construction et

de l'aspect haut de gamme du locatif privé.

Enfin, le confort compte, mais seule l'absence d'un élément essentiel du confort (salle de bain, WC ou salle d'eau) entraîne une nette décote. L'existence ou non du chauffage central compte beaucoup, moins.

Les experts de l'OLAP ont, d'autre part, répertorié dans Paris trois types de propriétaires.

● Les personnes morales. — Les investisseurs institutionnels ont un patrimoine dont les logements sont grands (65 mètres carrés en moyenne) récents (plus de la moitié construits après 1948), confortables (87 % avec salle d'eau, WC et chauffage central), le loyer moyen est de 53 F au mètre carré.

● Les personnes physiques en copropriété. — On trouve peu de grands logements : moins de 4 % de logements de cinq pièces et plus pour une moyenne de 44 mètres carrés. Et ils sont plus chers : 58 F le mètre carré.

● Les personnes physiques possédant des immeubles entiers. — Sur un patrimoine ancien (92 % des immeubles construits avant 1948), la taille des logements est petite (48 mètres carrés). Ils changent peu souvent de locataires, le confort est médiocre (moins de 50 % ont tout le confort) et les loyers sont moins chers : 48 F le mètre carré.

JOSÉE DOYÈRE.

#### Variation des loyers en fonction de l'ancienneté des locataires à Paris

|                                       | Moins de six ans | De six ans à moins de dix ans | De dix ans à moins de quinze ans | De quinze ans à moins de vingt ans | Plus de vingt ans | Total   |
|---------------------------------------|------------------|-------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|-------------------|---------|
| Effectifs (nombre de logements) ..... | 89 900           | 109 600                       | 106 400                          | 67 500                             | 66 000            | 433 400 |
| Loyer moyen (en francs) .....         | 3 677            | 2 804                         | 2 597                            | 2 471                              | 2 688             | 2 743   |
| Surface moyenne (en m²) .....         | 44               | 47                            | 51                               | 53                                 | 69                | 52      |
| Loyer au m² (en francs) .....         | 70               | 60                            | 51                               | 46                                 | 39                | 53      |

## SOCIAL

### Chimie : hausse des salaires de 1,5 % en 1989

Aucun accord n'ayant pu être conclu lors de la réunion paritaire du vendredi 18 novembre, l'Union des industries chimiques a décidé d'augmenter en 1989 les salaires minima conventionnels de la branche de 2,5 % en deux étapes : 1,25 % au 1<sup>er</sup> mars, 1,25 % au 1<sup>er</sup> septembre, et de porter la rémunération annuelle minimale garantie à 60 000 francs. Elle « suggère aux entreprises dans la situation économique qui permet une augmentation des salaires minima de 1,5 % » à la date qui leur convient.

Elle rappelle que les rémunérations doivent reposer sur trois éléments : « Des augmentations générales tenant compte de la situation propre à chaque entreprise », une « répartition des performances individuelles selon des règles claires et communes » et un intéressement aux résultats économiques (de l'entreprise, de l'établissement, de l'atelier, de l'équipe), qui cependant « ne doit pas se substituer à l'augmentation générale ».

## EN BREF

● Séquestration d'un directeur des Houillères de La Mure. — Le directeur de l'exploitation des Houillères du Dauphiné à La Mure (Isère), M. Etienne Descoeur, et le responsable de la sécurité et de la formation, ont été séquestrés pendant trente heures, du jeudi 17 au vendredi 18 novembre, au fond de la mine, par une centaine de mineurs qui protestaient, à l'appel de la CGT, contre l'annonce de la suppression de 147 emplois (sur 550, dont 280 au fond) parallèlement à la réduction de la production, ramenée de 235 000 tonnes à 180 000 tonnes.

● Les élus locaux proposent une taxe pour financer les transports urbains. — Les autorités départementales ou communales responsables des transports urbains sont en colère contre le ministère de l'économie et des finances qui leur refuse la liberté tarifaire et bloque leurs investissements dans le domaine des métros et des tramways.

● Jean-Michel Gadrat, président du Groupement des autorités responsables des transports (GART), a proposé, à Chambéry, le vendredi 18 novembre, que soit créée une taxe additionnelle de 5 centimes par litre de carburant. Celle-ci rapporterait 3 milliards de francs par an et serait utilisée pour développer des transports en commun.

● Les Picards satisfaits du tracé du TGV Nord par Amiens. — Le gouvernement a décidé, comme le président, que deux lignes de TGV desserviraient le nord de la France. La SNCF a mis en route une première ligne Paris-Lille continuant soit vers Bruxelles soit vers le tunnel sous la Manche ; cette voie passe à l'est d'Amiens. Les élus picards avaient beaucoup bataillé pour que le chef-lieu de la Somme ne soit pas mis à l'écart. Ils ont obtenu en partie satisfaction puisque le gouvernement Rocard a précisé les choix du gouvernement Chirac en faveur d'une ligne TGV directe Paris-Amiens-Dunkerque. Aucun délai et aucun crédit n'ayant été avancés pour la desserte d'Amiens, les élus picards sont à la recherche d'un montage financier capable d'apporter les 3 milliards de francs nécessaires à l'antenne amiénoise.

● Forte dévaluation du dong vietnamien. — Le dong vietnamien a été dévalué de 85,9 % par rapport au dollar, qui vaut désormais 2 600 dongs, a annoncé Hanoi. Un responsable de la Banque centrale a précisé que la parité de la devise vietnamienne serait modifiée chaque fois que l'inflation augmenterait de 5 %. La précédente dévaluation du dong remontait au 1<sup>er</sup> décembre 1987. Sur le marché parallèle, le dollar vaut encore deux fois plus cher que le dong dévalué.

● Les salariés du département construction de Renault-Automotion, qui doit être cédé à la société, Protecsa International (dont Technip prend la majorité), en grève depuis le 27 octobre, occupent depuis le mardi 15 novembre les locaux de leur entreprise à Montigny-Le Bretonneux (Yvelines), bloquant l'accès. Les grévistes réclament le maintien de la future société dans le groupe Renault, le choix pour les salariés entre Renault et la nouvelle société, et des garanties sur le montant des indemnités. La direction a accepté de ne pas obliger au départ les gens qui peuvent prétendre à une retraite ou obtenir une mutation dans le groupe.

● Accident du Cessna-441 : irrégularités. — Le ministère des transports et de la mer a fait savoir que les conditions de location du Cessna-441, dont la chute au décollage de l'aérodrome de Toussus-le-Noble (Yvelines) a fait sept morts, le 17 novembre, étaient irrégulières. Aucune des deux sociétés impliquées n'avait le droit d'effectuer du transport public à la demande. Ni JC Air, qui a loué l'appareil à Dyn Air, ni cette compagnie qui l'a loué avec son

### Elections professionnelles à EDF-GDF

#### La CGT progresse

Aux élections sociales à EDF-GDF, le jeudi 17 novembre, la CGT a enregistré une progression de près de 3 points, retrouvant son niveau de 1979. Les 156 399 agents inscrits devaient élire, comme tous les trois ans, des représentants à diverses commissions du personnel. En raison d'un millier de votes par correspondance, dont l'acheminement était retardé par la grève de la poste, les résultats définitifs ne devraient être connus que le 30 novembre.

Mais le 18 novembre au matin, pour 156 399 inscrits, la direction recensait 138 198 suffrages exprimés, soit 88,36 % des inscrits. La CGT a obtenu 55 % des suffrages exprimés (+ 2,75 points par rapport aux élections du 4 novembre 1985) devant la CFDT 23,97 % (+ 1,04 point), FO 12,73 % (+ 1,91 point), l'UNCM-CGC 3,28 % (+ 1,14 point) et la CFTC 3,01 % (+ 0,75 point). Le 14 novembre, la CFDT, FO, l'UNCM-CGC et la CFTC avaient signé un accord salarial 1988-1989 : ils ont tous perdu des points à l'exception de la CFDT qui progresse. La CGT, qui avait dénoncé cet accord, consolide nettement sa majorité.

### L'Union des médecins spécialistes préconise le passage aux honoraires libres

L'Union nationale des médecins spécialistes, qui fait partie de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), principale organisation de praticiens, recommande aux médecins spécialistes qui vont pouvoir, au mois de décembre, choisir leur mode d'affiliation à la convention avec les caisses d'assurance-maladie, d'opter, lorsqu'ils le peuvent pour les « honoraires libres ».

Cette formule permet au médecin, a déclaré, jeudi 17 novembre, le docteur Jacques Molinard, président de l'Union, de « modular ses honoraires », d'« exercer d'une autre façon » et de « maintenir un plateau technique convenable ». « Le choix, a-t-il dit, doit résulter d'une analyse idéologique, mais il est aussi une pratique conventionnelle ». Selon lui, en effet, « rien n'a été entrepris » pour les deux objectifs inscrits dans le préambule de la convention de 1985 : « favoriser l'adaptation au progrès technique » et mettre en place « un système promotionnel pour les médecins ».

#### Renseignements publicités

Le Monde  
AFFAIRES  
Tél. 45-55-91-82  
poste 4160 ou 4107

## Le Carnet du Monde

**Naissances**  
— Isabelle et Patrick BARRAQUAND, ainsi que Frédéric, ont la joie d'annoncer la naissance de Gaëlle.  
le 9 octobre 1988.  
5, place Corneille,  
92100 Boulogne-Billancourt.

— J'ai le plaisir d'annoncer que je m'appelle  
**Thierry FIALEK**.  
Je suis né le 14 novembre 1988.

Mes parents,  
Martine et Christian,  
sont très heureux.  
9, rue Stanislas,  
75006 Paris.

— Mariel et Marc FELDMAN, Nathalie et Laura, ont la joie d'annoncer la naissance de  
**Thomas, Habin**.  
le 9 novembre 1988, à Milan (Italie).

**Décès**  
— M<sup>me</sup> Madeleine Guignard, Marie-Hélène Et François-Pierre, ses enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de  
docteur Jacques GUIGNARD,  
ancien interne et ancien chef de clinique  
chirurgicale des Hôpitaux de Paris,  
ancien chirurgien,  
chef de service d'orthopédie  
du centre hospitalier général  
de Saint-Denis,  
ancien chirurgien de la clinique  
Alexis-Carrrel de Sordelles-Lochères,  
conseiller municipal de Coyo-la-Forêt,  
survécu le 14 novembre 1988, dans sa  
soixante-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi  
17 novembre 1988, en l'église de Coyo-  
la-Forêt.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
64, Grande-Rue,  
60580 Coyo-la-Forêt.

— M<sup>me</sup> Elizabeth Movel, son épouse,  
François, son fils,  
M<sup>me</sup> Simone Movel, sa mère,  
Les familles Nebout et Movel,  
ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Alain MEVEL**,  
survécu à Paris, dans sa quarante-  
quatrième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées en l'église Saint-François-de-Sales au Plessis-Bouchard, le vendredi 18 novembre 1988.

— Le président de l'université Paris-Nord,  
Le directeur du Centre scientifique et polytechnique,  
Les personnels de l'université,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
**M. PHAM MAU QUAN**,  
professeur de mathématiques  
à l'université Paris-Nord depuis 1969,

et expriment toute leur sympathie à sa famille.

— M<sup>me</sup> Pierre Quotiam, son épouse,  
Bertrand, Laure, Anne, Pierre, Marine,  
ses enfants, son gendre, sa petite-fille,  
Jean-Noël Roy, son beau-frère,  
Sa famille et ses nombreux amis,  
ont la douleur de faire part du décès de  
**Pierre QUOTIAM**,  
inspecteur général honoraire  
des Musées de France,  
ancien directeur du Musée du Louvre,

survécu le 17 novembre 1988, dans sa  
soixante-neuvième année, à la suite  
d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 22 novembre, à 8 h 30, en l'église réformée du Luxembourg, 58, rue Madame, à Paris. L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse.

15, rue Gazan,  
75014 Paris.  
(Lire page 16.)

**Anniversaires**  
— Il y a trois ans, nous quitte  
**Francine BRUNSCHWIG**,  
née Elias.  
Une pensée est dédiée à ceux qui l'ont connue et aimée.

**Avis de messes**  
— Dominique  
**PUJADE-LAURAIN**,  
née Dominique Pélissier,  
a quitté ceux qu'elle aimait le 1<sup>er</sup> août 1988.

Une messe sera célébrée pour elle, sa famille et ses amis, le 26 novembre, à 12 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle.

9, rue du Doute-Roux,  
75015 Paris.

**Communications diverses**  
— Gérard von Lottner expose les Toits de Paris, collages, objets, Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye, 75006 Paris (Place Saint-Germain-des-Près). Tél. : 43-25-54-06. Ouvert du mardi au samedi : 10 h-13 h ; 14 h-19 h.

— La Société internationale Teilhard de Chardin organise, du vendredi 25 novembre au dimanche 27 novembre, des conférences-débats « Teilhard de Chardin toujours vivant ». Réunion, participation, renseignements : Méditel, 28, boulevard Pasteur, Paris (15<sup>e</sup>). Tél. : 45-67-08-77 ; le soir : 43-73-02-23.

Nos abonnés, bénéficiez d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde ». Soit, après de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

**CARNET DU MONDE**  
Tarif : la ligne F.T.  
Toutes rubriques ..... 79 F  
Abonnés ..... 69 F  
Communications diverses ..... 82 F  
Renseignements : 42-47-95-43







## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

UN hold-up à la banque du coin, deux interpellations dans l'enceinte du Palais Brongniart pour trafic d'héroïne et des sergents retrouvés dans les poubelles par les femmes de ménage : décidément, le quartier de la Bourse ne devient plus très fréquentable. Les années conservent sans doute la mémoire de ces anecdotes, mais il sera vain, dans quelque temps, de tenter d'y rechercher les traces de la semaine écoulée, certes la deuxième consécutive de baisse (-1,5%), mais sans intérêt véritablement particulier, hormis un sentiment d'une relative confiance.

Une baisse assez sévère avait marqué son ouverture (-1,75%). Mais elle devait être brève. Dès mardi, le marché se ressaisissait un peu (+0,18%) avant de se raffermir plus franchement le lendemain (+0,57%). Jeudi, il repiquait du nez, mais la résistance s'organisait très vite. Le jour même, l'écart était réduit des deux tiers (0,34% de baisse au lieu de 1,1% à 14 heures). Et à la veille du week-end, les divers indices ne devaient guère s'éloigner de leur point d'équilibre.

Que restait-il de ces cinq séances ? Un constat d'abord s'impose. Les va-et-vient de cours ont été en très grande partie liés aux turbulences enregistrées sur le front monétaire. Comme toutes les grandes places financières internationales, Paris a été sous l'emprise du dollar. Et ce n'est rien de dire que la devise américaine a été ballottée. M. Martin Feldstein, conseiller de M. George Bush pendant la campagne présidentielle, lui avait déjà porté un coup sévère il y a une dizaine de jours, en pronostiquant son inévitable baisse (entre 15 % et 20 %) pour résorber le déficit commercial des États-Unis, provoquant du même coup le repli de Wall Street et, en chaîne, des marchés européens.

C'est à peine si les apaisements fournis par M. Bush lui-même et, M. Nicholas Brady, secrétaire au Trésor reconduit dans la nouvelle administration en préparation, réussissent à freiner sa glissade. Le résultat du commerce extérieur des États-Unis pour septembre, publié le 16 novembre, était attendu comme un test. Et quand on parle de déficit, les marchés ont les nerfs à fleur de peau et une vision, peut-être, déformée du meilleur ou du pire. En l'occurrence, les spécialistes américains avaient conclu qu'un déficit inférieur à 10 milliards de dollars serait une bonne chose alors que les prévisions portaient sur 10,8 mil-

## Sous l'emprise du dollar

liards. La réalité se trouve en fait à mi-chemin (10,5 milliards de dollars). Malgré l'importante réduction constatée d'un mois à l'autre (-1,7 milliard), la déception fut au rendez-vous. Le malheur voulut que le président du Federal Reserve Board choisit le même moment pour mettre en garde le chef de l'exécutif, désigné par les urnes, et le Congrès, contre le danger des déficits budgétaires, qui rongent les fondements de l'économie et dont les effets vont se faire sentir de façon croissante et rapidement en déformant, notamment, les investisseurs étrangers des bons du Trésor américains.

Si tant est qu'il ait retrouvé son équilibre, le dollar rebasculait, et avec lui, la Bourse new-yorkaise redonnait l'impulsion par la peur d'une hausse des taux d'intérêt agitée entre autres par le président de la Chase Manhattan.

Le plus singulier est sans doute que Paris, après un mouvement de recul bien naturel, se soit ressaisi aussi vite pour organiser sa défense. Après le constat sur le rôle primordial joué par le billet vert, c'est la réflexion qu'inspire ces cinq séances : la résistance s'organise beaucoup mieux que prévu rue Vivienne.

Seront-ils ? Pas vraiment. Les professionnels, du moins la majeure partie d'entre eux, ne voient pas de raisons fondamentales à s'inquiéter. La plupart s'accordent à dire que malgré un inévitable ralentissement économique, l'année 1989 sera un bon cru. Les conjoncturistes ne disent pas autre chose. Les entreprises françaises ont donc toutes les chances d'atteindre encore leurs résultats, malgré un dollar plus faible. La hausse des taux d'intérêt ? La crainte d'une tension est infiniment moins vive sur les bourses de la Seine que sur les rives de l'Atlantique. D'autre part, l'augmentation continue de la production industrielle (au rythme annuel de 5,25 % pour septembre) incline à la confiance, avec, en parallèle, la relative sagesse de l'inflation (entre 0,2 % et 0,3 % pour octobre). Si les sociétés de Bourse et les divers organismes de gestion ne versent pas dans un optimisme béat, ils font néanmoins preuve d'une confiance raisonnable et raisonnée. Didier Philippe SA ne croit pas déceler « de bouleversement majeur du contexte

## Semaine du 14 au 18 novembre

international comme du contexte français » et, dans cette optique, ne pense pas modifier la ligne générale de la politique d'investissement. Selon cette société, « le marché s'achemine vers une phase de consolidation propice à certains arbitrages ». M. Ramsy Sam, directeur général de DR Gestion va plus loin. « Le marché français », écrit-il, « apparaît plus attrayant qu'il présente un DR (ratio plus équilibré que le « price earning » avec la prise en compte des bénéfices à venir et des taux d'intérêt) de 10,6 seulement. Ce chiffre se compare avantageusement à la moyenne des marchés de 11,4 et se situe aussi dans la fourchette basse de la norme historique comprise entre 10 et 12. Si on ne peut pas compter à court terme sur une nouvelle baisse des taux d'intérêt », conclut M. Sam, « l'évolution des bénéfices des sociétés, en revanche, peut encore réserver de bonnes surprises. Les OPA et autres restructurations de l'actionnariat des sociétés contribuent également à doper la place de Paris. »

Bref, la Bourse de Paris bénéficie généralement d'un préjugé plutôt favorable. Et à condition que le calme revienne sur le front monétaire, son avenir immédiat ne semble pas vraiment hypothéqué, même si la barre des 400 points de l'indice CAC se révèle un peu difficile à franchir.

Les Japonais semblent croire en ses chances. S'ils ne sont pas encore acteurs du marché de Paris, ils s'y préparent activement. L'accélération de l'introduction des valeurs nipponnes en est un des signes. L'arrivée à la cote de Nippon Shippan, une affaire de crédit, a été suivie le 16 novembre par celle de la Sumitomo Bank, numéro deux mondial des établissements bancaires. Elle a précédé de quelques jours son grand rival, la Fuji Bank. Quant à la Saava Bank, cinquième banque du Japon, elle fera son entrée rue Vivienne le 19 décembre prochain. Les actions, en y comprenant plus rien, ont assés cette semaine avec émotion au tournage d'une séquence sur l'ancienne coulisse vers les années 20 pour les besoins d'une série télévisée, remake des « Grandes familles ». Coups de cœur et coups de Bourse, rien ne manquait au décor, pas même les marches du Palais, théâtre de cette trame d'histoire. La Bourse de « papa » n'intéresse plus que les metteurs en scène.

ANDRÉ DESSOT.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

## Coup de semence

Une grande nervosité a régné, cette semaine, à Wall Street. Après s'être rongé les sangs en attendant la publication des derniers résultats du commerce extérieur, le marché, terriblement déçu par la réduction (insuffisante à ses yeux) du déficit, a brusquement décroché (près de 39 points de baisse mercredi).

Cependant, un peu rassuré par les déclarations apaisantes de M. George Bush et de son secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, surtout par l'action efficace des banques centrales sur le dollar, la Bourse new-yorkaise a virtuellement regagné le terrain perdu. Vendredi, l'indice des industriels s'établissait à 2 062,41 (contre 2 067,03 le 11 novembre). Mais de l'avis général, la situation, suspendue aux caprices du dollar, reste fragile.

|                         | Cours 11 nov. | Cours 18 nov. |
|-------------------------|---------------|---------------|
| Alcoa                   | 51 5/8        | 51 3/4        |
| A.T.T.                  | 61 5/8        | 62 1/4        |
| Boeing                  | 27 3/4        | 27 3/4        |
| Chase Man. Bank         | 44 3/8        | 44 7/8        |
| Du Pont de Nemours      | 42 3/4        | 42 1/2        |
| Eastman Kodak           | 49 7/8        | 49 1/2        |
| Exxon                   | 44 5/8        | 44 1/2        |
| Ford                    | 30 7/8        | 30 1/2        |
| General Electric        | 48 1/4        | 48 1/8        |
| General Motors          | 116 1/2       | 115 3/4       |
| IBM                     | 116 1/2       | 115 3/4       |
| I.T.T.                  | 49 1/8        | 49 1/8        |
| Mobil Oil               | 43 1/8        | 41 7/8        |
| Pfizer                  | 55 5/8        | 55            |
| Schlumberger            | 33 1/8        | 33 1/8        |
| Texas                   | 46 1/8        | 45 1/2        |
| U.A.L. Corp. ex-Allegis | 96 5/8        | 97 1/2        |
| Union Carbide           | 25 5/8        | 25 1/8        |
| U.S. Corp.              | 27 1/8        | 26 7/8        |
| Westinghouse            | 49 3/4        | 50 1/8        |
| Xerox Corp.             | 55 7/8        | 55            |

## LONDRES

## Plus 1,3 %

Après un repli initial, le London Stock Exchange s'est redressé à l'approche du week-end, repagant tout le terrain perdu, et même au-delà (+1,3 %). L'action concertée des banques centrales pour stopper la chute du dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions.

L'annonce d'une accélération de l'inflation en Grande-Bretagne (+6,4 % en rythme annuel) n'a eu qu'un faible impact sur le marché, peut-être à cause de l'augmentation récente de la masse monétaire et du crédit bancaire.

En revanche, l'OPA conjointe lancée par GEC et Siemens sur Plessey a eu un effet stimulant. Indices « FT » du 18 novembre : cent valeurs, 1 823,4 (contre 1 802,7) ; trente valeurs, 1 489 (contre 1 461,2) ; indice des 100 (contre 178,2) ; fonds d'Etat, 58,21 (contre 58,73).

|                 | Cours 11 nov. | Cours 18 nov. |
|-----------------|---------------|---------------|
| Bootham         | 495           | 464           |
| Bowater         | 247 1/2       | 247           |
| BP              | 472           | 488           |
| Charter         | 280           | 276 1/2       |
| De Beers (S.A.) | 11 1/4        | 11 1/4        |
| Free Gold (*)   | 8 5/16        | 7 15/16       |
| Glaxo           | 18 37/64      | 18 37/64      |
| GUSS            | 16 3/4        | 16 3/4        |
| ICI             | 10 1/8        | 10 5/16       |
| Reunium         | 488 1/2       | 476           |
| Shell           | 966           | 978           |
| Unilever        | 472           | 458           |
| Victrex         | 189           | 189           |
| War Low         | 39 3/4        | 39 3/4        |

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

## Reprise

Après quinze jours de baisse, le marché allemand a commencé à se redresser au milieu de semaine, et, à la veille du week-end, les divers indices enregistrèrent une hausse de 1,66 %. La réduction du déficit commercial allemand a généralement fait bonne impression en Bourse. Mais les turbulences monétaires ont néanmoins ébranlé une bonne partie de la clientèle.

Indices de la Commerzbank du 18 novembre : 1 592,3 (contre 1 566,2 le 11 novembre).

|              | Cours 11 nov. | Cours 18 nov. |
|--------------|---------------|---------------|
| AEG          | 190           | 185,10        |
| BASF         | 246,20        | 273,20        |
| Bayer        | 280,50        | 280,50        |
| Commerzbank  | 236,70        | 238,70        |
| Deutschebank | 589,70        | 516,50        |
| Hochtief     | 288,50        | 298,50        |
| Karstadt     | 415           | 415           |
| Mannesmann   | 178,50        | 189           |
| Siemens      | 468,50        | 477,50        |
| Volkswagen   | 302           | 316,50        |

## TOKYO

## Au plus haut niveau historique

Apparemment insensible aux difficultés du dollar, la Bourse japonaise a voté cette semaine de record en record. A l'issue de six séances consécutives de hausse, elle s'est établie vendredi une fois de plus à un niveau historique après avoir dépassé, la veille, franchi, pour la première fois, la barre des 29 000 points à l'indice Nikkei. Tout paraît si beau que le gouverneur de la Banque de Tokyo a exprimé ses inquiétudes à ce sujet.

J'espère que les cours ne sont pas trop spéculatifs », a-t-il déclaré.

Indices du 18 novembre : Nikkei 29 180,20 (contre 28 480,57) ; général 2 252,11 (contre 2 145,05).

|                     | Cours 11 nov. | Cours 18 nov. |
|---------------------|---------------|---------------|
| Akai                | 562           | 580           |
| Bridgestone         | 1 270         | 1 280         |
| Canon               | 1 230         | 1 320         |
| Fuji Bank           | 2 330         | 2 300         |
| Honda Motors        | 1 840         | 1 890         |
| Matsushita Electric | 2 220         | 2 370         |
| Mitsubishi Heavy    | 1 010         | 995           |
| Sany Corp.          | 5 788         | 6 310         |
| Toyota Motors       | 2 290         | 2 540         |

## Alimentation

|                  | 18-11-88 | Diff.  |
|------------------|----------|--------|
| Bégis-Bey        | 521      | -6     |
| Boulogne         | 2 780    | 30     |
| BSN              | 5 690    | 80     |
| Carrefour        | 2 845    | + 128  |
| Cashco           | 174,50   | + 3,80 |
| Eurocassa        | 2 280    | 4      |
| Guyane et Gasc.  | 734      | -1     |
| Leclerc          | 2 080    | -6     |
| Mot-Hammy        | 3 152    | -39    |
| Nestlé           | 28 880   | -7 430 |
| Océid (Gly)      | 736      | 19     |
| Obida-City       | 395,60   | 14,40  |
| Paroel-Ricard    | 1 200    | 35     |
| Promodis         | 2 495    | 38     |
| St-Louis-Bonchon | 1 045    | 30     |
| Source Perrier   | 1 322    | + 53   |

## Banques, assurances

## sociétés d'investissement

|                  | 18-11-88 | Diff.  |
|------------------|----------|--------|
| Ball Equipment   | 294      | + 2,90 |
| Banque (Cie)     | 481      | -12    |
| Catolien         | 608      | 31     |
| CFE              | 915      | + 63   |
| CFI              | 454      | -1     |
| Chargem SA       | 1 245    | -7     |
| Banque (Cie)     | 1 477    | 32     |
| Edin (La)        | 866      | 5      |
| Imm. Pi-Monaco   | 320      | -10    |
| Locofrance       | 396      | 18     |
| Locatime         | 859      | -1     |
| Midi             | 1 570    | 5      |
| Midland Bank     | 186      | 5      |
| O.F.P.           | 1 421    | -60    |
| Paris, de réoc   | 420      | -1     |
| Prétabili        | 1 052    | 52     |
| Schneider        | 528      | 8      |
| Société générale | 523      | 8      |
| Suez (Cie Fin.)  | 313      | 14,80  |
| UCB              | 169      | -1     |

## Produits chimiques

|             | 18-11-88 | Diff. |
|-------------|----------|-------|
| Ind. Média  | 5 200    | -50   |
| Labo. Bell  | 1 535    | -5    |
| Roussel Ucl | 1 290    | + 50  |
| BASF        | 926      | -10   |
| Bayer       | 1 010    | 1     |
| Hoechst     | 1 026    | + 13  |
| Imp. Chemie | 107,50   | 2,30  |
| Norsk Hydro | 91       | -1,20 |

## Carl Zeiss renoue avec la croissance

Après deux années marquées par une relative stagnation de ses résultats, le célèbre fabricant allemand d'optique Zeiss a repris doucement son expansion. Pour l'exercice clos le 30 septembre dernier, le chiffre d'affaires mondial du groupe atteint 2 059 millions de DM (7,02 milliards de francs), en progression de 3,1 %. Egal à 2 % des ventes, le bénéfice s'est accru dans des proportions comparables. Pas encore de quoi paillard.

Ainsi, florissant pendant deux ans, le commerce avec le Japon s'est ralenti (-2 %) et les commandes en provenance des États-Unis, même en reprise, ont quand même diminué de 7 % en volume. Mais il y a des signes annonciateurs. Le marché européen, le tout premier du groupe, repart. Les ventes y ont été satisfaisantes et le niveau des commandes est remonté de 19 %. En outre, les affaires sont en pleine expansion dans la Sud-Est asiatique.

D'une façon générale, les débouchés se sont accrus pour les microscopes électroniques à baryage et les ventes de verres à lunettes ont augmenté grâce à

## Matériel électrique

|                    | 18-11-88 | Diff.   |
|--------------------|----------|---------|
| Alcatel            | 2 400    | -111    |
| Alcatel            | 377      | -7      |
| CGE                | 392,50   | -12,50  |
| Cross              | 474      | 4       |
| CSSE (ex-Siemens)  | 580      | -30     |
| Generale des Eaux  | 1 521    | + 36    |
| IBM                | 658      | -31     |
| Intertronic        | 1 290    | -10     |
| ITT                | 294,20   | 21,80   |
| Legrand            | 3 200    | + 122   |
| Leroy-Somer        | 986      | 23      |
| Lyonnaise des Eaux | 1 480    | -29     |
| Matra              | 223,60   | + 15,50 |
| Mécatel            | 3 300    | -37     |
| Moulins            | 188      | -14     |
| PM Labinal         | 890      | -27     |
| Radiorécepteur     | 642      | -2      |
| Schneider          | 198      | 2       |
| SEB                | 798      | -20     |
| Siemens            | 1 620    | + 10    |
| Thomson-CSF        | 200      | -1      |

## Bâtiment, travaux publics

|                    | 18-11-88 | Diff.  |
|--------------------|----------|--------|
| Arcel. d'entr.     | 1 060    | -28    |
| Bouygues           | 585      | -2     |
| Chemin Français    | 1 080    | -31    |
| Dumez              | 723      | -12    |
| GTM                | 798      | ins.   |
| J. Leclercq        | 971      | -24    |
| Lafrance           | 1 351    | -29    |
| Maitre et Pichat   | 99,10    | + 5,90 |
| Poliet et Chausson | 569      | -24    |
| SCREG              | 651      | -24    |
| SGE-SB             | 170,10   | -7,90  |

## Filatures, textiles, magasins

|                    | 18-11-88 | Diff.   |
|--------------------|----------|---------|
| Agache (Fin.)      | 1 885    | -4      |
| BBV                | 540      | + 25    |
| CAFO               | 1 810    | -90     |
| Danubio-Servigne   | 3 300    | 30      |
| DMC                | 430      | + 18,40 |
| Galeria Lafayette  | 1 297    | + 20    |
| La Redoute         | 3 048    | -49     |
| Nouvelles Galeries | 3 615    | -1      |
| Printemps          | 570      | -35     |
| Rouclier           | 198      | ins.    |
| SCOA               | 48,75    | -3,45   |

## Métallurgie

|                    | 18-11-88 | Diff. |
|--------------------|----------|-------|
| Alpi               | 315,10   | -5,90 |
| Avions Dassault-B. | 623      | -37   |
| De Dietrich        | 1 750    | + 122 |
| EACOM              | 1 130    | + 9   |
| Fives L.           | 156,90   | -4,10 |
| Marine Wondel      | 368      | -22   |
| Penabot            | 372      | -18   |
| Peugeot SA         | 1 234    | + 11  |
| Renault            | 1 628    | ins.  |
| Saunders-Robinson  | 276,10   | -5,30 |
| Strafor            | 750      | -40   |
| Valco              | 608      | -21   |
| Valloire           | 248,10   | -7,90 |

## Valeurs diverses

|                   | 18-11-88 | Diff.  |
|-------------------|----------|--------|
| Accor             | 525      | -13    |
| Arjomani          | 2 310    | -10    |
| Bic               | 228      | -10    |
| Bis               | 2 180    | -29    |
| CEP               | 1 268    | -37    |
| Club Méditerranée | 680      | -30    |
| Endur             | 3 426    | + 267  |
| Europe 1          | 610      | -20    |
| Groupe Citi       | 3 250    | + 180  |
| Segma             | 1 224    | + 32   |
| HAVAS             | 705      | -10    |
| L'Air liquide     | 538      | -19    |
| L'Oréal           | 3 870    | + 10   |
| Navigation Mide   | 1 212    | + 3,10 |
| Nord-Est          | 124      | -3,10  |
| Saint-Gobain      | 538      | -21    |
| Sonoff            | 781      | -29    |
| Sida Romagosa     | 1 219    | -25    |

## Pétroles

|               | 18-11-88 | Diff.  |
|---------------|----------|--------|
| Elf-Aquitaine | 348      | -3     |
| Esso          | 266      | -10    |
| Exxon         | 247,00   | -2,21  |
| Petrolfin     | 2 020    | -12    |
| S.F. France   | 63,60    | -2,50  |
| Primagaz      | 683      | -22    |
| Raffinage     | 70       | + 2    |
| Royal Dutch   | 673      | -30    |
| Soparap       | 288      | -7,50  |
| Total         | 315      | + 2,50 |

## Valeurs à revenu fixe

|                 | 18-11-88 | Diff.  |
|-----------------|----------|--------|
| PMF 10,4 % 1976 | 103,80   | -0,05  |
| 8,80 % 1977     | 126,20   | -0,10  |
| 10 % 1978       | 103,20   | -0,10  |
| 9,80 % 1978     | 103,20   | + 0,30 |
| 9 % 1979        | 101,20   | + 0,20 |
| 10,80 % 1979    | 105,90   | -0,12  |
| 16,20 % 1982    | 108,45   | -0,20  |
| 16 % 1982       | 110,90   | -0,20  |
| 15,75 % 1982    | 108,79   | -0,36  |
| CNE 5 %         | 3 690    | -0,02  |
| CNE 5 000 F     | 103,61   | -0,02  |
| CNE 5 000 F     | 103      | + 0,05 |
| CNE 5 000 F     | 103      | + 0,05 |
| CNE 5 000 F     | 103,10   | + 0,07 |

## Mines, caoutchouc,

|                 | 18-11-88 | Diff.  |
|-----------------|----------|--------|
| Géophysique     | 414,50   | -25,50 |
| Indef           | 14,60    | 13,40  |
| Michelin        | 175,50   | -5,50  |
| Mina. Penarroya | 86,60    | -3,10  |
| R.T.T.          | 47,60    | -0,15  |
| ZCI             | 2,16     | -0,09  |

## LES PLUS FORTES VARIATIONS

| LECLERCQ ET FILIAIRES         |             |                |             |
|-------------------------------|-------------|----------------|-------------|
| DE VALEURS HEBDOMADAIRES (RM) |             |                |             |
|                               | Hauss.<br>% | Valeurs        | Baiss.<br>% |
| Compt. entrep.                | + 10        | Fichtel-Bueche | - 1,8       |
| De Dietrich                   | + 9,5       | Lochère        | - 0,8       |
| Metra                         | + 6,7       | Imperial       | - 1,4       |
| Orcl. (ex-Fin.)               | + 6,4       | Maitre Pichat  | - 1,9       |
| Orcl. (ex-Fin.)               | + 5,9       | Orcl. Financ.  | - 6,7       |
| Orcl. (ex-Fin.)               | + 5,6       | Sabigne        | - 6,4       |
| Orcl. (ex-Fin.)               | + 4,8       | Rothschild     | - 6,3       |
| Orcl. (ex-Fin.)               | + 4,3       | CCF            | - 5,9       |
| Orcl. (ex-Fin.)               | + 3,7       | Hachette       | - 5,7       |
| Orcl. (ex-Fin.)               | + 3,4       | Suez           | - 5,7       |
| Orcl. (ex-Fin.)               | + 3,1       | Stratford      | - 5,7       |
| Orcl. (ex-Fin.)               | + 2,1       | Stora          | - 1,1       |
| Orcl. (ex-Fin.)               | + 1,1       | Sigona         | - 1,1       |



# Crédits, changes, grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### A rassurer les porteurs d'obligations on peut nuire aux actionnaires

La plus belle euro-émission de la semaine passée a été offerte en un temps record par Nestlé, le géant de l'alimentation, un débiteur qui ne fait que des apparitions sur les marchés des capitaux. Le succès de l'opération, qui dirigeait Bankers Trust International, est tout à fait caractéristique de la situation présente. Il témoigne, en particulier, de l'animation des marchés de l'euro-marché autres que celui du dollar.

Ces compartiments bénéficient de la confiance avec laquelle le devise des Etats-Unis est regardée depuis l'élection de M. George Bush. Ce succès montre également avec quelle avidité les investisseurs recherchent les titres des quelques rares entreprises industrielles qu'ils considèrent au-dessus de tout soupçon, à l'abri des menaces de détérioration de leur crédit que les prodigieuses offres d'achat font subir à tant de sociétés américaines. Il confirme aussi que les intérêts des actionnaires et des porteurs d'obligations peuvent être influencés de façon contradictoire par une même décision que les dirigeants entendent prendre pour le bien de leurs entreprises.

Proposant sur la base d'un taux d'intérêt facial de 7,375 % un rendement brut de 6,85 % sur trois ans, les 250 millions d'ECU d'obligations Nestlé rapportent à l'investisseur légèrement moins que les 100 millions d'ECU de la tranche à trois ans du dernier emprunt de la Compagnie économique européenne qui a vu le jour une semaine auparavant. Rien dans l'évolution récente des taux d'intérêt ne justifie qu'un organisme supranational comme la CEE doive se montrer plus généreux qu'une entreprise du secteur privé. La différence ne s'explique que par la très grande faveur dont jouit le taux d'intérêt facial de 4,50 %, les commissions pour les banques se montant au total à 2,42 %. Le succès de cette seconde opération, que

dirige le Crédit suisse, a été saisissant.

Dans les deux cas, l'emprunteur est une société domiciliée aux Etats-Unis, Nestlé Holdings Inc. Les opérations ne sont pas à proprement parler garanties par la maison mère de Vevey, en Suisse, mais si cette dernière venait à réduire à moins de 51 % sa participation dans la société américaine, les porteurs des obligations pourraient exiger le remboursement de leurs titres, au pair. Il s'agit d'une clause habituelle pour ce genre d'emprunts, mais il est typique de la conjoncture présente qu'un tel argument soit mis en évidence.

En fait, l'attention des prêteurs se porte davantage sur les propositions du conseil d'administration de Nestlé SA, visant certes à permettre aux non-résidents d'acquiescer des actions

nominales de la société suisse, mais aussi à limiter à 3 % du capital et des voix la part d'un actionnaire individuel. De telles mesures devraient permettre à la société de préserver son indépendance. Il reste qu'on ne modifie pas la structure d'un capital sans conséquences graves pour les actionnaires. Jusqu'à présent, seuls les actions au porteur et les bons de participation (comparables à des certificats d'investissement) étaient normalement accessibles aux étrangers. La perspective d'une libéralisation, même limitée en ce qui concerne les actions nominatives, a provoqué un effondrement des actions au porteur. Le cours est tombé vendredi à 6,950 F contre 8,755 la veille, tandis que l'action nominative s'envolait, passant de 4,320 à 6,070 F.

#### Devises fortes toujours recherchées

Les grands débiteurs français sont plus que jamais friands de devises fortes européennes. Ils recherchent avec quelque avidité des fonds en deutschemarks et en francs suisses, parfois directement ou, le plus souvent, indirectement, par le biais de transactions de swap. Ainsi, par exemple, tel établissement public qui s'apprête à lancer une émission obligataire a fait savoir qu'il souhaite se procurer des fonds à un niveau d'une cinquantaine de points de base au-dessous du taux interbancaire offert sur le marché international; tel autre se voit accorder un crédit bancaire en francs suisses.

Pour sa part, la Compagnie bancaire est sur le point de se procurer des deutschemarks à taux variable en swapant le produit d'une double opération obligataire de 600 millions de francs luxembourgeois lancée sous la direction de Paribas. Une telle attitude est conforme aux enseignements de toute une série d'études financières qui montrent que, ces dernières années, il a été beaucoup moins coûteux d'emprunter en devises fortes — et donc faiblement rémunérées — qu'en devises faibles normalement assorties de taux d'intérêt élevés. Le recours aux monnaies réputées les plus fortes se justifie d'ailleurs d'autant plus que l'écart entre les taux d'inflation a tendance à disparaître entre de nombreux grands pays.

Pour les mêmes raisons, les investisseurs sont de plus en plus portés à rechercher les emprunts libellés en

devises européennes munies de coupons d'intérêt élevé. Dans ces conditions, la Communauté européenne du charbon et de l'acier se devait de rencontrer un accueil favorable pour sa première euro-émission en francs italiens qui se présente ainsi : 125 milliards de francs d'obligations à cinq ans, rémunérées au taux facial de 10,875 %. Le prix d'émission étant de 101,75 %, cela correspond à un rendement brut de 10,41 %.

Les banques qui s'occupent de l'opération font valoir que le revenu des euro-obligations de la plupart des emprunteurs supranationaux est exempt en toute circonstance du précompte de 12,5 % retenu en Italie sur les autres titres libellés en francs. Cela vaut pour la CEEA comme pour la Banque européenne d'investissement ou la Banque mondiale et c'est ce qui explique que la transaction ait pu voir le jour à des conditions nettement inférieures à celles du Sottobon italien et bénéficier d'une forte demande dans la Péninsule. L'émission de la CEEA est dirigée de Turin par l'Istituto Bancario San Paolo.

Cette semaine pourrait voir la réouverture du compartiment de l'euro-dollar canadien lorsque seront levées les incertitudes liées aux élections générales de ce lundi. Aucune des nombreuses et récentes tentatives de réveiller le marché n'ont pu aboutir tant l'issue du scrutin paraissait serrée.

CHRISTOPHE VETTER.

## DEVISES ET OR

### Une très forte secousse

Quelle semaine ! Et quelle surprise ! Celle, pour les milieux financiers internationaux de voir la devise américaine littéralement plonger, mercredi après-midi et surtout jeudi. Motif : la réduction des déficits commerciaux des Etats-Unis ramenés en septembre de 12,18 milliards de dollars à 10,46 milliards n'a pas été jugée suffisante pour renverser la tendance baissière qui affecte le billet vert depuis plusieurs semaines.

Partout, les opérateurs se posent des questions sur les intentions de Georges Bush, le président élu. Pourrait-il, comme il l'affirme, réduire sensiblement le déficit budgétaire qui inquiète si fort les opérateurs ? La diminution du déficit commercial, indéniable, est-elle susceptible de se poursuivre l'année prochaine ? Beaucoup en doutent, jugeant M. Bush peu capable d'obtenir un résultat réel sur le budget, tandis que la reprise de l'expansion aux Etats-Unis, après quelques signes temporaires de ralentissement, maintient les importations à

un niveau élevé, beaucoup trop élevé.

C'est pour toutes ces raisons que l'on vit jeudi le dollar rejoindre son plus bas cours à Tokyo depuis la guerre (121 yen) et qu'on le vit glisser à 1,71 DM, revenant à 5,87 F à Paris. Immédiatement, la quasi-totalité des banques centrales, toutes les européennes y compris l'Espagne, l'Australie et naturellement la Réserve fédérale des Etats-Unis, comme la Banque du Japon, firent donner l'artillerie lourde, achetant plus de 2 milliards de dollars. C'est une fois de plus la Banque du Japon qui a fourni le plus gros effort, la Banque fédérale d'Allemagne, par exemple, se montrant plus timide. Ces interventions, les plus importantes depuis celles du début de l'année, eurent pour effet de faire remonter un peu les cours du dollar à 123 yens, 1,7450 DM et 5,15 F.

Mais, à la veille du week-end, ces opérations laissent les opérateurs sceptiques. Ils ont noté que la baisse de la devise américaine avait été

brutale, prenant tout le monde par surprise, et que son ampleur avait désagréablement impressionné. Ce qui inquiète le plus les marchés, c'est le délai qui s'écoulera avant que le président élu puisse mettre en application sa politique, s'il en a une, d'ici le 21 janvier, date de son entrée en fonction. Il va lui falloir multiplier les signes rassurants en espérant qu'ils seront bien perçus, ce qui n'est pas obligatoire.

Dans cette tourmente, le franc français n'était pas trop mal traité, le cours du deutschemark se maintenant à Paris au-dessous de 3,42 F, au prix de quelques discrètes interventions de la Banque de France sans beaucoup de volume.

F. R.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 14 AU 18 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE     | Libra   | SE.L.  | Franc suisse | Franc suisse | D. mark | Franc suisse | Franc suisse | Libra  |
|-----------|---------|--------|--------------|--------------|---------|--------------|--------------|--------|
| New-York  | 1,8135  | —      | 16,8122      | 66,3995      | 57,4712 | 2,7435       | 20,9943      | 0,8772 |
| Paris     | 1,7940  | —      | 16,8223      | 67,5075      | 56,8181 | 2,7107       | 20,9778      | 0,8762 |
| Bruxelles | 16,7657 | 5,9480 | —            | 202,84       | 341,84  | 16,3182      | 303,31       | 4,6001 |
| Frankfurt | 10,7927 | 6,0160 | —            | 406,46       | 341,81  | 16,3879      | 303,07       | 4,5888 |
| Zurich    | 2,6513  | 1,2630 | 24,5796      | —            | 84,8229 | 4,8110       | 24,5238      | 1,1397 |
| Geneve    | 2,6451  | 1,2600 | 24,5796      | —            | 84,8229 | 4,8110       | 24,5238      | 1,1397 |
| Basle     | 3,1553  | 1,7600 | 20,2534      | 119,81       | —       | 4,7736       | 28,7362      | 1,5487 |
| Amsterdam | 3,1574  | 1,7600 | 20,2540      | 119,81       | —       | 4,7789       | 28,6649      | 1,5485 |
| Berlin    | 66,1020 | 36,45  | 6,1281       | 24,9316      | 209,48  | —            | 18,5874      | 2,8198 |
| Stockholm | 66,1086 | 36,49  | 6,1319       | 24,9256      | 209,48  | —            | 18,5843      | 2,8198 |
| Australie | 3,5543  | 1,9410 | 32,5045      | 134,13       | 112,78  | 5,3795       | —            | 1,5166 |
| Osaka     | 3,5610  | 1,9500 | 32,5956      | 134,12       | 112,78  | 5,3808       | —            | 1,5161 |
| Manila    | 24,245  | 1283   | 27,138       | 864,49       | 743,15  | 35,732       | 689,35       | —      |
| Calcutta  | 231,93  | 131    | 217,92       | 180,91       | 744,88  | 35,5280      | 689,45       | —      |
| Calcutta  | 222,58  | 122,90 | 206,62       | 84,8639      | 76,6351 | 3,9717       | 62,6721      | 0,8958 |
| Tokyo     | 222,72  | 124,15 | 206,36       | 83,8851      | 76,5398 | 3,9594       | 62,5548      | 0,8946 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 18 novembre, 4,8397 F contre 4,8457 F le jeudi 10 novembre.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Une bise glaciale

Décidément, le vent d'Amérique est bien froid en ce moment et laisse présager un hiver rude sur les marchés financiers européens. Aux Etats-Unis, en effet, le taux d'intérêt se sont tendus cette semaine bien au-dessus de la barre des 9 % qu'il avait franchie en hausse la semaine dernière. La chute du dollar d'abord (voir en rubrique « Devises et or ») a immédiatement fait renaître l'incertitude outre-Atlantique, à la fois sur l'attitude des prêteurs étrangers devant la baisse de la valeur de leur créance et sur celle de la Réserve fédérale des Etats-Unis devant la situation actuelle.

Son président, M. Alan Greenspan, a lancé, mercredi, un sévère avertissement au président élu et au Congrès sur les dangers du déficit budgétaire. « Si les Etats-Unis ne négocient pas rapidement, les déséquilibres de l'économie vont arriver à un tel point que les effets du déficit vont se faire sentir de façon croissante et rapide. Ce déficit a déjà commencé à éroder les fondements de l'économie, et la nécessité de résoudre ce problème est plus urgente que jamais. »

Immédiatement, ces propos ont fait renaître la crainte d'un durcissement de la politique des autorités monétaires américaines, c'est-à-dire celle d'une hausse des taux. Du coup, les rendements des bons du Trésor ont augmenté, celui de l'emprunt à trente ans passant un point jusqu'à 9,17 %. En outre, les opérateurs redoutaient quelques difficultés lors de l'adjudication trimes-trielle du Trésor, portant sur le trente ans. Tout se passa finalement assez bien, ledit Trésor ayant pu lever 9 milliards de dollars au taux moyen de 9,10 % contre 9,17 % en mai dernier. Les Japonais ont, comme à l'habitude, souscrit 30 % à 40 % du montant de cet emprunt.

Pour l'instant, le feu n'est pas à la maison mais il couve, entendant les opérateurs. Si, effectivement, MM. Bush et Reagan ont affirmé que la réduction du déficit budgétaire était la priorité et que le gouvernement présenterait, le 9 janvier,

un projet de budget qui ramènera ce déficit à 100 milliards de dollars, cet avis n'est pas partagé par tout le monde, notamment le président de la commission des finances de la Chambre des représentants. Ce dernier pense qu'une crise pourrait bien se produire et qu'elle surviendrait en septembre 1989 lorsque le Congrès devra fixer le nouveau plafond de la dette. Il ne voit pas comment M. Bush pourra réduire le déficit sans augmenter les impôts, ce à quoi ce dernier se refuse.

En France, le marché a assez bien résisté à ces mauvaises nouvelles, le cours de l'échéance décembre sur le MATIF fléchissant encore un petit peu de 106,40 à 106,10. En revanche, une tension a été notée sur le marché interbancaire, le loyer de l'argent au jour le jour a poussé un point au-dessus de 9 %. Il est vrai que c'était à l'occasion de la fin de période de constitution des réserves des banques, intervenue le 15 novembre, et qu'en fin de semaine on était revenu à 7 3/4 %, mais cette brusque montée traduit une certaine nervosité.

Sur le front des émissions, un peu engorgées ces derniers temps, les deux emprunts de 1 milliard et 1,3 milliard de francs de la Caisse autonome de refinancement, l'un des bras séculiers de la Caisse des dépôts, émis à 9 % et 8,80 %, ont reçu un bon accueil. Bon accueil également pour les 2 milliards de francs de la BNP à taux fixe de 9 % et à douze ans. Cela n'a pas été le cas en revanche pour la société. Au Printemps qui a littéralement défié le marché en voulant lancer un emprunt de 900 millions de francs à 8,64 %, taux bien trop bas pour du papier privé de deuxième catégorie. Résultat : une très belle « colle » avec une décote de 2 %. Autre colle, celle de l'emprunt du GOBT émis à 9 %. On n'aime pas tellement cette signature.

Sur le front des SICAV court terme dites de trésorerie, un curieux événement s'est produit au mois d'octobre avec un recul de 6,8 milliards de francs (1,1 %) sur un encours qui dépasse 600 milliards de francs. Certes, on observe habituellement un ralentissement des souscriptions, et même une diminution de l'encours à l'approche de la fin de l'année. Les entreprises qui détiennent, dit-on, 50 % environ de ces SICAV, surtout les monétaires (415 milliards de francs sur 610 milliards de francs), s'alignent volontiers pour l'habillage de leur bilan de fin d'année. Mais cela se produit le plus souvent en décembre (- 0,2 % pour le dernier mois de l'année dernière). Cette fois-ci, le phénomène est observé plus précocement. En outre, il affecte uniquement les SICAV monétaires, c'est-à-dire sans risque de cours, avec 13 milliards de

francs de rachat net en faisant abstraction de l'augmentation des valeurs liquidatives (coupons courus). En revanche, l'encours des SICAV régulières (investies en obligations à taux fixe de courte durée ou à taux variable) ou sensibles (qui recherchent les hausses de cours en jouant sur la baisse des rendements) non seulement ne décroît plus au profit de celles des SICAV monétaires mais augmente lentement depuis le début de l'année. Tout au long de 1987, en revanche, cet encours avait fléchi au profit des SICAV monétaires, protégées contre le risque de hausse des rendements, donc de baisse des cours. Au seuil de l'hiver il semble donc qu'il y ait à la fois une contraction des liquidités en provenance des entreprises et la poursuite d'une modification des structures des actifs des SICAV court terme de l'espoir sans doute d'une baisse des rendements, très profitable aux investisseurs d'obligations à taux fixe de moyenne ou longue durée.

F. R.

### Deuxième étape de la privatisation de Mediobanca

Lundi 21 novembre, les trois banques sous contrôle de l'Etat italien (Comit, Credito Italiano et Banco di Roma) proposent au public 13,29 % du capital de Mediobanca, premier institut de financement du pays, comme le prévoit le processus de privatisation décidé par le Parlement au mois de janvier dernier.

Les parlementaires avaient décidé alors que, dans le courant de cette année, la part de l'Etat au sein de Mediobanca, à travers les trois banques citées ci-dessus, serait ramenée de 51 % à 25 % de son capital. Il était prévu également qu'un autre paquet de 25 % serait réservé à de grands groupes industriels (Agnelli, Pirelli, De Benedetti, Generali...) et que les 50 % restants seraient mis en vente sur le marché international.

En mai dernier, une première étape a permis de porter la part des grands groupes à 20 %. Le nouveau processus décidé le 28 octobre par le conseil d'administration de Mediobanca prévoit de céder non seulement 5 % aux industriels pour atteindre les 25 % prévus, mais également de proposer à des investisseurs une part des titres détenus par les trois banques contrôlées par l'Etat. Du 21 au 23 novembre, ses établissements placeront 13,29 % du capital sur le marché international.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Bon vent pour le blé européen

Pendant que les cours des céréales restaient fermes cette semaine sur le marché de Chicago — le boisseau de blé (27,216 kilos) se traitait au-dessus de 4 dollars, — la CEE a confirmé que la campagne 1988-1989 à l'exportation avait assez bien commencé. Depuis septembre, la France a vendu entre 1,3 et 1,5 million de tonnes de blé tendre et près de 1 million de tonnes d'orge à l'Union soviétique. « Le marché est facile cette année, et il n'y a pas d'inquiétude à avoir pour d'autres ventes », confirment ces jours-ci la Direction des relations économiques extérieures (DREE), précisant que cette conjoncture favorable tenait « à la bonne production européenne et à la mauvaise récolte américaine ». Le département américain de l'Agriculture a ainsi estimé le 9 novembre que la récolte de maïs aux Etats-Unis pour 1988 serait en baisse de 34 % et n'atteindrait que 116,75 millions de tonnes. Pour mémoire, l'Amérique avait enregistré en 1985 une récolte record de maïs de 222 millions de tonnes... Côté soviétique, on ne parle plus de produire 235 millions de tonnes de

blé, objectif affiché du plan, mais plutôt 210 millions de tonnes. Dans un récent communiqué, le comité d'Etat pour les statistiques de l'URSS a annoncé que, à l'issue des neuf premiers mois de l'année, les céréales avaient été moissonnées sur 103,1 millions d'hectares, sans four-nir d'élément de comparaison avec la même période de 1987. Le texte précise que seize régions, territoires et républiques autonomes de la Fédération de Russie, sept régions d'Ukraine, une région du Kazakhstan, la Biélorussie et les républiques du Caucase « ont réalisé le plan de vente de blé ». Par ailleurs, « les objectifs du plan concernant la fourniture aux tracteristes, des moissonneuses-batteuses, des machines pour la récolte de maïs et des engrais minéraux n'ont pas été atteints ». Le 15 novembre, on apprenait l'achat par Moscou de 1,2 million de tonnes de maïs américain, s'ajoutant aux 4,7 millions de tonnes déjà commandées depuis le 1<sup>er</sup> septembre.

Début novembre, on apprenait en outre que la CEE était en pourparlers avec la Chine pour lui vendre 1,5 million de tonnes de blé communautaire. Le nouveau directeur général de l'ONIC (Office national interprofessionnel des céréales), M. Jean Renard, qui faisait état des conversations, a précisé que la transaction butait sur le niveau de la restitution demandée par la Chine. Alors que la CEE lui propose le même traitement que celui offert aux Soviétiques (une prime de 4,5 ECU, soit 31,5 F, par tonne), Pékin souhaite une restitution additionnelle de 6 ECU (42 F) par tonne. De l'avis des professionnels, la Chine devrait cependant conclure le contrat compte tenu du manque relatif de marchandises disponibles aux Etats-Unis, au Canada et en Australie, au moment où ses besoins intérieurs s'annoncent importants et pressants. Fin octobre, Pékin a déjà acheté 400 000 tonnes de blé aux

Etats-Unis à un prix subventionné dont le montant n'a pas été révélé.

Quant à l'état des stocks mondiaux et européens au lendemain de la sécheresse estivale, rien ne pousse au catastrophisme. La pénurie n'est pas pour demain. Dans une note récente, l'AGPB (Association générale des producteurs de blé) indique que, selon le département américain de l'Agriculture, les stocks mondiaux de céréales devraient atteindre cinquante-cinq jours de consommation en juillet 1989, « soit à peu près les soixante jours que le Conseil international du blé et la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) considèrent comme le niveau minimum de sécurité ». Au 1<sup>er</sup> juillet, les stocks mondiaux représentaient quarante-cinq jours de consommation ; ils auront donc diminué, si les prévisions se confirment, de 35 %, suite à un recul de la production mondiale de 5 %.

Le déstockage de céréales sur l'ensemble du globe atteindra cette année 133 millions de tonnes, dont près de 100 millions de tonnes aux Etats-Unis. En revanche, la bonne récolte céréalière dans la CEE permettra aux stocks de conserver leur niveau de soixante-dix jours d'utilisation (consommation plus exportation).

ERIC FOTTORINO.

| PRODUITS                | COURS DU 18-11  |
|-------------------------|-----------------|
| Café (Arabica) (livres) | 1 546 (- 64)    |
| Trois mois              |                 |
| Abolition (livres)      | 2 272 (- 158)   |
| Trois mois              |                 |
| Nickel (livres)         | 11 825 (+ 528)  |
| Trois mois              |                 |
| Sucre (Paris)           | 1 545 (- 115)   |
| Mars                    |                 |
| Café (livres)           | 1 067 (- 7)     |
| Novembre                |                 |
| Cacao (New-York)        | 1 383 (- 37)    |
| Décembre                |                 |
| Blé (Chicago)           | 411 (- 11,6)    |
| Décembre                |                 |
| Maïs (Chicago)          | 258,2 (- 11,4)  |
| Décembre                |                 |
| Soja (Chicago)          | 238,26 (- 15,4) |
| Décembre                |                 |

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

### GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

#### LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

#### BOURSE

36.15 LE MONDE



| ÉTRANGER   | POLITIQUE  | SOCIÉTÉ   | CULTURE   | ÉCONOMIE  | SERVICES  | TÉLÉMATIQUE   |
|--|--|---|---|---|---|---|
| 3 M Rita Süsmuth, nouveau président du Bundestag.<br>— Fièvre en Yougoslavie.<br>4 Onze exécutions en Iran.<br>— Sri-Lanka, un pays pris en otage.<br>5 L'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. | 6 L'adoption, en première lecture, du projet de budget pour 1989.<br>7 Les réactions après l'élargissement des indépendances canadiennes d'Ouvée.<br>7 Les élections municipales à Marseille.<br>— « Livres politiques », par André Laurens. | 8 Au congrès FO du personnel pénitentiaire : des gardiens jaloux de leurs prérogatives.<br>— Le procès du Heyzel.<br>9 La France prévoit de réduire ses dépenses d'assistance militaire à des pays étrangers. | 10 Architecture : Châteaudeux au Centre Georges-Pompidou.<br>— Peinture : Joan Miro au Centre culturel espagnol.<br>— Mois de la photo : Chris Pityes à la galerie Régine Lussan. | 12 Le prix des loyers à Paris.<br>13 Le projet de loi sur l'adaptation de l'exploitation agricole.<br>14 Revue des valeurs.<br>15 Crédits, changes, grands marchés. | Abonnements ..... 2<br>Carnet ..... 12<br>Météorologie ..... 9<br>Mots croisés ..... 9<br>Spectacles ..... 11 | ● L'actualité de la semaine<br>● La météo du week-end<br>● L'information 24 h sur 24<br>● Sports : les résultats du week-end ..... SPD<br>36-15 tapes LEMONDE |

### Un mensuel soviétique interdit en RDA

Berlin-Est. — Les autorités est-allemandes ont interdit la distribution en RDA du mensuel soviétique *Spoutnik*, a indiqué, samedi 19 novembre, le *Berliner Zeitung*, quotidien du SED (PC allemand). C'est la première fois qu'une publication soviétique est interdite officiellement en RDA, notent les observateurs occidentaux à Berlin-Est.

Le *Berliner Zeitung* publie une communication du service de presse du ministère est-allemand des PTT selon laquelle le mensuel soviétique a été « rayé » de la liste officielle des publications dont la distribution est autorisée en Allemagne de l'Est. Les autorités est-allemandes justifient cette mesure en accusant le mensuel *Spoutnik* de « publier des articles qui ne servent pas à la consolidation de l'amitié germano-soviétique mais qui, au contraire, déforment l'histoire ».

Déjà, en octobre dernier, les autorités est-allemandes avaient empêché la diffusion du même mensuel. *Spoutnik* avait alors critiqué l'attitude de Staline au début de la seconde guerre mondiale. Il lui avait notamment reproché d'avoir conclu, en 1939, un pacte avec l'Allemagne fasciste et avoir rappelé que, sous Staline, la hiérarchie militaire soviétique avait été victime d'épurations sanglantes en 1937. — (AFP.)

### Nouvelle rencontre de Lech Walesa et du ministre polonais de l'intérieur

Varsovie. — Selon des sources proches du syndicat interdit Solidarité, Lech Walesa s'est entretenu secrètement, vendredi soir 18 novembre à Varsovie, avec le ministre polonais de l'intérieur, le général Kiszczak.

La rencontre, à la demande du gouvernement selon les mêmes sources, visait à ouvrir la voie à des conversations de « table ronde » entre le gouvernement et l'opposition. Elle a eu lieu en présence de l'archevêque Bronislaw Dabrowski, secrétaire de la Conférence épiscopale polonaise.

Lech Walesa s'était rendu dans la journée au siège de l'épiscopat polonais, en compagnie de hauts conseillers de Solidarité, pour y rencontrer l'archevêque Dabrowski.

Le fondateur de Solidarité et le général Kiszczak se sont déjà rencontrés à trois reprises depuis l'être pour mettre sur pied des négociations gouvernement-opposition destinées à rallier des soutiens aux réformes économiques et politiques mises au point par le PCUP (Parti ouvrier unifié polonais).

Le ministre de l'intérieur polonais, qui est rentré d'un voyage en Irak jeudi soir, avait exprimé il y a trois semaines sa volonté de rencontrer à nouveau Lech Walesa afin d'aplanir les obstacles barant la voie à la « table ronde ». Il avait renouvelé son message au président de Solidarité, il y a une semaine. — (Reuters, AP.)

### Conflits persistants dans certains services publics

Des grèves se prolongeaient en fin de semaine, d'autres mouvements étaient annoncés pour la semaine à venir.

Dans les PTT, les centres de tri d'Amiens et de Reims ont été partiellement bloqués le samedi 19 novembre. Des grèves continuèrent au Mans, à Lyon (Aisne) et Caen. En revanche, le travail devait reprendre progressivement à Nice, où le blocage a pris fin dans la nuit de vendredi à samedi. A Marseille, Mulhouse et Clermont-Ferrand, où des grèves avaient eu lieu vendredi, le mouvement était suspendu samedi. Mais la CGT avait appelé à « élargir l'action » mardi 22 novembre sur l'ensemble des centres, et l'union CFDT des centres de tri parisiens a déposé un préavis de grève reconductible pour le même jour.

Des mouvements de grève très suivis continuèrent dans les transports postaux à Marseille, à Toulouse et à Bordeaux, où les camions bloquaient le centre de tri. Le personnel de certains bureaux de poste avait aussi fait grève, comme celui de Caen, vendredi 18 novembre, de même que le personnel administratif des centres de France-Télécom de la Seine-Maritime.

Dans les transports urbains, à la RATP, le trafic des lignes A, (est-

#### A NOS LECTEURS

L'abondance de l'actualité nous contraint d'ajourner notre page Régions.

### Sur plainte d'un des auteurs présumés des attentats de 1986

## Le juge Boulouque a été inculpé de violation du secret de l'instruction

M. Albert Moatty, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, a inculpé, vendredi 18 novembre, M. Gilles Boulouque, juge d'instruction au tribunal de Paris, de violation du secret de l'instruction. Cette inculpation fait suite à une plainte de Fouad Ali Salahi, considéré comme l'un des responsables de la série d'attentats commis à Paris en 1986 et détenu à Fleury-Mérogis.

Défendu par M. Dominique Inchauspé, Fouad Ali Salahi avait, le 23 juin 1988, déposé plainte pour violation du secret de l'instruction après la publication, dans le *Figaro* du 26-27 mars, d'un entretien donné, au téléphone, par M. Boulouque qui ne semble pas s'être attendu à ce que ses propos apparaissent dans le journal. Le magistrat y déclarait notamment que, selon lui, le réseau terroriste dont il instruisait le dossier « était en fait dirigé par Fouad Ali Salahi à qui l'on peut attribuer la totalité des attentats commis au mois de septembre 1986 à Paris ».

Le juge qualifié également Fouad Ali Salahi de « poseur de bombes ».

Ces déclarations ont été considérées par l'inculpé comme une violation du secret de l'instruction. Dans la plainte transmise au doyen des juges d'instruction, Fouad Ali Salahi estime que « ces propos établissent de manière certaine que M. Boulouque révèle à dessein des faits et des renseignements dont il a eu connaissance en sa qualité de juge d'instruction chargé de l'affaire et exprime des déclarations fausses ».

Cette plainte pour violation du secret de l'instruction s'accompagne d'une requête en suspension de l'inculpation de M. Boulouque, M. Inchauspé, cependant, n'exclut pas l'éventualité de déposer, dès lundi, une nouvelle requête. Le 16 novembre, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris avait également rejeté une demande de mise en liberté de Karima Ferahli, épouse de Fouad Ali Salahi, inculpée d'association de malfaiteurs et écrouée en même temps que son mari.

Ce n'est pas la première fois que le juge Boulouque se heurte à Fouad Ali Salahi. Le 24 décembre 1987, M. Inchauspé avait déjà déposé une requête en suspension légitime contre ce magistrat à la suite de déclarations faites au *Journal du dimanche*, le 5 décembre 1987, et de plusieurs

autres articles de presse commentant le départ de Wahid Gerdji, « interprète » à l'ambassade d'Iran, autorisé à quitter le territoire en novembre (le *Monde* du 26 décembre 1987). Le *Point* avait notamment publié un échange de questions et de réponses extraites d'un interrogatoire de Salahi ; le *Nouvel Observateur*, avait, quant à lui, publié le procès-verbal d'audition de Wahid Gerdji quelques heures avant qu'il ne soit emmené au Bourget où l'attendait un avion à destination de Téhéran.

Le 17 février, cette première requête en suspension légitime avait été rejetée. Mais, à la demande du parquet, une plainte contre X en violation du secret de l'instruction et du secret professionnel avait, entre-temps, été ouverte après les articles du *Journal du dimanche*, du *Point* et du *Nouvel Observateur* (le *Monde* du 12 février 1988). Par arrêt du 7 novembre, la chambre d'accusation vient de joindre cette dernière procédure à celle qui vise aujourd'hui le juge Boulouque. Plusieurs journalistes pourraient du même coup être inculpés dans les prochains jours.

#### Profond émoi au palais de justice

L'inculpation du juge Boulouque a provoqué un profond émoi au palais de justice de Paris où la nouvelle a été connue vendredi après-midi. Le fait que Salahi, dénué de toutes ressources, ait, conformément à la loi, bénéficié d'une aide judiciaire

pour déposer sa plainte a été particulièrement mal ressenti. Plusieurs magistrats, sans vouloir se prononcer sur le fond de l'affaire, font également observer que Fouad Ali Salahi est un inculpé peu commode qui avait avec son juge des relations difficiles. De fait, lors des auditions, les conseils où sont installés les cabinets d'instruction résistent souvent de ses menaces à l'égard du juge Boulouque.

Dès qu'il a eu connaissance de l'inculpation de son collègue, le Syndicat de la magistrature a estimé, dans un communiqué, que celui-ci servait « ceux [qui] dans la police et la justice ont en réalité tiré les ficelles de l'instruction Gerdji et ont discrédité la justice. Le juge Boulouque a été inculpé de violation du secret de l'instruction alors que ceux qui, dans la même affaire et dans bien d'autres, l'ont enfreint avant lui ne sont et ne seront jamais poursuivis ».

L'Union syndicale des magistrats, de son côté, a estimé « qu'une nouvelle fois, les milieux du terrorisme ont utilisé la voie de l'intimidation contre la justice. (...) On ne peut que déplorer cette manœuvre d'un inculpé portant plainte contre son juge d'instruction dans le seul but d'obtenir son dessaisissement ».

Un ministre de la justice, mais aussi, on se déclarait surpris d'une décision que l'on disait n'avoir apprise que vendredi soir, en même temps, en quelque sorte, que le juge Boulouque. Le même étonnement empreint de consternation était perceptible à l'Élysée.

G. M.

### Mélange des genres

La justice — encore une fois ! — prise dans une affaire politique. Pour avoir publié que le mélange des genres est dangereux, le juge Boulouque est inculpé de violation du secret de l'instruction. Tout réputé innocent qu'il soit, il s'est vu infliger cette décision avec une amertume certaine. Amertume d'autant plus grande qu'il a été convaincu, à en juger par les déclarations du juge, que son « client » est largement impliqué dans les attentats de l'automne 1986, à Paris. A demeurant, les résultats de l'enquête semblent indiquer que si rien ne prouve que Salahi ait été victime, il demeure probable qu'il les ait entretenus.

On peut juger excessive, voire choquante, l'inculpation d'un magistrat confronté à un dossier de ce genre. Les menaces proférées par Fouad Ali Salahi à l'égard du juge Boulouque sont là pour rappeler que les affaires de terrorisme ne sont pas de même nature que les autres. On peut aussi imaginer que le juge Boulouque, qui a instruit le dossier des « plombiers » du Conseil supérieur de l'administration des sociétés de la magistrature, est victime, comme le fut semble-t-il, avant lui, le commissaire Marcel Leclerc, « patron » de l'inspection générale de la police nationale — du zèle qu'il a manifesté à vouloir impliquer, quelques semaines avant l'élection présidentielle, l'Élysée. Là n'est pourtant pas l'essentiel. « Peut-être cette affaire choque-t-elle d'un point de vue éthique », nous a déclaré M. Inchauspé, avocat de Salahi, mais s'il faut aller loin pour débarrasser la

justice des influences politiques, on ira loin ». Or, dans le dossier Salahi qui n'est autre, ici, que le dossier Gerdji, la politique est au verso de chaque côté.

Gerdji était-il coupable ou innocent ? Très vite, semble-t-il, le juge avait acquis la conviction que l'iranien n'était pas personnellement impliqué dans les attentats de Paris. Mais, à la demande des autorités françaises engagées dans une partie de poker à Téhéran pour la libération des otages, il a, à l'évidence, accepté, de faire monter la « course » de Gerdji afin que la libération de l'iranien ait une contrepartie de valeur. De fait, Roger Augue et Jean-Louis Normandin ont été libérés dès le départ de France de Wahid Gerdji ; ceux aux trois derniers otages, (Jean-Paul Kauffmann, Marcel Carton et Marcel Fontaine), les négociateurs de M. Pasqua, alors ministre de l'intérieur, s'accordent à dire que le processus de leur libération s'est engagé autour de la mise hors de cause de Wahid Gerdji.

Tel est le contexte. On comprend que, dans un tel environnement, M. Boulouque ait un peu perdu de cette prudence que tout magistrat doit manifester quand il viole le secret de l'instruction et confie aux journalistes quelques éléments d'enquête. Il n'est pas évident, ce qui est regrettable, mais la leçon est claire : dans ces affaires exceptionnelles où le secret de l'instruction flirte avec la raison d'État, il vaut mieux que les juges d'instruction ne sortent pas de leur rôle.

GEORGES MARION.

● Seine-saint-denis : législative partielle fixée aux 11 et 18 décembre. Les dates de l'élection législative partielle dans la neuvième circonscription de Seine-Saint-Denis (Boulogne) ont été fixées aux 11 et 18 décembre. L'élection de Mme Véronique Neiertz avait été annulée par le Conseil constitutionnel parce que son suppléant, M. Claude Fuzier, devenu député quand Mme Neiertz est entrée au gouvernement, est également le remplaçant de M. Marcel Debarge, sénateur. M. Fuzier, maire de Bondy, sera cette fois le candidat socialiste. Mme Neiertz étant sa suppléante, Mme Neiertz avait été réélue au second tour des législatives, le 12 juin, avec 19 200 voix (100 %), alors qu'elle était la seule candidate. Au premier tour, avec 35,12 % des suffrages, elle avait devancé le communiste M. Roger Gouhier (25,29 %), qui s'était retiré en sa faveur, M. Jean-Jacques Ladel (UDF-PR, soutenu par le RPR), qui avait obtenu 17,54 % des suffrages, M. Pierre Dufour, (FN), 17 %, et Mme Christiane Celsis (UDF-PR dissidente), 5,02 %.

Le numéro du « Monde » daté 19 novembre 1988 a été tiré à 528 271 exemplaires

A B C D E F C

### Au congrès de Versailles

## MM. Yvon Collin et Emile Zuccarelli se disputent la présidence du MRG

Le congrès du Mouvement des radicaux de gauche se tient, samedi 19 et dimanche 20 novembre, au Palais des congrès de Versailles, pour désigner le successeur de M. François Doubin à la présidence. Trois candidats sont en lice : MM. Yvon Collin, sénateur du Tarn-et-Garonne, Emile Zuccarelli, député de Haute-Corse, et Philippe Walker, conseiller municipal de Reims. Parallèlement, le président sortant invite le congrès à donner son avis sur le processus de « réunification » de la famille radicale.

Le MRG organise ce congrès : il a un président (et surtout beaucoup d'anciens présidents) ; il a des ministres, des élus et revendique plusieurs milliers de militants ; il a quasiment une fédération par département (il lui est même arrivé d'en avoir deux...) ; il a un siège et une poignée de permanents. Le MRG est-il pour autant encore un parti politique ? L'un des trois candidats, M. Walker (qui ne se fait aucune illusion sur ses chances de l'emporter), président de la fédération de la Mayenne depuis une dizaine d'années, est inquiet : « Ce sont les grosses fédérations qui décident de tout, et pourtant elles représentent moins de un cinquième du territoire français ; la sclérose est telle qu'aucune des idées du parti n'est connue ; il n'y a pas de communication ». En mettant au premier rang de leur programme le renforcement des structures, l'organisation interne et l'unité du parti, les deux principaux concurrents reconnaissent implicitement que la question de l'existence même du MRG reste posée. Menacé de disparition par scission, le MRG a pourtant survécu à ses scissions, ses conflits, qui ont culminé en 1986-1987 avec le départ de M. Michel Crépeau et de ses amis qui avaient alors lancé leur propre mouvement : Libération pour demain. La nouvelle candidature de M. François Mitterrand puis sa réélection ont rassuré le MRG... du moins provisoirement, car les radicaux de gauche sont de nouveau touchés par les démons de leurs querelles intestines où le flou le dispute à l'ambiguïté.

MM. Collin et Zuccarelli ont, au cours de leur campagne interne, tenu de ne pas raviver les plaies. Leurs discours ne sont guère différents. Pour le premier, présenté comme le poulain de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'État aux collectivités territoriales, qui lui a déjà laissé un siège de sénateur

du Tarn-et-Garonne, « l'enracine à gauche doit être réaffirmé ». Pour le second, favori de M. Doubin, « la clarté politique impose de nous positionner par rapport au président de la République ». L'un et l'autre se retrouvent, malgré eux, confrontés au dialogue par médias interposés auquel se livrent leurs chefs de file respectifs. Il en va ainsi des prochaines européennes, ou de la réunification de la famille radicale.

M. Baylet a, devant le comité directeur réuni à la veille du congrès, mis un bémol à ses déclarations dans le *Journal du dimanche* du 13 novembre, selon lesquelles le MRG était prêt à faire liste commune avec des personnalités centristes. Quant à la « réunification » qui doit, selon une déclaration coignée de M. André Rostand, président du parti frère, et de M. Doubin, elle n'est, pour aucun des deux candidats, l'objectif prioritaire que veut en faire le président sortant. Ni M. Zuccarelli ni M. Collin n'entendent la voter en l'état... considérant qu'il s'agit là d'une initiative personnelle, prise sans concertation préalable et qui n'est destinée qu'à les lier s'ils sont élus.

#### « Du sang et des larmes »

Quant aux européennes, toute prise de position, à plus de six mois du scrutin de juin, leur semble prématurée. L'urgence est pour eux, d'abord, d'ordre interne. M. Collin a promis aux militants « du sang et des larmes » pour doter le MRG d'un projet pour sortir du « talon » radical. M. Zuccarelli considère que le MRG a pour tâche de « fixer » les électeurs qui sont venus s'ajouter à ceux de la gauche pour donner 54 % à M. Mitterrand. Estimant que le PS, « en phase de consolidation », n'est pas en posture pour le faire, le poulain de la Haute-Corse considère qu'il y a un espace politique à occuper au nom de la « modernité, de la solidarité et de la tolérance ».

La compétition entre les deux candidats s'est révélée d'autant plus incertaine qu'un certain nombre de fédérations ont laissé mandat à leurs délégués de se prononcer en fonction de propos qui seront tenus en congrès. Fait encore plus rare : lors du choix des précédents présidents, les fédérations se prononçaient généralement en bloc pour un seul candidat ; cette fois, plusieurs ont décidé de répartir leurs suffrages...

ANNE CHAUSSEBOURG.

### Nommé directeur général de RMC

## M. Hervé Bourges doit redonner « ambition et projet » à la station

C'est l'ancien PDG de TF1, M. Hervé Bourges, qui succède à M. Pierre Borvo à la tête de Radio-Monte-Carlo. Nommé le 18 novembre par l'Assemblée générale des actionnaires de la station, où l'état français est majoritaire — 83,33 % des parts sont détenues par la Sofrad, 16,67 % par la principauté monégasque —, il prendra ses fonctions le 5 décembre, devant ainsi le cinquième directeur général de RMC en dix ans.

Cette nomination met fin à une longue période de doute et d'attente concernant le sort de cette station promise à une privatisation sans cesse différée, aujourd'hui abandonnée. Une période difficile pour le personnel de RMC confronté à des discours contradictoires et démolissants, ainsi que pour l'ancien directeur général, M. Borvo, qui a démissionné la semaine passée en exprimant son amertume sur le gâchis et le temps perdu par les revers du projet de privatisation (le *Monde* des 11 et 12 novembre).

Mais le gouvernement, qui a longuement hésité sur le nom de la personnalité capable de reprendre les rênes de RMC — les candidats étaient légion — semble confier sur les chances de Hervé Bourges, auréolé par ses passages successifs réussis à la tête de Radio-France

internationale et de TF1, de redresser la station.

« Son expérience remarquable et sa grande connaissance du secteur audiovisuel sont des atouts majeurs pour cette entreprise », a immédiatement commenté Mme Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, indiquant que cette désignation avait « pour objectif de redonner une ambition et un projet à RMC ». « Il apportera au nouveau directeur général de propositions d'orientations et des objectifs concernant aussi bien RMC que TMC et l'adoption d'une vraie stratégie d'entreprise », a-t-elle conclu.

Message compris par M. Bourges, qui va mettre en œuvre ses activités accrues à la tête de la Compagnie internationale pour la production audiovisuelle et la communication (CIPAC), dont il est le fondateur, de Canal Plus Afrique et de MCI, une société d'investissement pour se consacrer uniquement à RMC.

Message entendu également par le personnel qui, craignant à la fois le style autoritaire et très personnel de M. Bourges, attend avec impatience un projet de développement (sur toute la France ou dans le grand Sud-ouest) et du spectaculaire, dont cet homme de cinquante-cinq ans s'est fait une spécialité.

A. Co.

### LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

Pour acheter et vendre des objets d'art

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE